CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958

7^e LégislatureSECONDE SESSION ORDINAIRE DE 1983-1984
(43^e SEANCE)

COMPTE RENDU INTEGRAL

2^e Séance du Mercredi 9 Mai 1984.

SOMMAIRE

PRÉSIDENCE DE M. JEAN NATIEZ

1. — Fixation de l'ordre du jour (p. 2165).

2. — Statut de la Polynésie française. — Suite de la discussion, après déclaration d'urgence, d'un projet de loi (p. 2165).

M. Lemoine, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur et de la décentralisation, charge des départements et des territoires d'outre-mer.

Article 1^{er} (p. 2166).

Amendement n° 42 de M. Juventin, avec le sous-amendement n° 185 de M. Salmon: MM. Juventin, Michel Suchod, rapporteur de la commission des lois; le secrétaire d'Etat, Toubon. — Retrait du sous-amendement; adoption de l'amendement.

Adoption de l'article modifié.

Article 2 (p. 2169).

Amendement n° 186 de M. Salmon: MM. Toubon, le rapporteur, le secrétaire d'Etat. — Rejet.

Adoption de l'article 2.

Article 3 (p. 2169).

Amendement n° 101 de M. Salmon: MM. Toubon, le rapporteur, le secrétaire d'Etat. — Rejet.

Amendement n° 102 de M. Salmon: MM. Toubon, le rapporteur, le secrétaire d'Etat. — Rejet.

Amendement n° 103 de M. Salmon: M. Toubon. — Cet amendement n'a plus d'objet.

Amendements identiques n° 2 de M. Juventin et 104 de M. Salmon: MM. Juventin, Toubon, le rapporteur, le secrétaire d'Etat, Forni, président de la commission des lois; le président. — Réserve des amendements jusqu'après l'examen de l'article 58.

Amendement n° 3 de M. Juventin: M. le rapporteur. — Réserve de l'amendement jusqu'après l'examen de l'article 58.

Amendement n° 105 de M. Salmon: MM. Toubon, le rapporteur, le secrétaire d'Etat. — Rejet.

Amendement n° 106 de M. Salmon: MM. le rapporteur, le secrétaire d'Etat. — Rejet.

Amendement n° 44 de la commission des lois: MM. le rapporteur, le secrétaire d'Etat. — Adoption.

Amendement n° 107 de M. Salmon: MM. Toubon, le rapporteur, le secrétaire d'Etat, le président de la commission.

Rappel au règlement (p. 2174).

MM. Toubon, le président.

Reprise de la discussion (p. 2174).

Rejet de l'amendement n° 107.

Amendement n° 211 de la commission: MM. le rapporteur, le secrétaire d'Etat. — Adoption.

Amendement n° 209 du Gouvernement: MM. le secrétaire d'Etat, le rapporteur, Le Foll. — Adoption.

Amendement n° 108 de M. Salmon: MM. Toubon, le rapporteur, le secrétaire d'Etat. — Retrait.

Amendement n° 45 de la commission des lois: MM. le rapporteur, le secrétaire d'Etat. — Adoption.

Amendement n° 112 de M. Salmon: MM. Toubon, le rapporteur, le secrétaire d'Etat. — Retrait.

Amendement n° 113 de M. Salmon. — L'amendement n'a plus d'objet.

Réserve de l'article 3 jusqu'après l'examen de l'article 58.

Article 4. — Adoption (p. 2175).

Article 5 (p. 2175).

Amendement n° 46 de la commission: MM. le rapporteur, le secrétaire d'Etat. — Adoption.

Adoption de l'article 5 modifié.

Article 6 (p. 2176).

Amendements identiques n° 5 de M. Juventin et 204 de M. Clément: MM. Juventin, Clément, le rapporteur, le secrétaire d'Etat. — Rejet.

Amendement n° 205 de M. Clément: MM. Clément, le rapporteur, le secrétaire d'Etat. — Rejet.

Amendement n° 206 de M. Clément: MM. Clément, le rapporteur, le secrétaire d'Etat. — Adoption.

Adoption de l'article 6 modifié.

Article 7 (p. 2176).

Amendement n° 47 de la commission: MM. le rapporteur, le secrétaire d'Etat. — Adoption.

Adoption de l'article 7 modifié.

Article 8 (p. 2177).

Amendements identiques n° 48 de la commission et 31, deuxième rectification, de M. Juventin: MM. le rapporteur, Juventin, le secrétaire d'Etat, Toubon.

Réserve de l'article 8.

Article 9 (p. 2177).

Amendement n° 6 de M. Juventin: MM. Juventin, le rapporteur, le secrétaire d'Etat, Toubon. — Adoption.

Adoption de l'article 9 modifié.

Article 10 (p. 2177).

Amendement n° 117 de M. Salmon : MM. Toubon, le rapporteur, le secrétaire d'Etat.

Réserve de l'article 10.

Article 11 (p. 2178).

Amendements identiques n° 50 de la commission et 119 de M. Salmon : MM. le rapporteur, Toubon, le secrétaire d'Etat. — Adoption.

Amendement n° 120 de M. Salmon : MM. Toubon, le rapporteur, le secrétaire d'Etat. — Rejet.

Adoption de l'article 11 modifié.

Article 12 (p. 2178).

Amendement n° 189 de M. Salmon : MM. Toubon, le rapporteur, le secrétaire d'Etat. — Adoption.

Amendement n° 190 de M. Salmon : MM. le rapporteur, le secrétaire d'Etat. — Rejet.

Adoption de l'article 12 modifié.

Articles 13 à 15. — Adoption (p. 2179).

Article 16 (p. 2179).

Amendement n° 51 de la commission : MM. le rapporteur, le secrétaire d'Etat. — Adoption.

Adoption de l'article 16 modifié.

Article 17 (p. 2179).

M. le secrétaire d'Etat.

Réserve de l'article 17.

Articles 18 et 19. — Adoption (p. 2179).

Article 20 (p. 2179).

Amendement n° 122 de M. Salmon : MM. Toubon, le rapporteur, le secrétaire d'Etat. — Retrait.

Amendement n° 207 de M. Clément : l'amendement n'est pas soutenu.

Amendement n° 123 de M. Salmon : M. Toubon. — L'amendement n'a plus d'objet.

Amendements identiques n° 53 de la commission et 124 de M. Salmon : MM. le rapporteur, Toubon, le secrétaire d'Etat. — Adoption.

Adoption de l'article 20 modifié.

Article 21 (p. 2180).

Amendements n° 54 de la commission et 125 de M. Salmon : MM. le rapporteur, Toubon ; le secrétaire d'Etat. — Adoption de l'amendement n° 54 ; l'amendement n° 125 n'a plus d'objet.

Adoption de l'article 21 modifié.

Article 22. — Adoption (p. 2180).

Article 23 (p. 2181).

Amendement n° 126 de M. Salmon : MM. Toubon, le rapporteur, le secrétaire d'Etat. — Rejet.

Amendements identiques n° 55 de la commission et 127 de M. Salmon : MM. le rapporteur, Toubon, le secrétaire d'Etat. — Adoption de l'amendement n° 55, rectifié. — L'amendement n° 127 est satisfait.

Article 24 (p. 2181).

Amendement n° 129 de M. Salmon : MM. Toubon, le rapporteur, le secrétaire d'Etat. — Rejet.

Adoption de l'article 24.

Article 25 (p. 2181).

Amendement n° 130 de M. Salmon : MM. Toubon, le rapporteur, le secrétaire d'Etat. — Rejet.

Amendement n° 8 de M. Juventin : MM. Juventin, le rapporteur, le secrétaire d'Etat. — Adoption.

Amendement n° 56 de la commission : MM. le rapporteur, le secrétaire d'Etat. — Adoption.

Amendement n° 57 de la commission : MM. le rapporteur, le secrétaire d'Etat, Toubon. — Adoption.

Amendement n° 9 de M. Juventin : MM. Juventin, le rapporteur, le secrétaire d'Etat. — Rejet.

Adoption de l'article 25 modifié.

Article 26 (p. 2182).

Amendement n° 58 de la commission : MM. le rapporteur, le secrétaire d'Etat. — Adoption.

Amendement n° 59 de la commission : MM. le rapporteur, le secrétaire d'Etat. — Adoption.

Amendement n° 60 de la commission : MM. le rapporteur, le président, le secrétaire d'Etat. — Adoption.

Amendement n° 131 de M. Salmon : MM. Toubon, le rapporteur, le secrétaire d'Etat. — Rejet.

Adoption de l'article 26 modifié.

Article 27 (p. 2183).

Amendement n° 61 de la commission : MM. le rapporteur, le secrétaire d'Etat. — Adoption.

Adoption de l'article 27 modifié.

Article 28 (p. 2183).

Amendement n° 62 de la commission : MM. le rapporteur, le secrétaire d'Etat. — Adoption.

Adoption de l'article 28 modifié.

Article 29. — Adoption (p. 2184).

Article 30 (p. 2184).

Amendement n° 134 de M. Salmon : MM. Toubon, le rapporteur, le secrétaire d'Etat. — Rejet.

Amendement n° 135 de M. Salmon : MM. Toubon, le rapporteur, le secrétaire d'Etat. — Rejet.

Adoption de l'article 30.

Article 31 (p. 2184).

Amendement n° 11 de M. Juventin : MM. Juventin, le rapporteur, le secrétaire d'Etat. — Rejet.

Amendements identiques n° 63 de la commission et 136 de M. Salmon : MM. le rapporteur, Toubon, le secrétaire d'Etat. — Adoption.

Amendement n° 64 de la commission : MM. le rapporteur, le secrétaire d'Etat. — Adoption.

Adoption de l'article 31 modifié.

Après l'article 31 (p. 2185).

Amendements n° 16 rectifié de M. Juventin et 65 de la commission : M. le secrétaire d'Etat. — Réserve.

Article 32. — Adoption (p. 2185).

Article 33 (p. 2185).

Amendement n° 137 de M. Salmon : MM. Toubon, le rapporteur, le secrétaire d'Etat. — Rejet.

Adoption de l'article 33.

Article 34 (p. 2185).

M. le président de la commission.

Réserve de l'article 34.

Article 35 (p. 2185).

Amendement n° 66 de la commission, avec le sous-amendement n° 191 de M. Salmon : MM. le rapporteur, le secrétaire d'Etat, Toubon. — Rejet du sous-amendement ; adoption de l'amendement, qui devient l'article 35.

Article 36 (p. 2186).

Amendement n° 67 de la commission : MM. le rapporteur, le secrétaire d'Etat. — Adoption.

Amendement n° 140 de M. Salmon : MM. Toubon, le rapporteur, le secrétaire d'Etat. — Rejet.

Amendement n° 68 de la commission : MM. le rapporteur, le secrétaire d'Etat. — Adoption.

Amendement n° 210 du Gouvernement : MM. le secrétaire d'Etat, le rapporteur. — Rejet.

Amendement n° 199 de M. Salmon : MM. Toubon, le rapporteur, le président de la commission, le secrétaire d'Etat. — Rejet.

Adoption de l'article 36 modifié.

Article 37. — Adoption (p. 2187).

Article 38 (p. 2187).

Amendements identiques n° 69 de la commission et 144 de M. Salmon : MM. le rapporteur, Toubon, le secrétaire d'Etat. — Adoption.

Amendement n° 146 de M. Salmon : MM. Toubon, le rapporteur, le secrétaire d'Etat. — Rejet.

Amendement n° 147 de M. Salmon : MM. Toubon, le rapporteur, le secrétaire d'Etat. — Retrait.

Adoption de l'article 38 modifié.

Article 39 (p. 2188).

Amendement n° 148 de M. Salmon : MM. Toubon, le rapporteur, le secrétaire d'Etat. — Rejet.

Adoption de l'article 39.

Article 40. — Adoption (p. 2189).

Après l'article 40 (p. 2189).

Amendement n° 149 de M. Salmon : MM. Toubon, le rapporteur, le secrétaire d'Etat. — Rejet.

Renvoi de la suite de la discussion à la prochaine séance.

3. — Dépôt de rapports (p. 2189).

4. — Dépôt d'un projet de loi adopté par le Sénat (p. 2189).

5. — Dépôt d'un rapport sur la taxe d'habitation (p. 2189).

6. — Dépôt d'un rapport sur l'exécution de la loi n° 80-1102 du 31 décembre 1980 complétant la loi n° 79-15 du 3 janvier 1979 instituant une dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales et à certains de leur groupements (p. 2190).

7. — Transmission de documents de l'Assemblée territoriale de la Polynésie française (p. 2190).

8. — Ordre du jour (p. 2190).

PRESIDENCE DE M. JEAN NATIEZ, vice-président.

La séance est ouverte à vingt et une heures trente.

M. le président. La séance est ouverte.

— 1 —

FIXATION DE L'ORDRE DU JOUR

M. le président. La conférence des présidents a établi comme suit l'ordre du jour des séances que l'Assemblée tiendra jusqu'au mardi 22 mai 1984, inclus :

Ce soir, suite du projet sur le statut de la Polynésie française.

Jeudi 10 mai, à quinze heures et vingt et une heures trente :

Vote sans débat de quatre conventions ;
Suite du projet sur le statut de la Polynésie française.

Vendredi 11 mai :

A neuf heures trente :
Questions orales sans débat.

A quinze heures :
Projet, adopté par le Sénat, sur les substances anabolisantes ;
Discussion, en deuxième lecture, du projet sur la location-accession ;
Projet, adopté par le Sénat, sur les contrats de construction de maisons individuelles.

Lundi 14 mai, à quinze heures et vingt et une heures trente :
Projet, adopté par le Sénat, sur les pupilles de l'Etat.

Mardi 15 mai :

A neuf heures trente :
Projet, adopté par le Sénat, sur les professions médicales ;
Projet, adopté par le Sénat, sur la vaccination antivariolique ;
Proposition de M. Vial-Massat et proposition de M. Barrot sur les essences végétales.

A seize heures et vingt et une heures trente :
Projet sur la détention provisoire.

Mercredi 16 mai :

A neuf heures trente :
Propositions de résolution de MM. Lajoinie et Joxe, sur la création d'une commission d'enquête sur l'allocation de certains fonds à la recherche pétrolière.

A quinze heures, après les questions au Gouvernement et à vingt et une heures trente :
Projet, adopté par le Sénat, sur le régime des eaux ;
Discussion, en deuxième lecture, du projet sur la pêche en eau douce.

Jeudi 17 mai, à quinze heures et vingt et une heures trente :

Ratification de trois conventions sur :

La frontière franco-espagnole ;
La frontière franco-italienne ;
Les armes bactériologiques et chimiques.
Projet, adopté par le Sénat, sur le carrefour de la communication.

Vendredi 18 mai :

A neuf heures trente :
Questions orales sans débat.
Eventuellement, à quinze heures :
Suite de l'ordre du jour de la veille.

Lundi 21 mai, à quinze heures et vingt et une heures trente et mardi 22 mai, à neuf heures trente, seize heures et vingt et une heures trente :

Projet sur l'enseignement privé.

— 2 —

STATUT DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

Suite de la discussion, après déclaration d'urgence,
d'un projet de loi.

M. le président. L'ordre du jour appelle la suite de la discussion, après déclaration d'urgence, du projet de loi portant statut du territoire de la Polynésie française (n° 1871, 2082).

Cet après-midi, l'Assemblée a entendu les orateurs inscrits dans la discussion générale.

La parole est à M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur et de la décentralisation, chargé des départements et des territoires d'outre-mer.

M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat. Monsieur le président, mesdames, messieurs les députés, le 29 juin 1977, à vingt et une heures trente, s'ouvrait le débat sur le statut de la Polynésie française, et le rapporteur de l'époque déclarait : « Le ministre de l'intérieur a indiqué de façon très précise, très claire... qu'il pourrait certes accepter des amendements tendant à apporter des améliorations de forme, mais qu'il ne saurait être question de remettre en jeu les équilibres mêmes qui avaient si laborieusement été élaborés entre le Gouvernement et les autorités territoriales. » Et il parlait « d'équilibre difficilement atteint » et « manifestation toujours fragile ».

C'est justement parce que les équilibres avaient été difficilement atteints et qu'ils étaient si fragiles que nous avons ce soir ce nouveau rendez-vous.

Les élus de la Polynésie française avaient reçu en 1957, grâce à la loi-cadre proposée par Gaston Defferre, ministre de la France d'outre-mer, un début d'autonomie. Mais un an plus tard était prise l'ordonnance du 23 décembre 1958 qui, selon le rapporteur de la loi de 1977, « a transformé très sensiblement le statut du territoire, en laminant en particulier les pouvoirs du conseil de gouvernement qui s'est trouvé réduit à l'état de conseil consultatif écrasé par les deux principales institutions du territoire : le gouverneur d'un côté, l'Assemblée territoriale de l'autre ». Après que la loi de 1977 eut été adoptée, grâce aux longs efforts, auxquels M. Juventin a fait allusion dans sa déclaration, de M. Pouvanaa Oopa et de M. Sanford, nous en arrivons aujourd'hui à ce nouveau statut.

Jusqu'à ce jour, on peut le dire, il a toujours fallu trouver des compromis laborieusement élaborés, instaurant un équilibre fragile. C'est pourquoi je tiens à remercier tous ceux qui ont participé au comité Etat-territoire, le rapporteur, M. Suchod, et tous les membres de la commission des lois, quelle que soit leur tendance, qui se sont efforcés d'apporter des améliorations au texte qui vous est soumis.

Nous sommes tous conscients qu'il fallait, à l'intérieur de limites très clairement définies, trouver le point d'équilibre entre l'affirmation de la souveraineté de l'Etat, dès lors que nous nous situons dans le cadre de la Constitution, acceptée et reconnue par tous, et la reconnaissance, conformément à l'esprit qui anime le Gouvernement depuis les lois de décentralisation, de la possibilité pour les élus de Polynésie française de jouir de l'autonomie dans le domaine de la gestion.

M. Suchod a exposé de façon détaillée le projet de loi. Je ne reviendrai donc pas sur les dispositions précises du statut qui vous est soumis, dispositions sur lesquelles je pourrai, au cours de la discussion article par article, apporter les éclaircissements nécessaires, mais je voudrais situer cette réforme fondamentale des institutions du territoire à travers l'histoire des liens entre la Polynésie française et la France et à travers les liens actuels, en prenant en compte l'environnement politique, social et culturel de l'archipel de la Polynésie française dans le Pacifique Sud.

La réforme que le Gouvernement propose pour le territoire de la Polynésie française est l'aboutissement des différentes étapes qui ont conduit dans le passé et conduisent encore aujourd'hui une importante majorité des habitants de la Polynésie française à vouloir demeurer au sein de la République française avec des institutions qui correspondent à l'état présent de la situation de ce territoire.

Si, depuis le 25 mars 1843, date à laquelle la reine Pomaré IV demanda et obtint le protectorat de la France, de nombreux statuts se sont succédé pour adapter les liens entre la Polynésie et la métropole, au sein de la population de cet archipel, un même terme polynésien a toujours défini les liens entre la France et la Polynésie: celui de « mère patrie ».

Cette expression traduit bien la permanence de l'attachement de la Polynésie à la France. Celui-ci s'est exprimé concrètement pendant la Seconde Guerre mondiale avec le célèbre bataillon du Pacifique. Il s'est renouvelé lors de la consultation référendaire prévue par la Constitution de 1958, où plus de 75 p. 100 des électeurs se prononcèrent en faveur du rattachement de la Polynésie française à la France le 28 septembre 1958.

Depuis, cette volonté de la population ne s'est pas démentie puisque tout dernièrement, à l'occasion de son débat sur le projet de statut, l'Assemblée territoriale de la Polynésie française a renouvelé son attachement à la France.

C'est donc dans cette perspective de « mère patrie » que la métropole propose à la Polynésie française le présent projet de statut. Celui-ci a été élaboré conjointement entre les représentants de l'Etat et ceux du territoire dans le cadre d'un comité Etat-territoire mis en place depuis 1981 par M. Emmanuelli et dont les travaux se sont achevés à la fin du premier semestre 1983.

Cette concertation avec les élus du territoire mérite, je le crois, d'être soulignée, et j'aurai à plusieurs reprises au cours du débat à me reporter aux travaux de ce comité, qui doivent constituer la référence nécessaire pour l'adoption de ce statut, référence sans laquelle cet esprit et cette volonté de concertation entre l'Etat et le territoire seraient de vains mots.

Ce nouveau statut marque une rupture avec les statuts précédents en allant jusqu'au bout de la logique constitutionnelle de « l'organisation particulière » des territoires d'outre-mer, en dotant la Polynésie française de l'autonomie interne.

Cette autonomie interne constitue la reconnaissance par la République de la spécificité de la Polynésie française. Pour l'affirmer, trois traits caractérisent le projet de statut: la reconnaissance de l'identité polynésienne, la responsabilité directe des autorités du territoire et un élargissement des compétences propres au territoire.

La reconnaissance de l'identité polynésienne est affirmée dès l'article 1^{er} par la déclaration de principe selon laquelle la Polynésie française est dotée de l'autonomie interne. Elle est également affirmée dans le même article par la possibilité pour ce territoire de déterminer librement les signes distinctifs marquant sa personnalité dans les manifestations publiques et officielles. Le territoire pourra ainsi arborer un drapeau, apposer un sceau et avoir un hymne propre, à côté de ceux de la République.

La reconnaissance de son identité culturelle est également la prise en compte de sa situation géographique dans le Pacifique sud, où, désormais, le territoire aura sa place propre dans des institutions ou des organismes régionaux. Il s'agira ainsi en tant que territoire de la Polynésie française dans la commission du Pacifique sud à égalité avec les Etats du Pacifique sud.

Le président du gouvernement du territoire aura un pouvoir d'initiative pour proposer au Gouvernement de la République la négociation d'accords concernant la région du Pacifique et pourra négocier des accords économiques, techniques et culturels dans cette même région.

Enfin, cette reconnaissance de l'identité culturelle polynésienne se manifestera par la possibilité offerte au territoire d'organiser un enseignement de la langue tahitienne dans les écoles, collèges et lycées ainsi que l'étude et la pédagogie de la langue et de la culture tahitienne dans l'école normale mixte de Polynésie.

L'autonomie interne, c'est également la novation introduite au niveau institutionnel. Cette novation est la transposition — demandée par l'ensemble des élus du territoire de la Polynésie — des lois de décentralisation métropolitaine. Cela signifie la suppression de la tutelle *a priori*, la responsabilité directe de l'exécutif territorial sur les affaires territoriales, sa maîtrise de l'administration territoriale. Le conseil de gouvernement est remplacé par un gouvernement du territoire, présidé par un président élu par l'Assemblée territoriale et responsable devant celle-ci. Le Gouvernement est composé de huit à dix ministres que nomme, sous le contrôle de l'Assemblée territoriale, le président du gouvernement du territoire. Le président n'est donc plus le haut-commissaire, mais l'élu de l'Assemblée territoriale, et celui-ci deviendra le chef de l'administration territoriale.

Un équilibre est assuré entre l'Assemblée territoriale et le gouvernement du territoire. Sans qu'il s'agisse d'un régime d'assemblée, le statut confère à celle-ci une compétence de principe, le gouvernement du territoire bénéficiant cependant de compétences propres. C'est là la recherche de cet équilibre délicat auquel j'ai déjà fait allusion. L'Assemblée territoriale a un libre usage de la motion de censure. Ses délibérations sont exécutoires de plein droit et le président du gouvernement du territoire peut convoquer l'Assemblée et lui fixer un ordre du jour prioritaire.

Le contrôle de la légalité est assuré, cette fois *a posteriori*, par un tribunal administratif qui est créé et qui se substituera au conseil de contentieux actuellement en place en Polynésie française. Le contrôle des comptes du territoire sera assuré par la Cour des comptes.

Enfin, la reconnaissance de l'autonomie interne, c'est également un élargissement des compétences du territoire, et c'est là que se mesure réellement la portée originale par rapport à la métropole de l'extension de la loi de décentralisation puisque le territoire bénéficie de compétences sans commune mesure avec celles qui sont attribuées aux régions, aux départements ou aux communes.

Comme sous l'emprise de la loi du 12 juillet 1977, le territoire a une compétence de droit commun, l'Etat n'ayant qu'une compétence d'attribution.

Les compétences exclusives de l'Etat ne concernent plus que les matières suivantes qui touchent, pour la plupart, à la souveraineté de celui-ci: la défense, le maintien de l'ordre, la nationalité, le droit civil, le service de l'organisation judiciaire, le droit pénal et la procédure pénale, la fonction publique d'Etat et l'administration communale, bien que, le Gouvernement entende procéder, dans les mois prochains, à une modification de cette dernière, dans le sens de la décentralisation. C'est là une des expressions du caractère évolutif de ce statut, qui permettra de prolonger la logique de l'autonomie jusque dans l'administration communale.

A côté de ces compétences exclusives de l'Etat, qui marquent l'unité de la République, des transferts partiels des compétences de l'Etat ont été attribués au territoire en matière de relations extérieures, comme je l'ai indiqué précédemment, en matière de communications extérieures, où le Gouvernement du territoire arrête le programme de vols nolisés dans le respect des quotas et tarifs fixés par l'Etat. De même, dans la zone économique, le territoire est également compétent pour l'exploitation et l'exploration de cette zone, ce qui constitue une avancée substantielle par rapport au statut de 1977. Pareillement, un transfert partiel de compétences de l'Etat est attribué au Conseil des ministres du territoire, qui participe désormais aux relations financières avec l'étranger et au commerce extérieur. Le Conseil des ministres règle les restrictions quantitatives à l'importation dans les conditions prévues par la Communauté économique européenne. Il fixe le programme annuel d'importation, détermine le montant annuel d'allocation de devises demandé à l'Etat et autorise les investissements étrangers inférieurs à 55 millions de francs.

De son côté, l'Assemblée territoriale est désormais compétente pour déterminer le droit du travail applicable en Polynésie française sous réserve des principes directeurs que l'Etat fixera par un projet de loi actuellement en cours de négociation avec le territoire et dont le Parlement sera saisi à la session d'automne.

Le territoire devient également compétent pour le premier cycle de l'enseignement secondaire, avec la possibilité de faire évoluer le statut dans le sens d'une compétence accrue du territoire.

Le territoire est compétent pour l'enseignement des langues locales et la fixation du régime des bourses.

Enfin, il y a un transfert partiel nouveau de compétence pour le territoire en matière de communication audiovisuelle, le territoire pouvant créer une société de production et conclure des conventions avec les sociétés d'Etat, pour assurer la diffusion de ses productions.

L'autonomie interne s'exprime également par la consultation obligatoire du territoire sur des matières jusqu'à présent réservées exclusivement à l'Etat. Ainsi le Gouvernement du territoire donnera-t-il son avis sur le contrôle de l'immigration et des taxes étrangères, sur la modification des tarifs postaux et des taxes téléphoniques, télégraphiques et radio-électriques du régime international. Son avis sera obligatoirement requis également en ce qui concerne les accords de pêche, les conditions de la desserte aérienne internationale et de cabotage avec le territoire.

De même, en ce qui concerne le crédit — il s'agit là d'une innovation importante — le territoire sera associé à la politique de crédit grâce à la création d'un comité consultatif du crédit.

Le conseil des ministres du territoire sera obligatoirement consulté sur la fixation des règles concernant l'état civil pour prendre en compte les particularités polynésiennes. Il sera obli-

gatoirement consulté pour la définition des réseaux des établissements d'enseignement relevant de l'Etat et — plus important encore — pour l'adaptation des programmes pédagogiques.

Enfin, le territoire sera compétent en matière de postes et télécommunications intérieures.

Par cette longue énumération des compétences nouvelles attribuées au territoire, le Gouvernement entend affirmer ainsi le choix de l'autonomie interne comme point d'aboutissement entre la Polynésie française et la République.

C'est toute l'autonomie interne et rien que l'autonomie interne qui, selon le souhait des élus, permettra à l'expérience, de pouvoir attribuer de nouvelles compétences au territoire. Ce principe reconnu, la représentation de l'Etat au niveau du territoire reste assurée par le haut-commissaire. Celui-ci n'est plus le chef du territoire ; il assure auprès du territoire la représentation du Gouvernement de la République et de l'Etat à travers trois missions essentielles : une mission de souveraineté, une mission de légalité et de libertés publiques, une mission d'aide technique et économique.

La mission de souveraineté sera constituée essentiellement par la responsabilité des relations extérieures, de la défense et de la politique monétaire.

La mission de contrôle de la légalité et des libertés publiques aura pour objet le bon fonctionnement des institutions et le maintien de l'ordre et de la sécurité.

Enfin, une mission d'aide technique et économique permettra au haut-commissaire de favoriser l'aide de l'Etat pour le développement économique, social et culturel du territoire.

Tels sont, mesdames, messieurs les députés, les traits caractéristiques majeurs de ce nouveau statut pour la Polynésie française, qui permettra à ce territoire d'avoir la responsabilité directe de son développement social économique et culturel, en maintenant ses liens avec la métropole, dans le respect de son originalité.

Cependant, ce statut a soulevé diverses questions de la part d'un certain nombre de députés.

M. Barthe a voulu faire préciser que l'identité polynésienne était réellement prise en compte, que ces institutions devaient aller dans le sens de la démocratie et du progrès, que ce statut devait être à la fois spécifique et évolutif.

Toutes ces caractéristiques sont effectivement contenues dans le projet de statut actuel sous réserve que cette évolution se fasse dans le cadre de l'autonomie interne et dans le respect de la Constitution.

M. Barthe, comme plusieurs autres intervenants, a insisté sur les problèmes de structures économiques que rencontre aujourd'hui la Polynésie. Il est vrai que l'une des questions auxquelles il faudra répondre — et j'en reparlerai dans ce débat — sera le développement économique de l'ensemble de la Polynésie, car, ainsi que l'a rappelé M. Tutaha Salmon, la Polynésie française est grande comme l'Europe, de Brest à Budapest, voire de Brest à Moscou, et l'on note encore de grandes disparités entre certains atolls et l'île de Tahiti. Il faudra donc permettre un développement conjoint de l'île de Tahiti, des atolls et d'un certain nombre d'archipels, que ce soit l'archipel des Tuamotu des îles Gambier ou des îles Marquises.

M. Clément a estimé que ce texte contenait des ambiguïtés, mais son intervention était elle-même ambiguë. A l'en croire, en effet, ce projet de statut serait « un petit frère de la loi-cadre ». Mais, quelques instants après, M. Toubon estimait que ce texte était « l'enfant des élus ». Si ce texte est à la fois « l'enfant des élus » et « le petit frère de la loi-cadre », cela veut dire que chacun reconnaît une filiation, c'est-à-dire la volonté de reconnaître aujourd'hui la majorité des élus de la Polynésie française, majorité leur permettant d'assumer eux-mêmes la responsabilité du devenir de ce pays.

M. Clément a demandé ce qu'il fallait entendre par « évolutif ». Mesdames, messieurs, qui, ici, aurait la prétention d'arrêter l'histoire une fois pour toutes ? Ce statut représente la prise en compte, à un moment donné, de ce qu'est la situation de la Polynésie française. Il est évident, comme on le disait déjà en 1977, que ce statut pouvait faire l'objet d'améliorations. Et, ainsi que nous le verrons tout à l'heure, l'un des buts, par exemple, du comité Etat-territoire pourrait être de vérifier comment se font les transferts de compétences.

Je ne pense pas, comme l'a prétendu M. Clément, qu'il s'agisse là de marchés de dupes. D'abord, les élus de la Polynésie française sont trop fins politiques pour entrer dans un marché de dupes. Ils savent mesurer l'avancée de ce statut. Pour argumenter, M. Clément prend appui sur les contrats de Plan. Je lui répondrai que ceux-ci sont aujourd'hui en discussion, que les premières demandes émanant de l'assemblée territoriale portaient sur un montant de six milliards de francs. Il est évident qu'une telle somme ne pouvait pas entrer dans l'enveloppe consentie aux contrats de Plan et qu'il fallait donc négocier. Les

élus de Polynésie sont eux-mêmes venus à Paris pour en discuter. La forme définitive du contrat de Plan sera présentée aux élus la semaine prochaine.

M. Le Foll a insisté sur les espoirs de changement que représentait ce statut pour la jeunesse et les travailleurs de la Polynésie. Ainsi que j'ai eu l'occasion de le dire dans le cadre des questions au Gouvernement, nous recueillons actuellement les avis des syndicats et de tous ceux qui sont concernés par l'application du code du travail. Comme l'indique le projet de statut, le code du travail sera de compétence territoriale, en s'appuyant sur les directives nationales.

Comme vous, monsieur Le Foll, je suis particulièrement vigilant sur les problèmes que rencontre aujourd'hui la jeunesse de la Polynésie. Il faudra poursuivre cet effort de formation, notamment de formation technique, par des moyens appropriés, en renforçant certaines structures, comme les C. E. T. A. D. — lesquelles, dans les îles Marquises, ont dispensé à de nombreux jeunes une formation technique polyvalente leur permettant de trouver du travail dans leur propre archipel. Car je crois que c'est l'un des buts que nous nous sommes fixés, qui est aussi celui des élus de Polynésie : faire en sorte que les jeunes n'aient pas à quitter leur lieu de naissance, n'aient pas à s'éloigner de leur horizon pour venir grossir une population déjà importante à Papeete.

M. Tutaha Salmon, dans sa longue intervention, a mêlé l'huile et le vinaigre. Je dois lui avouer, avec toute l'amitié que je lui porte, que je n'ai pas tout à fait compris ce qu'il voulait nous dire lorsqu'il affirmait que « le temps est proche où nous pourrions nous faire entendre ». Monsieur le député, vous savez que depuis plus d'un an nous avons tout fait pour effectivement vous entendre et je pense que cette formulation ne correspond pas tout à fait à ce que vous souhaitiez dire. Votre vrai message est dans une formule que vous avez utilisée. Essayant de qualifier ce statut, vous avez déclaré : « C'est une école de responsabilité ». Eh bien, oui ! C'est une école de responsabilité. Vous avez maintenant la possibilité, vous les élus, de vivre cette autonomie interne. Vous savez qu'elle vous permettra, dans le cadre des lois de la République et dans le respect de notre Constitution, d'avoir ce que vous souhaitez, c'est-à-dire les moyens de mener à bien une politique pour le devenir économique de la Polynésie française.

Monsieur Juventin, vous avez participé activement, au sein de la commission des lois, à l'amélioration du texte en déposant un nombre important d'amendements. Vous avez rappelé que vous étiez de cette famille politique, spirituelle, qui a connu les noms de Pouvanaa et de Francis Sanford. Je crois qu'il y a dans votre discours une logique que j'appellerai historique, et que vous avez raison de faire confiance au Président de la République, François Mitterrand, qui souhaite que les départements et les territoires d'outre-mer, dans l'esprit de la décentralisation, puissent avoir de plus en plus de pouvoirs. Quant à penser à un « superprésident » pour diriger la Polynésie française, je ne pense pas qu'il faille aller jusque-là. Un bon président suffira et, comme vous l'avez dit vous-même, il y a assez d'hommes et peut-être de femmes en Polynésie française pour avoir les valeurs intellectuelles et morales nécessaires pour assumer cette grande tâche.

M. Massot a insisté particulièrement sur l'effort de clarification et d'innovation que représenterait ce projet de loi et je pense qu'il a eu raison d'insister sur la volonté qui était la nôtre de bien marquer la souveraineté de l'Etat et, en même temps, ce que devait être l'esprit de l'autonomie interne.

Enfin, je voudrais revenir sur votre déclaration, monsieur Toubon. J'ai noté avec satisfaction votre accord sur les grandes lignes de ce statut. Je me félicite de voir que ce texte est conforme à votre doctrine car, sur ce point, votre doctrine n'est pas loin de la nôtre, c'est-à-dire la volonté de donner plus de liberté, plus d'autonomie à ceux qui vivent outre-mer.

Vous avez opposé, monsieur Toubon, le régime d'assemblée et les pouvoirs du président. Une partie du débat de ce soir reposera effectivement sur la conception et la définition du pouvoir d'assemblée et du pouvoir du président. Je crois, reprenant cette image que j'ai utilisée au début de mon intervention, que le point d'équilibre doit être effectivement recherché entre l'assemblée et le président. Avec ceux qui souhaitent la démocratie dans le cadre de cette autonomie interne, j'estime qu'une confiscation, pendant un temps déterminé, des pouvoirs de l'assemblée au profit d'un président serait malsaine. Il est bon que l'assemblée — faute de quoi elle ne serait plus une assemblée — conserve un droit de regard qui s'exerce par la censure et qu'elle soit en mesure de suivre les affaires du territoire.

Je ne reviendrai pas sur la question de l'incompatibilité. M. le président de la commission des lois a dit avec beaucoup de force ce qu'était, selon lui, le droit et ce que devait être la loi. Pour ma part, j'ai rappelé ce qu'était la proposition initiale du Gouvernement.

Mais il y a une chose sur laquelle je voudrais insister, je crois qu'il faut que l'unanimité se fasse sur ce point : il n'y aura pas de marchandage quelconque entre la présence du C.E.P. et l'avenir de la Polynésie française.

Je me suis bien gardé, et vous l'avez constaté, d'évoquer le C.E.P. Il se trouve que le centre d'expérimentation est dans le Pacifique. C'est une constatation, ce n'est pas une donnée politique. La donnée politique, celle qui compte, c'est le climat de confiance qui doit exister entre la Polynésie française et la France.

Je me souviens de mes premiers contacts avec la Polynésie française, chez M. Tutaha Salmon, l'an dernier, quand la Polynésie venait d'être frappée par quelque six cyclones successifs. C'est au moment où la population de la Polynésie était en difficulté, voire pour certains, dans la détresse, que s'est manifestée véritablement la profondeur des liens qui unissent la France et la Polynésie.

Après les efforts qui ont été faits pour que la Polynésie retrouve ce visage que nous lui connaissons, il y a, aujourd'hui, un retour au calme dans les esprits. La Polynésie française doit maintenant pouvoir mobiliser ses énergies car les vrais problèmes sont effectivement ceux du développement économique, des choix que devra faire la Polynésie dans le domaine de l'investissement hôtelier, dans la redéfinition de la politique agricole, dans la définition d'une politique de la pêche, dans la mise en valeur de certains sites des différents archipels.

Ce pays qui a su inspirer le génie de Gauguin et accueillir Jacques Brel doit pouvoir vivre son avenir dans le cadre des lois de la République selon le souhait des Polynésiens. La Polynésie française connaît l'attachement du président François Mitterrand et elle a déjà eu l'occasion de lui témoigner sa confiance. La politique qu'il a préconisée et à laquelle il a donné un élan ne peut pas décevoir la Polynésie. Je crois que c'est l'honneur du Gouvernement de M. Pierre Mauroy d'avoir su prendre en compte ces aspirations à l'autonomie interne de la Polynésie française.

L'autonomie interne, quand elle est reconnue, doit être applicable dans le respect des institutions de la République et dans le respect de l'esprit de la démocratie. Ainsi est marqué l'attachement du Gouvernement au respect de la liberté et de l'égalité entre tous les citoyens. Ce projet de loi permet surtout de souligner la volonté qui est la nôtre de renforcer tous les liens qui marquent la fraternité d'esprit et de cœur qui doit exister entre la France et la Polynésie française.

En terminant, je voudrais remercier ces enfants qui m'ont accueilli en juin 1983 sur leur atoll dévasté par le cyclone. Regroupés devant ce qui restait de leur école, ils ont chanté *La Marseillaise*. Ce jour-là, à cette heure précise, j'ai compris ce qu'était l'attachement qui unissait la France à la Polynésie française. C'est pourquoi je voudrais dire aux élus de Polynésie et à la population tout entière : *Iaora Polynésia farani. (Applaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes.)*

M. le président. Nous abordons la discussion des articles.

Article 1^{er}.

M. le président. « Art. 1^{er}. — Le territoire de la Polynésie française comprend les îles du Vent, les îles Sous-le-Vent, les îles Australes, les îles Tuamotu, les îles Gambier et les îles Marquises.

« Il constitue au sein de la République française, conformément à l'article 72 de la Constitution, un territoire d'outre-mer doté de la personnalité juridique et de l'autonomie interne.

« Le territoire de la Polynésie française s'administre librement par ses représentants élus qui gèrent les affaires du territoire dans les conditions prévues par la présente loi.

« Il est représenté au Parlement de la République et au Conseil économique et social dans les conditions définies par les lois organiques.

« Le territoire détermine librement les signes distinctifs permettant de marquer sa personnalité dans les manifestations publiques et officielles.

« Le haut-commissaire de la République est dépositaire des pouvoirs de la République, représentant du Gouvernement et chef des services de l'Etat. »

M. Juventin a présenté un amendement n° 42 ainsi rédigé :

« Après le deuxième alinéa de l'article 1^{er}, insérer l'alinéa suivant :

« La loi, en vertu des principes constitutionnels, garantit le caractère spécifique et évolutif du statut du territoire de la Polynésie française. »

Sur cet amendement, M. Salmon et M. Toubon ont présenté un sous-amendement n° 185 ainsi rédigé :

« Dans l'amendement n° 42, après le mot : « garanti », insérer les mots : « , dans le cadre de la République française. »

La parole est à M. Juventin, pour soutenir l'amendement n° 42.

M. Jean Juventin. Il ne convient pas de remettre en cause immédiatement le nouveau statut du territoire qui est appelé à régir pendant un certain temps les relations de l'Etat et du territoire.

Il est tout aussi évident pour nous que garantir le caractère évolutif du statut ne signifie pas préparer l'indépendance. Il s'agit avant tout de laisser la porte ouverte à de nouveaux aménagements du statut puisqu'il est fort probable qu'à terme certains points des relations entre l'Etat et le territoire seront revus.

En conclusion, il m'apparaît nécessaire de laisser cette porte ouverte à de futurs aménagements du statut et de le préciser dans la loi afin que les Polynésiens n'aient pas l'impression de se trouver enfermés dans un cadre inamovible et rigide.

Tout cela est très clair et ne procède d'aucun double langage systématique, comme voulait le faire croire M. Toubon lors de la discussion générale.

Le double langage, je l'entends plutôt du côté de ceux qui affirment ne vouloir que l'autonomie interne, rien que l'autonomie interne, mais qui, comme MM. les députés du R.P.R., déposent des amendements tendant à permettre au territoire d'organiser ses propres services de sécurité, alors que le maintien de l'ordre est une compétence d'Etat qui ne peut être remise en cause sous peine de voir entamer sérieusement la souveraineté même de l'Etat.

M. le président. La parole est à M. Michel Suchod, rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, pour donner l'avis de la commission sur l'amendement n° 42.

M. Michel Suchod, rapporteur. La commission a adopté cet amendement, estimant qu'il n'y avait pas de difficulté à reconnaître le caractère spécifique et évolutif du statut du territoire dans la mesure où l'assemblée territoriale elle-même, dans son avis du 12 avril dernier, a jugé que ce caractère évolutif ne pouvait qu'être reconnu dans la réalité.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat. Le Gouvernement s'en remet à la sagesse de l'Assemblée.

M. le président. La parole est à M. Toubon.

M. Jacques Toubon. Je réitère ce que j'ai dit dans la discussion générale, et cela de la manière la plus claire, les propos tenus par les uns et par les autres me paraissant plus ambigus que ceux que je vais tenir.

Je suis hostile à cet amendement si le mot « évolutif » signifie que le statut peut évoluer au-delà de l'autonomie interne.

En revanche, je suis favorable au mot « évolutif » s'il signifie que, une loi pouvant en modifier une autre, il sera possible, dans l'avenir, d'améliorer l'autonomie interne tant en ce qui concerne les règles de fonctionnement des institutions qu'en ce qui concerne le partage des compétences entre l'Etat et le territoire.

Etant donné qu'aucun de ceux qui soutiennent cet amendement n'a expliqué clairement qu'il ne pouvait pas y avoir d'amélioration en dehors et au-delà de l'autonomie interne, je me prononcerai, pour ma part, contre cet amendement. Je crois d'ailleurs qu'on ne peut pas voter en connaissance de cause sans s'entendre sur les mots !

Je le répète, ce statut, comme tous les statuts législatifs, peut être évolutif dans la mesure où il doit permettre d'améliorer l'autonomie interne, mais en aucune façon s'il s'agit de sortir de l'autonomie interne pour aller vers l'indépendance.

M. le président. Monsieur Toubon, vous êtes l'auteur, avec M. Salmon, d'un sous-amendement n° 185. Je vous invite à le défendre.

M. Jacques Toubon. Ce sous-amendement a pour seul but de lever l'ambiguïté que je viens de dénoncer.

Si l'on veut retenir, comme la majorité de cette assemblée et la majorité de la commission des lois semblent vouloir le faire, le caractère évolutif du statut, qu'au moins il soit inscrit à cet endroit de la loi, et de manière précise, que cette évolution ne peut se faire que dans le cadre de la République française.

Si ce sous-amendement était adopté, l'amendement n° 42, ainsi rectifié, serait rédigé de cette façon : « La loi, en vertu des principes constitutionnels, garantit, dans le cadre de la République française, le caractère spécifique et évolutif du statut du territoire de la Polynésie française. »

J'ai cru comprendre que l'on était d'accord, sur tous ces bancs, avec cette conception. L'enjeu est ici trop grand pour ne pas apporter cette précision. Le président de la commission des lois a dit en fin de l'après-midi que les mots avaient beaucoup d'importance. En l'occurrence, il vaut mieux écrire ces mots-là dans la loi.

M. le président. Quel est l'avis de la commission sur le sous-amendement n° 185 ?

M. Michel Suchod, rapporteur. La commission a repoussé ce sous-amendement, non pour des raisons de fond, mais parce que l'article 1^{er} dispose que la Polynésie française « constitue au sein de la République française, conformément à l'article 72 de la Constitution, un territoire d'outre-mer ». La commission n'a donc pas jugé souhaitable de réaffirmer à chaque alinéa que ce territoire se situait au sein de la République française.

Au surplus, et afin d'éclairer complètement l'Assemblée, je rappelle à M. Toubon la conclusion de l'avis donné le 12 avril par l'assemblée territoriale : « L'autonomie interne n'est pas un état irrémédiablement figé. Elle est bien plutôt un stade d'équilibre optimum à une période donnée entre les compétences respectives de l'Etat et du territoire. Loin d'être figé, ce statut est donc susceptible d'amélioration et son caractère évolutif n'est contesté par personne » — en tout cas pas en Polynésie, monsieur Toubon — « puisque son principe en est fixé dans le cadre même du préambule de la Constitution. »

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat. Ainsi que vient de le souligner M. le rapporteur, le deuxième alinéa de l'article 1^{er} est suffisamment clair. Il convient donc d'éviter toute redondance.

M. le président. La parole est à M. Toubon.

M. Jacques Toubon. Compte tenu des explications de M. le rapporteur et de M. le secrétaire d'Etat, qui ont confirmé qu'il s'agissait bien d'un statut dans le cadre de la République française, je retire ce sous-amendement.

M. le président. Le sous-amendement n° 185 est retiré.

Je mets aux voix l'amendement n° 42.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'article 1^{er}, modifié par l'amendement n° 42. (L'article 1^{er}, ainsi modifié, est adopté.)

Article 2.

M. le président. « Art. 2. — Les autorités du territoire sont compétentes dans toutes les matières qui ne sont pas réservées à l'Etat en vertu des dispositions de l'article 3 de la présente loi. »

M. Salmon, M. Toubon et les membres du groupe du rassemblement pour la République ont présenté un amendement n° 186 ainsi rédigé :

« Compléter l'article 2 par l'alinéa suivant :

« Les compétences précédemment attribuées au territoire ne sont réduites en aucune manière par la présente loi. »

La parole est à M. Toubon.

M. Jacques Toubon. Cet amendement « cliquet » tend à préciser que le nouveau statut ne peut pas revenir en arrière par rapport aux compétences qui étaient reconnues au territoire dans le statut de 1977.

Cet amendement est tout à fait cohérent avec ceux qui visent à supprimer les dispositions de ce texte en recul par rapport aux compétences dont le territoire disposait déjà.

M. le rapporteur me répondra sans doute que cet amendement ne peut être adopté parce qu'il ne correspond pas au texte déposé par le Gouvernement ; mais, sur le fond, la situation actuelle est différente de la lettre de la loi de juillet 1977.

Ainsi, par exemple, le commerce des armes relevait déjà implicitement de la compétence de l'Etat : il n'y a donc pas, sur ce point, de recul par rapport à la situation antérieure.

En ce qui concerne les principes fondamentaux du droit du travail, il n'y a pas non plus de réel changement, de recul, puisque la loi de 1952 ne pouvait pas, par définition, être modifiée par l'assemblée territoriale. Il s'agissait donc plutôt, en l'occurrence, d'une fausse compétence territoriale.

En revanche, en ce qui concerne le droit pénal et l'exploitation de la zone économique, on assiste à un retrait par rapport à la loi de 1977 ; nous contestons ces dispositions et proposerons des amendements afin d'éviter ce recul.

Nous sommes donc tout à fait cohérents. Nous demandons qu'aucune disposition de ce texte ne soit en retrait par rapport à celles de 1977 et proposons la suppression de celles qui sont en retrait.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Michel Suchod, rapporteur. Je donne acte à M. Toubon que sa position est cohérente : il propose, en effet, dans des amendements ultérieurs, de modifier les dispositions du projet

qui seraient incompatibles avec son amendement n° 186. Mais la commission des lois n'a pas accepté ces modifications subséquentes : elle en reste donc au texte du Gouvernement.

Certes, je reconnais qu'il aurait été souhaitable de préciser que les compétences précédemment attribuées au territoire n'étaient réduites en aucune manière par la présente loi. Mais nous ne pouvons l'écrire car, sur certains points — il est vrai mineurs — ce serait une contre-vérité. J'ai souligné, de même que M. le secrétaire d'Etat, l'ampleur des compétences nouvelles accordées au territoire. Il est néanmoins exact que certaines précisions sont susceptibles d'aboutir à une diminution des compétences : on ne peut donc retenir la rédaction proposée par M. Toubon.

Ainsi, l'article 30 tire les conséquences de l'extension aux territoires d'outre-mer du code pénal en précisant que l'organe exécutif du territoire de Polynésie française ne peut pas fixer lui-même l'échelle des peines contraventionnelles, ce qu'il pouvait faire précédemment.

Le 7^e de l'article 3 précise que c'est l'Etat qui réglemente le commerce des armes : cette disposition ne figurait pas dans le statut actuel.

Le 11^e du même article donne à l'Etat compétence pour fixer les principes fondamentaux du droit du travail.

Toutes ces précisions aboutissent à diminuer, au moins partiellement, la compétence du territoire : il n'est donc pas possible d'accepter l'amendement n° 186, et la commission des lois l'a rejeté.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat. Je répondrai à certains des arguments qui ont été avancés par M. Toubon.

C'est à la demande de l'assemblée territoriale, formulée au mois de novembre 1983, que le code pénal, dans sa forme actuelle, sera appliqué à la Polynésie française.

En ce qui concerne le commerce des armes, nous n'avons fait que distinguer les armes de défense des armes civiles. Les armes civiles sont de la compétence du territoire ; les armes de défense en revanche, puisque la sécurité du territoire est l'affaire de l'Etat, relèvent de la compétence de l'Etat, ce qui me paraît tout à fait logique.

Le territoire aura compétence en matière de droit du travail, les principes fondamentaux étant déterminés par l'Etat. Je ferai remarquer au demeurant, que bien des améliorations ont été apportées depuis la loi de 1952.

Enfin, alors que la zone économique, aux termes du statut de 1977, relevait uniquement de la compétence de l'Etat, elle relèvera dorénavant d'une compétence partagée.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 186.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'article 2.

(L'article 2 est adopté.)

Article 3.

M. le président. « Art. 3. — Les autorités de l'Etat sont compétentes dans les matières suivantes :

« 1^o relations extérieures, sans préjudice des dispositions de l'article 36 ;

« 2^o contrôle de l'immigration et contrôle des étrangers ;

« 3^o communications extérieures en matière de navigation, dessertes maritime et aérienne et de postes et télécommunications sous réserve des dispositions de l'article 26 (10^o) ;

« 4^o exploration, exploitation, conservation et gestion des ressources naturelles, biologiques et non biologiques de la zone économique exclusive de la République, sous réserve des dispositions de l'article 58 ;

« 5^o monnaie, trésor, crédit et changes ;

« 6^o relations financières avec l'étranger et commerce extérieur sous réserve des dispositions des articles 25 (9^o), 26 (1^o) et 28 ;

« 7^o défense au sens de l'ordonnance n° 59-147 du 7 janvier 1959 portant organisation générale de la défense ; importation, commerce et exportation de matériels militaires, d'armes et de munitions de première, deuxième, troisième et quatrième catégories ; matières premières stratégiques telles qu'elles sont définies pour l'ensemble du territoire de la République ;

« 8^o maintien de l'ordre et sécurité civile ;

« 9^o nationalité et règles concernant l'état civil ;

« 10^o droit civil, à l'exclusion de la procédure civile et sous réserve des dispositions de l'article 26 (11^o) ; principes fondamentaux des obligations commerciales ;

« 11^o principes fondamentaux du droit du travail ;

« 12^o justice et organisation judiciaire, à l'exclusion des frais de justice ; droit pénal, sous réserve des dispositions des articles 25 (5^o), 30, 60, 61 et 62 ; procédure pénale, à l'exclusion de

la réglementation pénitentiaire et de la réglementation relative à la liberté surveillée des mineurs ;

« 13^e fonction publique d'Etat ;

« 14^e administration communale et contrôle administratif et financier des communes et de leurs établissements publics ;

« 15^e enseignements du second cycle du second degré sous réserve des dispositions de l'article 25 (3^e et 4^e) ; au terme d'un délai de cinq ans, et par décret en Conseil d'Etat, l'enseignement du second cycle du second degré sera transféré au territoire, sous réserve que celui-ci en fasse la demande ;

« 16^e enseignement supérieur sous réserve des dispositions de l'article 25 (3^e et 4^e) ; recherche scientifique sans préjudice de la faculté pour le territoire d'organiser ses propres services de recherche ;

« 17^e radiodiffusion et télévision ; toutefois, le territoire, sous réserve des missions confiées à la Haute autorité par la loi n° 82-652 du 29 juillet 1982 modifiée, a la faculté de créer une société de production d'émissions à caractère social, culturel et éducatif pouvant passer pour leur diffusion des conventions avec les sociétés d'Etat.

« L'Etat conserve ses droits de souveraineté et propriété sur son domaine public et privé, terrestre, maritime et aérien.

« La liste des services de l'Etat dans le territoire, leur organisation, le domaine immobilier de l'Etat ainsi que son emprise sont fixés par décret en Conseil d'Etat. Jusqu'à l'intervention de ce décret, les services de l'Etat continuent de bénéficier des prestations de toute nature que le territoire fournit actuellement au fonctionnement de ces services. »

M. Salmon, M. Toubon et les membres du groupe du rassemblement pour la République ont présenté un amendement, n° 101, ainsi rédigé :

« Dans le quatrième alinéa (3^e) de l'article 3, supprimer les mots : « et de postes et télécommunications ».

La parole est à M. Toubon.

M. Jacques Toubon. Cet amendement tend à lever une ambiguïté quant à la répartition des compétences entre l'Etat et le territoire en matière de gestion du service public des télécommunications. Avant 1956, c'était un service territorial. Aux termes du décret de décembre 1956 pris en application de la loi cadre du 23 juin 1956, il a été transformé en office public territorial à caractère industriel et commercial. En 1962, pour des raisons essentiellement budgétaires, cet office a été transformé en office de l'Etat.

Aujourd'hui, à l'occasion de cette réforme statutaire tout entière centrée sur l'autonomie interne, nous devons saisir l'occasion d'en revenir à la situation antérieure et de replacer l'office des postes et télécommunications sous l'autorité du territoire, pour l'ensemble de ses activités, sous deux réserves : resteront de la compétence de l'Etat, la fixation des tarifs du régime international — nonobstant la consultation, prévue à l'article 31, du gouvernement du territoire — et le service du réseau général radio-électrique, chargé des problèmes internationaux de télécommunication, qui restera donc un service d'Etat. Il s'agit en effet d'activités très importantes, qui, telle la réception par satellites, notamment dans les stations de Papeete et de Fare Utc, ne doivent pas relever de la compétence territoriale.

L'amendement n° 101 tend à éviter qu'il y ait en Polynésie française, du fait de l'application de ce nouveau statut, deux services des postes et télécommunications. Il convient donc de préciser que la gestion et l'administration du service relèvent de l'office territorial des postes et télécommunications. En le proposant, nous n'avons pas le sentiment de porter atteinte au principe de l'unité de l'Etat.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Michel Suchod, rapporteur. Le 3^e de l'article 3 tend à donner compétence à l'Etat pour certaines communications extérieures.

Certes, ainsi que le fait remarquer M. Toubon, un risque de scission existe au sein du service des postes et télécommunications, les activités relevant de la compétence territoriale étant distingués de celles qui relèvent de l'Etat. L'estime néanmoins indispensable, pour des raisons diverses, et notamment de sécurité, de placer les communications extérieures en matière de postes et télécommunications dans le champ de compétence de l'Etat.

La commission a donc repoussé l'amendement n° 101.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat. Je partage tout à fait l'avis de M. le rapporteur.

Monsieur Toubon, il n'est pas question qu'il y ait deux services des postes. Aujourd'hui, un seul service assume la compétence de l'Etat et celle du territoire, et nous souhaitons le maintien de cette situation. J'avais cru comprendre que nous étions d'accord pour déterminer ce qui relevait de la souveraineté de l'Etat et ce qui relevait de la compétence du

territoire. Je persiste à penser que l'Etat doit conserver sa compétence sur les communications extérieures en matière de postes et télécommunications, car elles sont régies par des conventions tarifaires internationales.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 101. (L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. M. Salmon, M. Toubon et les membres du groupe du rassemblement pour la République ont présenté un amendement n° 102 ainsi rédigé :

« Compléter le quatrième alinéa (3^e) de l'article 3, par les mots : « et de l'article 36 ».

La parole est à M. Toubon.

M. Jacques Toubon. Cet amendement est le premier d'une série d'amendements rédactionnels, de technique législative.

L'article 3 définit le domaine de compétence de l'Etat. Mais d'autres articles, en particulier les articles 31, 33 et 36 prévoient — et c'est une des originalités essentielles de ce nouveau statut — que certains pouvoirs peuvent être délégués au gouvernement du territoire, ou que celui-ci peut être associé à la mise en œuvre de cette compétence.

Nous souhaitons donc que l'article 3 fasse expressément référence aux articles mentionnant cette délégation ou cette association. L'amendement n° 102 fait ainsi référence à l'article 36 qui, dans son 3^e, prévoit que le gouvernement du territoire est associé à la négociation des accords internationaux relatifs à la desserte maritime et aérienne du territoire.

Il ne s'agit nullement d'anticiper sur le fond, par exemple de l'article 36, mais de préciser une modalité d'exercice des compétences.

M. le président. Quel est l'avis de la commission sur cet amendement ?

M. Michel Suchod, rapporteur. Je ne partage naturellement pas la vision optimiste de M. Toubon, qui a présenté comme relevant de la simple technique législative une modification particulièrement importante. Faire référence à l'article 36 reviendrait en effet à exclure toute participation à la négociation des accords intéressant la desserte de la Polynésie française. L'amendement n° 102 propose en fait une modification de fond de l'article 3 et la commission l'a rejeté.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat. Contre.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 102.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. M. Salmon, M. Toubon et les membres du groupe du rassemblement pour la République ont présenté un amendement n° 103 ainsi rédigé :

« Après le quatrième alinéa (3^e) de l'article 3, insérer l'alinéa suivant :

« 3^e bis Tarifs postaux et taxes téléphoniques, télégraphiques et radio-électriques du régime international, sous réserve des dispositions de l'article 31 (1^{er}) ».

La parole est à M. Toubon.

M. Jacques Toubon. Amendement de coordination avec l'amendement n° 102, qui tombe du fait du rejet de celui-ci.

M. le président. L'amendement n° 103 n'a plus d'objet.

Je suis saisi de deux amendements identiques, n° 2 et 104. L'amendement n° 2 est présenté par M. Juventin ; l'amendement n° 104 est présenté par M. Salmon, M. Toubon et les membres du groupe du rassemblement pour la République.

Ces amendements sont ainsi rédigés :

« Supprimer le cinquième alinéa (4^e) de l'article 3. »

La parole est à M. Juventin pour soutenir l'amendement n° 2.

M. Jean Juventin. Le 4^e de l'article 3 du projet de loi fait apparaître une régression de la compétence du territoire par rapport à la loi de 1977 en matière d'exploitation des richesses naturelles maritimes.

Il est contradictoire avec l'article 58, alinéa 2, du projet de loi, qui prévoit une compétence de l'assemblée territoriale dans le même domaine que celui visé par ledit 4^e. Une telle superposition de compétences n'est ni juridiquement concevable ni pratiquement viable.

En application de l'article 58, alinéa 2, l'Etat ne conserve que le pouvoir de signer les engagements internationaux et de prendre les lois subséquentes mais cette prérogative résulte du seul 1^{er} de l'article 3. L'adoption de l'amendement proposé entraînera logiquement la suppression du deuxième alinéa de l'article 58, la compétence du territoire procédant pour sa part au principe posé à l'article 2 du présent texte.

M. le président. La parole est à M. Toubon, pour soutenir l'amendement n° 104.

M. Jacques Toubon. Sur une des dispositions majeures du projet, monsieur le président, voici un des amendements les plus importants que nous ayons déposés. Chacun l'a dit, l'essen-

tiel, au-delà de l'amélioration des institutions du territoire, est son développement économique et son progrès social.

Or, si la Polynésie française possède une richesse, c'est bien le territoire maritime qui l'entoure et qui, en vertu des nouvelles réglementations internationales, est particulièrement étendu. Cette zone peut contenir des richesses de toute nature, et la question est de savoir quelle sera, pour leur exploitation, la part qui sera laissée à la souveraineté de l'Etat français et celle qui relèvera de la capacité de décision des autorités du territoire.

Aux termes de l'article 62 du statut de 1977, cette exploitation relevait de la compétence de ce dernier. C'est d'ailleurs en ce sens que s'était prononcé le comité Etat-territoire, sur les travaux duquel le secrétaire d'Etat a déclaré d'emblée s'appuyer. Or, d'après le 4^e de l'article 3 du projet de statut, l'exploration, l'exploitation, la conservation, la gestion, c'est-à-dire toutes les actions sur la zone économique, sont de la compétence de l'Etat. Manifestement, une telle disposition est contraire à ce qui avait été envisagé, mais, qui plus est, contraire à une donnée psychologique très importante : Peuple de la mer, les Polynésiens savent que le Pacifique contient beaucoup de richesses et que de cet océan dépend pour beaucoup leur avenir, comme celui d'autres peuples de cette partie du monde, dans les vingt, trente, cinquante ans qui viennent. Ils ne comprendraient donc pas qu'au moment où on déclare leur donner la maîtrise de leur destin, dans le cadre de la République, et notamment la maîtrise de leur développement économique, on leur refuse de disposer de leur atout principal autrement que dans le cadre des dispositions ambiguës de l'article 58 du projet de statut, article selon lequel l'exploitation de la zone économique est une compétence de l'Etat et également une compétence du territoire.

Monsieur le président, si je me permets à ce stade du débat une intervention d'ensemble sur le sujet, c'est parce que le problème se pose dès maintenant et pour économiser la discussion qui interviendra à propos de cet article 58, et, s'il le veut bien, M. le secrétaire d'Etat pourrait dès maintenant s'expliquer lui aussi sur cette question.

Je crois vraiment — et mon collègue Pierre Messmer, ancien Premier ministre, l'a fortement souligné, en commission notamment — que des motifs économiques et psychologiques essentiels militent en faveur d'une modification de ce texte. C'est pourquoi nous proposons — parce que la technique législative ne nous permet pas de faire autrement — la suppression pure et simple de ce 4^e de l'article 3. Mais en réalité, monsieur le secrétaire d'Etat, ce que nous souhaitons, c'est que l'on modifie les dispositions ultérieures du texte, et notamment celles de l'article 58, pour en revenir à une situation dans laquelle seront reconnues, dans le cadre de l'autonomie interne, la compétence prééminente et les capacités de décision du territoire pour ce qui concerne l'exploitation de la zone économique.

J'ajoute — et j'en termine par là — que, lors de la séance du 29 juin à laquelle je faisais allusion tout à l'heure le secrétaire d'Etat, nous collègue Alain Vivien, qui, à l'époque, représentait le groupe socialiste dans la discussion, avait défendu exactement la thèse que je viens d'exposer. Je pense donc que nous pourrions nous mettre d'accord pour envisager une redéfinition de ces dispositions, qui sont probablement parmi les trois ou quatre ensembles de propositions essentielles du débat.

M. le président. Quel est l'avis de la commission sur les amendements n^{os} 2 et 104 ?

M. Michel Suchod, rapporteur. La commission a repoussé ces amendements, souhaitant maintenir les compétences concernées dans le domaine de l'Etat.

Effectivement, ce 4^e de l'article 3 doit se lire conjointement avec le deuxième alinéa de l'article 58. J'ai d'ailleurs exposé dans mon rapport introductif mon souhait que le Gouvernement apporte des explications sur la façon dont pourront cohabiter les deux systèmes. Je donne acte à M. Toubon que les dispositions du projet de loi s'apparentent à l'article 62 du texte en vigueur, aux termes duquel « l'Etat conserve ses droits de souveraineté et de propriété sur son domaine public et privé, terrestre, maritime et aérien, l'exploitation des richesses naturelles maritimes restant de la compétence du territoire, sous réserve des engagements internationaux et des dispositions législatives qui en découleront ».

M. Jacques Toubon. C'est clair, il y a un recul !

M. Michel Suchod, rapporteur. En fait, les autorités du territoire se sont essentiellement fondées sur la seconde partie de la phrase dont je viens de donner lecture et elles ont considéré qu'elle leur donnait compétence pour gérer les ressources de la mer sur toute l'étendue de la zone économique exclusive.

Les autorités de l'Etat ont fait valoir des arguments bien entendu contraires et ont notamment indiqué que le texte n'avait pu accorder aux territoires que des compétences coïncidant avec l'étendue de ce territoire qui ne peut excéder les limites des eaux territoriales, soit 12 milles marins, alors que,

vous le savez, le nouveau droit international maritime permet d'étendre de 188 milles cette zone, pour aller jusqu'à 200 milles, et que ces compétences ne peuvent relever que de l'Etat souverain.

Je crois, pour ma part, que la raison — et, dans ce projet de statut, il faut certainement, comme dans beaucoup d'autres, savoir raison garder — conduit, bien entendu, à donner un certain nombre de compétences à l'Etat et à conférer également des possibilités aux territoires. Aussi avons-nous pris la liberté de maintenir le texte du projet en l'état, donc de repousser les amendements, sous le bénéfice des explications que pourrait apporter le Gouvernement et que je le convie maintenant à donner.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement sur ces deux amendements ?

M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat. Comme M. Toubon et M. le rapporteur viennent de le souligner, il s'agit là, effectivement, d'un point important. Essayons d'y voir clair : M. Toubon a fait référence à l'article 62 du statut de 1977 qui dispose, dans son avant-dernier alinéa : « L'Etat conserve ses droits de souveraineté et de propriété sur son domaine public et privé, terrestre, maritime et aérien, l'exploitation des richesses naturelles maritimes restant de la compétence du territoire, sous réserve des engagements internationaux et des dispositions législatives qui en découleront. »

En comparant ce texte avec celui que nous proposons aujourd'hui, il apparaît que nous sommes allés beaucoup plus loin, mais dans le respect, bien entendu, de ce qui existe dans le cadre international. L'exploitation d'une zone économique signifie d'abord qu'il y a, au regard des accords internationaux, une zone économique reconnue. Parce qu'il y a reconnaissance de cette zone économique, il y a, en même temps, et face à cette reconnaissance, affirmation d'une souveraineté. Cette souveraineté affirmée ne peut être que celle de l'Etat. Il n'y a donc pas de zone économique sans, en même temps, affirmation de la souveraineté de l'Etat. Cela étant, ce projet prévoit clairement, et vous l'avez rappelé, dans son article 58 : « Dans la zone économique exclusive de la République — donc à partir du moment où l'on a confirmé le principe de la souveraineté — au large des côtes de la Polynésie française et sous réserve des engagements internationaux et des dispositions législatives prises pour leur application, l'Assemblée territoriale est également compétente — et nous le disons maintenant — pour l'exploration, l'exploitation, la conservation et la gestion des ressources naturelles, biologiques et non biologiques. » Vous voyez que, par rapport à l'article 62 du statut de 1977, nous sommes allés très loin, puisqu'il n'était alors question que d'exploitation.

Nous sommes conscients, monsieur Toubon, que ces ressources naturelles participeront demain au développement économique de la Polynésie française. C'est pourquoi nous tenons, tout en garantissant la souveraineté de l'Etat, à cette possibilité pour le territoire. Il va de soi que les bénéfices qui seront tirés de cette exploitation profiteront à ce dernier, bien qu'il appartiendra à l'Etat d'assurer la surveillance de cette importante zone économique, puisque cette surveillance revient à la marine nationale.

M. Jacques Toubon. Me permettez-vous de vous interrompre, monsieur le secrétaire d'Etat ?

M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat. Je vous en prie.

M. le président. La parole est à M. Toubon, avec l'autorisation de M. le secrétaire d'Etat.

M. Jacques Toubon. Monsieur le secrétaire d'Etat, je suis prêt à vous rendre raison sur le fait que, aujourd'hui, on ajoute à l'exploitation, l'exploration, la conservation et la gestion des ressources naturelles.

Mais votre propos aura toute sa portée si vous consentez à nous expliquer ce que signifie l'adverbe « également » qui figure à l'article 58 du projet, et je crois que c'était d'ailleurs la volonté de la commission des lois que de le savoir.

Par quel mécanisme, par quelle règle, quelles institutions mettront en œuvre ces deux compétences égales pour l'exploitation, l'exploration, etc., des richesses de la zone économique ?

Ce que vous dites est juste, monsieur le secrétaire d'Etat, sous une seule réserve : c'est que, par rapport à la situation actuelle où, en matière d'exploitation, le deuxième alinéa de l'article 62 dit bien que le territoire reste compétent — vous avez lu vous-même le texte — votre projet dispose que, dans ce domaine, il y a égale compétence entre l'Etat et le territoire. Les autorités territoriales interprètent cette nouvelle disposition comme un recul. Il vous appartient donc d'expliquer que l'adverbe « également » a une signification qui permet à la compétence territoriale de s'exprimer pleinement.

C'est tout ce que nous voudrions savoir, mais, pour l'instant, monsieur le secrétaire d'Etat, nous n'avons pas d'explication sur ce point, et j'espère que celle-ci sera convaincante.

M. le président. Veuillez poursuivre, monsieur le secrétaire d'Etat.

M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat. Effectivement, cet adjectif revêt ici toute sa double signification : « à parts égales » et « aussi ».

Comment actualiser le texte de 1977 ? J'ai déjà eu l'occasion de m'en expliquer avec les élus du territoire et c'est une des raisons pour lesquelles a été retenue l'idée de créer un comité Etat-territoire. Comme cela se produit dans le cadre de la décentralisation en métropole, des conventions devront être signées sur des points particuliers entre l'Etat et le territoire et c'est dans le cadre que s'exerceront les compétences partagées de l'Etat et du territoire car, vous le savez comme moi, monsieur Toubon, le territoire n'aura vraisemblablement pas les ressources financières suffisantes pour assurer lui-même toutes les exploitations. Un concours de l'Etat sera donc nécessaire. Dans ce contexte le mot « également » signifie bien qu'il y a, d'une part, égalité de partenaires et, d'autre part, « aussi » intervention financière de l'Etat même si c'est le territoire qui assumera les projets et le suivi des opérations.

M. le président. La parole est à M. le président de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

M. Raymond Forni, président de la commission. Ce point est essentiel pour la suite du débat. Les propos de M. Toubon laisseraient croire que les auteurs du projet de loi et ceux qui le soutiennent voudraient, en attribuant certaines compétences à l'Etat, priver la Polynésie française des ressources qui lui reviennent tout naturellement. Ce n'est pas l'intention du Gouvernement, du moins je l'espère, ni celle de la commission qui a retenu la rédaction du 4^e de cet article.

Je crains cependant, monsieur le secrétaire d'Etat, que votre explication ne soit pas totalement convaincante et qu'elle risque de poser certains problèmes particulièrement difficiles à résoudre. Je crains également que l'intervention du comité Etat-territoire ne suffise pas à régler les litiges qui pourraient survenir en ce qui concerne l'application conjointe des dispositions de l'article 3 et de l'article 58, deuxième alinéa.

En ce qui concerne les eaux territoriales, il ne peut y avoir de difficulté si l'Etat exerce une compétence conjointe avec les autorités locales, car aucune convention internationale ne peut intervenir en cette matière.

En revanche, dès l'instant où il s'agit de la zone des 188 milles, c'est-à-dire celle qui aujourd'hui, mais surtout demain fera l'objet de traités, de conventions, d'accords liant un certain nombre d'Etats entre eux, comment ferez-vous, monsieur le secrétaire d'Etat, si la compétence est exercée conjointement par l'Etat et par les autorités locales, sans que soit précisé lequel prime l'autre ? Comment ferez-vous pour respecter une convention internationale signée par le Gouvernement français et entérinée par le Parlement, lorsque les institutions locales s'opposent à son application ?

La réponse est simple : vous pouvez partager la compétence de l'exploitation, l'exploration, la conservation, la gestion des eaux territoriales avec les institutions locales, mais pas avec le gouvernement polynésien. Ce n'est pas possible pour des raisons d'exercice de la souveraineté nationale. Je crains donc que vous ne soyez obligé de modifier l'article 58, car il y a quelque paradoxe à restreindre à cet article les compétences spécifiques de l'Etat que vous avez énumérées précédemment à l'article 3. Les dispositions de ces deux articles me paraissent antinomiques.

Si l'adjectif « également » est maintenu, je prédis de belles heures à ceux qui auront à résoudre les problèmes qui se poseront, non pas à l'échelon de la Polynésie, mais à celui de l'Etat et qui rendront notre situation absolument insupportable. Cela ne signifie pas pour autant, dans mon esprit, que tout ce qui résulte de l'exploitation, de l'exploration, de la conservation et de la gestion des eaux territoriales — et qui nécessite des moyens considérables — ne doit pas bénéficier d'une manière privilégiée à la Polynésie française. Mais, pour l'instant, il nous faut résoudre un problème de droit.

Je souhaite donc, monsieur le secrétaire d'Etat, que vous nous fournissiez une autre explication car, pour ma part, je n'ai pas été convaincu par la première.

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat.

M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat. Il me semblait que cet article, qui a déjà fait l'objet d'un débat en commission des lois, avait été accepté par cette dernière tel qu'il est rédigé.

Je ne peux que maintenir les arguments que j'ai développés tout à l'heure. La souveraineté sur la zone économique dépend de l'Etat. Il n'est pas question, bien entendu, de revenir sur ce principe, mais nous avons toute possibilité de déléguer l'exercice d'une compétence au territoire qui, à ce moment-là, peut l'exercer. Dès lors, il n'y a ni antinomie ni contradiction, lorsque nous indiquons que l'Etat et le territoire sont également compétents.

M. le président. La parole est à M. le président de la commission.

M. Raymond Forni, président de la commission. Cette autre explication n'est pas de nature à résoudre la difficulté qui se présente à nous. Je ne peux pas la laisser passer. Si nous votons les articles 3 et 58 tels qu'ils sont rédigés, ce texte sera inapplicable.

Par conséquent, je souhaite que nous réservions l'article 3 jusqu'à la discussion de l'article 58 dont, pour ma part, je proposerai que nous supprimions le deuxième alinéa si le Gouvernement ne nous propose pas de solution d'ici là.

M. le président. La parole est à M. Salmon.

M. Tutaha Salmon. L'explication de M. le secrétaire d'Etat est assez claire : ainsi que le prévoit le nouveau statut, il suffit de déléguer les pouvoirs au territoire.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. Michel Suchod, rapporteur. Je tiens à apporter une précision de nature à éclairer la pensée du président de la commission des lois. La réserve de l'article 3 qu'il demande doit, à mon sens, être entendue de la façon suivante : la discussion et le vote des alinéas suivants de l'article 3 doivent se poursuivre, mais nous ne nous prononcerons qu'ultérieurement sur le 4^e de cet article et sur l'article 3 lui-même.

M. le président. Aux termes de l'alinéa 4 de l'article 95 du règlement, la réserve d'un article ou d'un amendement peut toujours être demandée, et, aux termes de l'alinéa 5 de ce même article, elle est de droit à la demande du Gouvernement ou de la commission saisie au fond.

Nous allons donc réserver les amendements n^{os} 2 et 104 qui sont identiques, jusqu'après l'examen de l'article 58. En revanche, nous allons continuer l'examen des autres amendements à cet article 3. Bien entendu, le vote sur cet article sera également réservé.

M. Juventin a présenté un amendement, n^o 3, ainsi libellé :

« Rédiger ainsi le cinquième alinéa (4^e) de l'article 3 :
« 4^e Définition des droits de la République en matière d'exploration et d'exploitation des ressources naturelles de la zone économique exclusive, ainsi que des conditions générales de leur exercice, sans préjudice de la compétence du territoire en ce qui concerne la mise en œuvre de ces droits dans la partie de la zone économique exclusive située au large des côtes de la Polynésie française. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Michel Suchod, rapporteur. Cet amendement portant sur le même alinéa que les amendements n^{os} 2 et 104, il conviendrait de le réserver aussi.

M. le président. L'amendement n^o 3 est donc également réservé jusqu'après l'examen de l'article 58.

MM. Salmon, Toubon et les membres du groupe du rassemblement pour la République ont présenté un amendement, n^o 105, ainsi rédigé :

« Compléter le sixième alinéa (5^e) de l'article 3 par les mots : « sous réserve des dispositions de l'article 33. »

La parole est à M. Toubon.

M. Jacques Toubon. L'amendement n^o 105 est du même type que l'amendement n^o 102. Il s'agit de faire référence, dans l'article 3, aux dispositions de l'article 33 qui concernent le crédit.

Dans le même esprit, l'amendement n^o 106 que je soutiens dès maintenant tend à faire référence aux articles 28 et 36 du projet de loi qui concernent l'exercice de la compétence de l'Etat en matière de commerce extérieur.

M. le président. Quel est l'avis de la commission sur l'amendement n^o 105 ?

M. Michel Suchod, rapporteur. La commission a rejeté cet amendement, estimant inutile, s'agissant des compétences de l'Etat, de multiplier à l'infini les renvois à d'autres articles du texte.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat. Contre !

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n^o 105. (L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. MM. Salmon, Toubon et les membres du groupe du rassemblement pour la République ont présenté un amendement, n^o 106, ainsi rédigé :

« A la fin du septième alinéa (6^e) de l'article 3, substituer aux mots : « et 28 », les mots : « , 28 et 36 ».

Cet amendement vient d'être soutenu.

Quel est l'avis de la commission ?

M. Michel Suchod, rapporteur. Même opinion négative que précédemment.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat. Idem !

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n^o 106. (L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. M. Michel Suchod, rapporteur, et M. Messmer ont présenté un amendement, n° 44, ainsi rédigé :

« Dans le huitième alinéa (7°) de l'article 3, après les mots : « organisation générale de la défense », insérer le mot : « , notamment ».

La parole est à M. le rapporteur.

M. Michel Suchod, rapporteur. La commission des lois a adopté cet amendement présenté par M. Messmer. Il s'agit de préciser que la compétence de l'Etat en matière de défense nationale s'entend « notamment » de la défense au sens de l'ordonnance du 7 janvier 1959. En effet, en raison de la présence du C.E.P. d'une part, et des problèmes de protection civile d'autre part, le texte du Gouvernement paraissait trop restreint.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat. Favorable !

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 44. (L'amendement est adopté.)

M. le président. MM. Salmon, Toubon et les membres du groupe du rassemblement pour la République ont présenté un amendement, n° 107, ainsi rédigé :

« Compléter le neuvième alinéa (8°) de l'article 3 par les mots : « sous réserve des dispositions de l'article 39 ».

La parole est à M. Toubon.

M. Jacques Toubon. Cet amendement concerne une question importante, puisqu'il s'agit de la mise en œuvre du plan Orsec et, plus généralement, des plans de secours.

Notre thèse — et c'est pour cela que nous faisons référence à l'article 39 — est qu'il ne peut y avoir de mise en œuvre du plan Orsec sans une collaboration entre les services territoriaux, sous l'autorité du président du gouvernement du territoire et de ses ministres, et le représentant de l'Etat, c'est-à-dire le haut-commissaire en Polynésie.

Dans ces conditions, l'article 3 devrait prévoir que le président du gouvernement du territoire est conjointement compétent pour la mise en œuvre du plan Orsec et que celle-ci relève de la coordination des services de l'Etat et des services territoriaux, telle qu'elle est prévue à l'article 39. J'ajoute que nous proposerons une modification de l'article 39, faisant référence, explicitement au plan Orsec.

Il nous a été retourné en commission que les services territoriaux comme ceux de la santé et de l'équipement étaient certes très importants pour la mise en œuvre des dispositions du plan Orsec, mais que le haut-commissaire, représentant de l'Etat, n'aurait qu'à les réquisitionner et qu'il n'était donc pas nécessaire de prévoir une compétence conjointe du président du gouvernement du territoire.

Cette possibilité de réquisition, qui est prévue de l'article 101 de la loi du 2 mars 1982 pour les commissaires de la République dans les départements, me paraît s'accommoder très mal de l'autonomie interne, principe sur lequel repose ce texte. Si, peu à peu, le représentant de l'Etat se voit donner la possibilité de réquisitionner les services territoriaux, il est tout à fait évident que la réalité de l'autorité du gouvernement du territoire sur les services territoriaux disparaîtra.

En outre, il faut bien concevoir que la répartition entre les services de l'Etat et ceux du territoire est différente en Polynésie française et en métropole. Il nous paraît donc difficile de retenir la solution de l'article 101 de la loi de 1982 sur la décentralisation. Par exemple, le service de l'équipement et les transmissions à l'intérieur de la Polynésie relèvent entièrement du territoire ; de même, l'Etat ne dispose que de très peu de transports maritimes ou aériens en Polynésie.

Il est clair que la reconnaissance de ce droit de réquisition au représentant de l'Etat reviendrait, ainsi que l'indiquait M. Forni à la commission des lois, à remplacer un large pan de l'administration territoriale sous l'autorité du haut-commissaire, ce qui ne me paraît pas compatible, je le répète, avec le principe d'autonomie interne.

Par ailleurs, il faut tenir compte d'un phénomène psychologique. En cas de grande catastrophe — et M. le secrétaire d'Etat a rappelé que, l'année dernière, plusieurs cyclones ont dévasté Tahiti et les archipels — le Polynésien moyen considère que la responsabilité politique de ce qui se fait de bien et de mal, de ce qui marche ou ne marche pas, des réparations qui sont faites ou pas, des secours qui sont apportés ou non revient aux autorités territoriales. Pour les Polynésiens, sont responsables : le président du conseil ou le vice-président du conseil du gouvernement et l'administration territoriale. Donc, si la responsabilité politique doit retomber sur les autorités territoriales, il convient, comme je le demande, de les faire participer à la compétence en cette matière.

M. le président. Quel est l'avis de la commission sur l'amendement n° 107 ?

M. Michel Suchod, rapporteur. Je suis surpris de la chaleur avec laquelle M. Toubon défend cet amendement, quand on sait comment certains de ses collègues du R.P.R., notamment M. Messmer et M. Foyer, l'ont accueilli.

Les autorités de l'Etat sont compétentes dans les matières suivantes : maintien de l'ordre et sécurité civile.

M. Jacques Toubon. Cela n'a rien à voir. Cet amendement concerne le plan Orsec. Celui qui visait le maintien de l'ordre a été retiré. Ne prenez pas vos désirs pour des réalités. Gardez votre numéro pour vous, monsieur Suchod.

M. Michel Suchod, rapporteur. Monsieur Toubon, vous avez bien fait de retirer cet amendement et je suis heureux de constater que les conseils de vos propres amis ont eu plus de poids que les nôtres.

M. Jacques Toubon. Non, monsieur Suchod, c'est l'autonomie interne. Je me décide tout seul.

M. Emmanuel Aubert. Cela ne cache pas votre erreur, monsieur le rapporteur !

M. Bruno Bourg-Broc. L'erreur est humaine !

M. le président. Veuillez poursuivre, monsieur le rapporteur.

M. Michel Suchod, rapporteur. Bref, il s'agit bien de l'amendement n° 107 qui tend à compléter le neuvième alinéa (8°) de l'article 3, qui concerne le maintien de l'ordre et la sécurité civile.

Les dispositions de cet alinéa de l'article 3 vont bien au-delà du plan Orsec. Et si nous ne nous opposons absolument pas à ce que, dans le cadre de l'article 39, la coordination entre l'action des services de l'Etat et ceux du territoire revêtent toute forme que le gouvernement du territoire et le gouvernement de la République voudront bien leur donner, notamment la forme de convention, nous ne voyons absolument pas pourquoi maintenir un lien entre les dispositions de l'article 3 et celles de l'article 39. Aussi, comme elle l'a fait pour d'autres amendements de même type, la commission des lois propose de repousser celui-ci.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° 107 ?

M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat. Premièrement, l'efficacité exige une unité de commandement.

M. Jacques Toubon. D'accord !

M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat. Deuxièmement, la mise en œuvre du plan Orsec — et nous l'avons vécu l'année dernière — faisant intervenir un certain nombre d'unités militaires, il est normal que le haut-commissaire en assume la responsabilité.

M. Jacques Toubon. Je n'ai pas dit le contraire !

M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat. Troisièmement, nous sommes là dans le cadre même de la solidarité nationale et de la responsabilité de l'Etat. Celui-ci devant s'engager avec tous ses moyens matériels et financiers, il me paraît nécessaire que le haut-commissaire puisse exercer cette responsabilité.

M. le président. La parole est à M. le président de la commission.

M. Raymond Forni, président de la commission. Je voudrais dissiper tout malentendu, car M. Toubon est en train d'essayer de nous faire prendre des vessies pour des lanternes.

M. Jacques Toubon. C'est vous qui les prenez ainsi !

M. Raymond Forni, président de la commission. Monsieur Toubon, attendez que j'aie donné connaissance des quelques amendements que vous aviez déposés devant la commission des lois.

M. Jacques Toubon. De quel droit ?

M. Raymond Forni, président de la commission. Tout cela figure dans le rapport, à l'article 3.

M. Jacques Toubon. Mais vous le disiez à quel propos ?

M. Raymond Forni, président de la commission. Je comprends que l'un de vos amendements vous gêne, monsieur Toubon, mais laissez-moi parler.

M. Jacques Toubon. Il ne me gêne pas du tout !

A l'article 3, sur le paragraphe relatif au maintien de l'ordre, M. Toubon avait déposé en commission l'amendement tendant à ajouter les mots : « sans préjudice de la faculté pour le territoire d'organiser ses propres services de sécurité ». L'adoption d'une telle disposition aurait eu pour conséquence que l'Etat n'aurait plus été seul compétent en ce qui concerne le maintien de l'ordre et que le gouvernement local aurait pu créer — disons les choses comme elles sont — sa propre milice pour assurer le maintien de l'ordre sur l'ensemble des territoires de la Polynésie. Mais, sur les conseils bénéfiques de collègues plus anciens que lui, M. Toubon a rédigé un amendement qui n'est pas exactement le reflet de ce qu'il dit. Or, comme je le disais en fin d'après-midi, les mots ont un sens et la rédaction des articles d'un projet en ont peut être plus encore. Je rappelle à M. Toubon les termes de l'article 39, visé par son amendement : « La coordination entre l'action des services de l'Etat et ceux du territoire est assurée conjointement par le haut-commissaire et le

président du gouvernement du territoire. » Il s'ensuit que, à propos du paragraphe relatif au maintien de l'ordre et à la sécurité civile de l'article 3 qui fixe les compétences de l'Etat, rien n'empêchera — car l'exposé sommaire des motifs n'est pas la loi et seule compte la rédaction de l'amendement proposé par M. Toubon — le gouvernement local d'invoquer ce dispositif, prévu ingénieusement par M. Toubon, pour déborder du plan Orsec et empiéter sur le domaine du maintien de l'ordre.

Mais tout habile qu'il soit, M. Toubon n'arrivera pas à convaincre l'Assemblée nationale de l'innocence de ses propos. J'ajoute que, même si nous nous limitons au plan Orsec, l'intervention conjointe du haut-commissaire et du chef du gouvernement local est la pire des choses : lorsqu'il y a une catastrophe qui s'abat sur un territoire, quel qu'il soit, et malheureusement la Polynésie est souvent trappée par des cataclysmes naturels...

M. Jacques Toubon. Très rarement, tous les quatre-vingts ans !

M. Raymond Forni, président de la commission. ... il est souhaitable qu'il y ait une unité de décision et que le haut-commissaire, représentant permanent de l'Etat, soit seul à décider de la mise en œuvre des services de l'Etat sur l'ensemble du territoire polynésien.

C'est cela préserver l'unité nationale, monsieur Toubon ! C'est cela éviter certains dérapages que je pressens dans l'amendement que vous avez déposé.

Rappel au règlement.

M. Jacques Toubon. Je demande la parole pour un rappel au règlement.

M. le président. La parole est à M. Toubon, pour un rappel au règlement.

M. Jacques Toubon. Monsieur le président, je souhaite simplement savoir de quel amendement parlait M. Forni. La discussion porte non pas sur ses fantasmes, mais sur les amendements déposés.

M. Raymond Forni, président de la commission. Je vous renvoie à la page 146 du rapport, monsieur Toubon !

M. le président. Mes chers collègues, plutôt que d'utiliser la procédure des rappels au règlement, n'hésitez pas à me demander la parole.

M. Jacques Toubon. Monsieur le président, je ne vois pas pourquoi on discute d'amendements qui ne sont pas déposés.

M. Raymond Forni, président de la commission. Monsieur le président, je suggère de laisser M. Toubon utiliser cette procédure : comme il n'a rien à dire : cela me paraît très intéressant !

Reprise de la discussion.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 107.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. M. Michel Suchod, rapporteur, a présenté un amendement, n° 211, ainsi rédigé :

« Dans le onzième alinéa (10°) de l'article 3, substituer aux mots : « de l'article 26 (11°) », les mots : « du dernier alinéa de l'article 26 ».

La parole est à M. le rapporteur.

M. Michel Suchod, rapporteur. Il s'agit d'un simple amendement de coordination.

L'article 26 (11°) du projet donne au conseil des ministres du territoire compétence pour accorder les autorisations de transfert de propriété immobilière en application du décret du 25 juin 1934. Nous proposons de viser le dernier alinéa de l'article 26.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat. Favorable !

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 211.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Le Gouvernement a présenté un amendement, n° 209, ainsi rédigé :

« Dans le douzième alinéa (11°) de l'article 3, substituer aux mots : « principes fondamentaux », les mots : « principes directeurs ».

La parole est à M. le secrétaire d'Etat.

M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat. Nous fondant sur les recommandations du Conseil d'Etat, nous proposons de ne pas retenir l'expression « principes fondamentaux » qui nous obligerait à faire référence à un très grand nombre d'articles du code du travail.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Michel Suchod, rapporteur. La commission s'est longuement interrogée sur cette modification souhaitée par le Gouvernement. En effet, nous n'avons trouvé la notion de principes directeurs que dans le chapitre 1^{er} du nouveau code de procédure civile, à propos « des principes directeurs du procès ».

Cette notion nous paraît juridiquement imprécise et la commission des lois a repoussé l'amendement n° 209.

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat.

M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat. Je vais donc fournir à l'Assemblée une explication plus précise.

Sur la compétence en matière de droit du travail, la volonté du Gouvernement est de donner au territoire une compétence de droit commun mais il entend en même temps que, sur l'ensemble du territoire de la République, soit assuré à tous les citoyens français le respect des garanties essentielles du droit du travail. C'est à cet effet que le Gouvernement a inscrit dans son projet de loi à l'article 3 énumérant les compétences réservées à l'Etat l'expression qui figure au 11° : « principes fondamentaux du droit du travail », étant entendu que tout ce qui ne relève pas de ces principes ressortit à la compétence du territoire.

Il est apparu à l'étude que cette expression présentait le défaut de coïncider avec celle qui figure à l'article 34 de la Constitution et qui définit le domaine législatif. Cela aurait pour conséquence pratique d'obliger le Gouvernement à étendre, dans la loi actuellement préparée pour définir les principes fondamentaux du droit du travail, toute la partie législative du code du travail applicable en métropole, réduisant ainsi dans une large portée le champ de compétence du territoire. Cela ne correspond en rien à l'objectif du Gouvernement car c'est contraire à la spécificité de la situation sociale en Polynésie française.

Dans ces conditions, le Gouvernement propose cet amendement à l'article 3 visant à substituer à la formule « principes fondamentaux du droit du travail », celle de « principes directeurs du droit du travail ».

Ainsi serait évitée toute équivoque susceptible de troubler l'application ultérieure du statut. L'expression « principes directeurs » est une notion qui existe déjà en droit français puisque c'est celle qui a été introduite dans le code de procédure civile en parlant des « principes directeurs du procès ».

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 209.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. M. Salmon, M. Toubon et les membres du groupe du rassemblement pour la République ont présenté un amendement, n° 108, ainsi rédigé :

« Dans le treizième alinéa (12°) de l'article 3, après les mots : « frais de justice », insérer les mots : « et des règles concernant l'organisation des professions d'avocat et d'auxiliaire de justice ».

La parole est à M. Toubon.

M. Jacques Toubon. Sans entrer dans les détails juridiques, je rappelle que l'organisation des professions d'avocat et d'auxiliaire de justice était de la compétence territoriale jusqu'à ce que le Conseil d'Etat, dans un arrêt rendu le 27 janvier 1984, considère qu'elle ressortissait à la compétence de l'Etat.

Compte tenu de cette jurisprudence nouvelle et de l'absence de contestation sur le fait que les règles concernant l'organisation des professions d'avocat et d'auxiliaire de justice doivent être maintenues dans la compétence territoriale, nous proposons par cet amendement de lever toute ambiguïté. Or le rapporteur nous a déclaré en commission des lois que, s'il était d'accord pour que l'organisation de ces professions soit de la compétence du territoire, il était en revanche tout à fait inutile de l'indiquer car le texte de l'article 3 ne confie à l'Etat que la justice et l'organisation judiciaire. Et M. Suchod d'ajouter : « L'organisation judiciaire ne comprend pas l'organisation des professions d'avocat et d'auxiliaire de justice. »

Or nous avons consulté des juristes et notamment celui qui conseille le secrétariat d'Etat chargé des départements et des territoires d'outre-mer. Selon son interprétation, l'organisation judiciaire comprend les règles concernant l'organisation des professions d'avocat et d'auxiliaire de justice. Dans ces conditions, le 12° de l'article 3 s'étend à cette matière.

Comme il semble que la volonté de tout le monde soit de maintenir le *statu quo*, c'est-à-dire que le territoire puisse fixer des règles particulières concernant l'organisation des professions d'avocat et d'auxiliaire de justice en Polynésie française, je demande à l'Assemblée de voter notre amendement, compte tenu de la récente interprétation de l'expression « organisation judiciaire ».

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Michel Suchod, rapporteur. Sans avoir consulté le conseil de quelque haute personnalité que ce soit, la commission des lois maintient son point de vue sur cet amendement.

L'expression « justice et organisation judiciaire » ne comprend pas les questions concernant l'organisation des professions d'avocat et d'auxiliaire de justice. J'ai d'ailleurs consulté le code de l'organisation judiciaire publié par le *Journal officiel* et dans la table analytique je lis : « secrétariats, greffes, dispositions communes à plusieurs juridictions », mais rien concernant l'organisation des professions d'avocat.

Notre point de vue est donc le bon.

Mais cette querelle paraît bien juridique puisque j'entends parvenir aux mêmes fins que M. Toubon, à savoir que les règles dont il s'agit restent de la compétence du territoire. Et si M. le secrétaire d'Etat voulait bien nous confirmer que les règles concernant l'organisation des professions d'avocat et d'auxiliaire de justice resteront de la compétence du territoire, nous pourrions en rester là et M. Toubon pourrait peut-être accepter de retirer son amendement qui me paraît tout à fait superfétatoire. En tout cas, s'il ne le retirait pas, la commission demande à l'Assemblée de le repousser.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat. Comme l'a dit M. Suchod, il doit être possible de trouver une solution de compromis.

Il s'agit de définir ce qui est de la compétence de l'Etat et ce qui est de la compétence du territoire.

La compétence de l'Etat en matière d'organisation judiciaire concerne les principes fondamentaux régissant le statut des auxiliaires de justice. Il est nécessaire, compte tenu de tout ce qui a été dit depuis le début de ce débat, que sur l'ensemble du territoire de la République, les règles fondamentales soient uniques, par exemple, pour le droit de la défense ou pour les diplômes d'aptitude à ces professions. Bien entendu, comme l'a dit M. Toubon, faisant référence à une réponse qui lui avait été faite, en dehors de ces principes, le territoire exerce sa compétence.

M. le président. Monsieur Toubon, après avoir entendu M. le secrétaire d'Etat, maintenez-vous l'amendement n° 108 ?

M. Jacques Toubon. Tout le problème est de savoir jusqu'où s'étendent les principes fondamentaux qui régissent les professions d'avocat et d'auxiliaire de justice.

M. le secrétaire d'Etat fait-il référence à l'interprétation qu'a donnée le Conseil d'Etat dans son arrêt du 27 janvier 1984 ou à celle qui prévalait antérieurement et selon laquelle les principes fondamentaux ne peuvent pas ne pas s'appliquer sur l'ensemble du territoire de la République, la compétence du territoire demeurant pour fixer des règles plus précises qui peuvent concerner les auxiliaires de justice en Polynésie française ?

Vos propos, monsieur le secrétaire d'Etat, qui font partie des travaux préparatoires de la loi, infirment-ils la décision du Conseil d'Etat du 27 janvier 1984 ? Si tel était le cas, je considérerais que la compétence du territoire est maintenue et je retirerais mon amendement.

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat.

M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat. Les choses sont très claires. Nous nous conformons à ce qui existe depuis 1977. Nous prenons donc acte des compétences telles qu'elles sont.

M. le président. La parole est à M. Toubon.

M. Jacques Toubon. Dès lors que le secrétaire d'Etat confirme qu'il entend, dans ce statut nouveau, maintenir ce qui existe aujourd'hui, mon amendement n'a plus d'objet et je le retire.

M. le président. L'amendement n° 108 est retiré.

M. Michel Suchod, rapporteur, a présenté un amendement n° 45 ainsi rédigé :

« Au début du dix-huitième alinéa (17^e) de l'article 3, substituer aux mots : « radiodiffusion et télévision », les mots : « communication audiovisuelle ».

La parole est à M. le rapporteur.

M. Michel Suchod, rapporteur. Cet amendement n'a qu'une portée terminologique pour harmoniser les termes de ce projet de loi avec la loi du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle, expression qui viendra donc remplacer « radiodiffusion et télévision ».

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat. Favorable !

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 45. (L'amendement est adopté.)

M. le président. M. Salmon, M. Toubon et les membres du groupe du rassemblement pour la République ont présenté un amendement n° 112 ainsi rédigé :

« Compléter la première phrase du dernier alinéa de l'article 3 par les mots : », lequel doit intervenir au plus tard le 31 décembre 1984. »

La parole est à M. Toubon.

M. Jacques Toubon. C'est un amendement de précaution pour préserver les finances du territoire. Pour les services d'Etat, certaines dépenses peuvent être maintenues à la charge du territoire jusqu'à l'intervention d'un décret en Conseil d'Etat.

Nous souhaitons que cette période transitoire ne s'étende pas au-delà du 31 décembre 1984, dans la mesure où nous pouvons penser que ce statut de la Polynésie sera adopté définitivement au cours de l'actuelle session parlementaire.

Cet amendement tend essentiellement à ce que le représentant du Gouvernement nous dise — si cela lui est possible — que tout cela sera terminé avant la fin de l'année, auquel cas mon amendement n'aurait pas d'objet, d'autant que chacun sait que ce genre d'injonction législative n'a pas de valeur pour le Gouvernement.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Michel Suchod, rapporteur. Comme vient de le dire M. Toubon, il s'agit en réalité d'un vœu pieux et les injonctions du législatif à l'exécutif sont toujours délicates. Comme lui-même, je me contenterai de ce que pourra dire M. le secrétaire d'Etat sur la diligence avec laquelle le Gouvernement prendra ce décret.

En tout état de cause, la commission a rejeté cet amendement.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat. En ce qui concerne mes engagements, vous savez, monsieur Toubon, que devant l'assemblée territoriale de Polynésie française, j'avais dit que le statut serait voté en 1983 : il a été déposé sur le bureau de l'Assemblée le 7 décembre 1983.

En réponse à votre question, je puis vous dire ce soir que nous allons tout faire pour que le décret soit pris dans les meilleurs délais.

M. Jacques Toubon. Est-ce que cela veut dire avant la Saint-Sylvestre 1984 ? En tout état de cause, nous prenons note que le Gouvernement, comme l'assemblée territoriale, souhaite que la situation transitoire ne s'éternise pas.

Je pense que, dans ces conditions, je peux retirer mon amendement, ce qui fera tomber l'amendement n° 113.

M. le président. L'amendement n° 112 est retiré.

M. Salmon, M. Toubon et les membres du groupe du rassemblement pour la République ont présenté un amendement n° 113 ainsi rédigé :

« Au début de la deuxième phrase du dernier alinéa de l'article 3, substituer aux mots : « intervention de ce décret », les mots : « expiration de ce délai ».

Mais cet amendement est devenu sans objet.

Du fait de la réserve des amendements n° 2, 104 et 3, le vote sur l'article 3 est réservé jusqu'après l'examen de l'article 58.

Article 4.

M. le président. Je donne lecture de l'article 4 :

TITRE I^{er}

DES INSTITUTIONS DU TERRITOIRE

« Art. 4. — Les institutions du territoire comprennent le gouvernement du territoire, l'assemblée territoriale et le comité économique et social. »

Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'article 4.

(L'article 4 est adopté.)

Article 5.

M. le président. Je donne lecture de l'article 5 :

CHAPITRE I^{er}

Du gouvernement du territoire.

Section 1. — Composition et formation.

« Art. 5. — Le gouvernement du territoire comprend un président et de huit à dix ministres. L'un d'eux porte le titre de vice-président.

« Le gouvernement du territoire constitue le conseil des ministres du territoire. Le président du gouvernement du territoire assure la présidence du conseil des ministres du territoire. »

M. Michel Suchod, rapporteur, a présenté un amendement n° 46 ainsi rédigé :

« Dans le premier alinéa de l'article 5, substituer aux mots : « huit à dix ministres », les mots : « six à dix ministres ».

La parole est à M. le rapporteur.

M. Michel Suchod, rapporteur. Aux termes de l'article 5, le gouvernement du territoire comprend un président et de huit à dix ministres.

La commission des lois a souhaité abaisser le nombre minimum de ministres, d'abord parce que le nombre retenu est celui qui correspond à la situation actuelle, ensuite parce que nous avons pensé qu'il pouvait être nécessaire, dans telle ou telle circonstance politique — nous légiférons peut être pour de nombreuses

années — d'avoir un gouvernement plus resserré, je dirais même plus ramassé. Quant au seuil maximum de dix, nous ne proposons pas de le modifier.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat. Nous nous en remettons à la sagesse de l'Assemblée.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 46. (L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?... Je mets aux voix l'article 5, modifié par l'amendement n° 46. (L'article 5, ainsi modifié, est adopté.)

Article 6.

M. le président. « Art. 6. — Le président du gouvernement du territoire est élu par l'assemblée territoriale parmi ses membres au scrutin secret. L'assemblée territoriale ne peut valablement délibérer que si les trois cinquièmes de ses membres sont présents. Si cette condition n'est pas remplie, la réunion se tient de plein droit trois jours plus tard, dimanche et jours fériés non compris, quel que soit le nombre des membres de l'assemblée présents. Chaque membre de l'assemblée territoriale dispose d'un suffrage.

« Si, après deux tours de scrutin, aucun candidat n'obtient la majorité absolue des membres composant l'assemblée, il est procédé à un troisième tour et l'élection a lieu à la majorité relative. En cas d'égalité des voix, l'élection est acquise au bénéfice de l'âge.

« Pour le premier tour de scrutin, les candidatures sont remises au président de l'assemblée territoriale au plus tard la veille du jour fixé pour le scrutin. Des candidatures nouvelles peuvent être présentées après chaque tour de scrutin. Elles sont remises au président de l'assemblée territoriale au plus tard une heure avant l'ouverture de chaque tour de scrutin.

« Chaque candidat a la possibilité d'exposer son programme devant l'assemblée avant l'ouverture de chaque tour de scrutin. » Je suis saisi de deux amendements identiques n° 5 et 204. L'amendement n° 5 est présenté par M. Juventin ; l'amendement n° 204 est présenté par MM. Clément, Stasi, Soisson et Francis Geng.

Ces amendements sont ainsi rédigés :

« Dans la première phrase du premier alinéa de l'article 6, supprimer les mots : « parmi ses membres ».

La parole est à M. Juventin, pour soutenir l'amendement n° 5.

M. Jean Juventin. On peut certes estimer que le président du conseil de gouvernement doit avoir une légitimité électorale. Mais n'est-ce pas là un problème d'ordre politique intéressant les divers partis locaux plutôt qu'un problème institutionnel ? C'est en tout cas mon avis et même si elle est improbable il faut ne pas écarter la possibilité de voir désigner un président n'appartenant pas à l'assemblée territoriale.

M. le président. La parole est à M. Clément, pour défendre l'amendement n° 204.

M. Pascal Clément. Nous pensons qu'il faut laisser aux institutions polynésiennes la plus grande latitude possible afin qu'il soit fait appel sans restriction aux hommes les plus compétents.

Par ailleurs, il convient de noter que l'article 9 du projet prévoit que les ministres peuvent être choisis à l'extérieur de l'assemblée territoriale. Il convient donc de modifier le statut du président et des ministres.

M. le président. Quel est l'avis de la commission sur les amendements n° 5 et 204 ?

M. Michel Suchod, rapporteur. J'avais marqué une certaine sympathie personnelle pour l'amendement de M. Juventin, qui est d'ailleurs identique à celui de M. Clément. Mais la commission des lois n'a pas suivi les auteurs de ces amendements. Autant elle a estimé possible que des membres du gouvernement soient des techniciens pris à l'extérieur de l'assemblée, autant il ne lui a pas paru convenable que le président lui-même puisse être choisi au dehors de l'assemblée.

La commission a donc refusé les amendements n° 5 et 204.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat. Ces amendements présentent un aspect sympathique. Mais imaginons le cas d'un candidat qui s'est présenté à l'assemblée territoriale et qui est battu. Peut-on admettre que, désavoué par le corps électoral, il puisse être désigné par l'assemblée territoriale pour être président du gouvernement ?

Je comprends la préoccupation des auteurs de ces amendements, mais je mets en garde l'Assemblée nationale contre le risque de contradiction que je viens d'évoquer.

M. le président. Je mets aux voix par un seul vote les amendements n° 5 et 204.

(Ces amendements ne sont pas adoptés.)

M. le président. MM. Clément, Stasi, Soisson et Francis Geng ont présenté un amendement, n° 205, ainsi rédigé :

« Après le premier alinéa de l'article 6, insérer l'alinéa suivant :

« Chaque candidat doit être présenté par cinq membres au moins de l'assemblée. Les membres de l'assemblée ne peuvent parrainer qu'une seule candidature à chaque tour de scrutin. »

La parole est à M. Clément.

M. Pascal Clément. J'ai le sentiment que cet amendement subira le même sort que le précédent compte tenu du lien logique qui les unit.

J'ai voulu en effet codifier la possibilité, pour une personne extérieure à l'assemblée de devenir président. Si le Gouvernement considère qu'il faut écarter cette possibilité, l'amendement devient sans objet.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Michel Suchod, rapporteur. La commission a repoussé cet amendement, non seulement en raison de son lien avec le précédent, mais aussi parce qu'elle s'est déclarée fermement hostile à la procédure du parrainage.

Il va de soi que ne sera candidat que celui qui imaginera pouvoir recueillir un nombre suffisant de suffrages, et nous avons pensé qu'il pouvait être dangereux d'introduire le parrainage dans une assemblée démocratique.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat. Je partage l'avis du rapporteur, car, dans la logique de l'amendement, on pourrait aussi exiger que le candidat soit membre d'une formation politique. Il est préférable de s'en tenir au texte initial.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 205.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. MM. Clément, Stasi, Soisson et Francis Geng ont présenté un amendement, n° 206, ainsi rédigé :

« Dans le dernier alinéa de l'article 6, substituer aux mots : « a la possibilité d'exposer », le mot : « expose ».

La parole est à M. Clément.

M. Pascal Clément. Cet amendement tend à donner un caractère obligatoire à l'engagement du Gouvernement sur un programme. Un gouvernement se présentant devant l'assemblée territoriale doit absolument présenter son programme : d'où cette subtilité de style.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Michel Suchod, rapporteur. La commission, qui s'est réunie tout à l'heure, en vertu de l'article 88 du règlement, s'est étonnée que cet amendement ne soit pas soutenu, mais comme il améliore incontestablement la rédaction du texte, je pense que l'Assemblée pourrait s'y rallier.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat. Je suis, pour ma part, très favorable à cet amendement qui constitue plus qu'une amélioration de rédaction et je partage tout à fait le point de vue de M. Clément.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 206.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'article 6, modifié par l'amendement n° 206. (L'article 6, ainsi modifié, est adopté.)

Article 7.

M. le président. « Art. 7. — Le président de l'assemblée territoriale proclame les résultats de l'élection du président du gouvernement du territoire et les notifie immédiatement au haut-commissaire. »

M. Michel Suchod, rapporteur, a présenté un amendement, n° 47, ainsi rédigé :

« Dans l'article 7, substituer au mot : « notifie », le mot : « transmet ».

La parole est à M. le rapporteur.

M. Michel Suchod, rapporteur. Il s'agit simplement d'une modification terminologique.

La notification est la communication à l'administré d'un acte individuel le concernant. C'est pourquoi nous préférons le verbe « transmettre » au verbe « notifier ».

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat. La notification est le terme juridique approprié pour faire courir le délai de recours du haut-commissaire à partir de cet acte. Nous proposons donc de maintenir le terme : « notifie ».

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 47.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'article 7, modifié par l'amendement n° 47. (L'article 7, ainsi modifié, est adopté.)

Article 8.

M. le président. « Art. 8. — Dans les cinq jours suivant son élection, le président du gouvernement du territoire nomme les ministres, en précisant les attributions de chacun d'eux. Il désigne le vice-président qui est chargé d'assurer son intérim lorsqu'il est absent ou empêché.

« Le président du gouvernement du territoire notifie cet arrêté au haut-commissaire et au président de l'assemblée territoriale. Celui-ci en saisit immédiatement l'assemblée. L'arrêté prend effet si, dans les cinq jours de la saisine de l'assemblée, celle-ci n'a pas voté une motion de censure dans les conditions prévues à l'article 74. »

Je suis saisi de deux amendements identiques, n^{os} 48 et 31, deuxième rectification.

L'amendement n^o 48 est présenté par M. Michel Suchod, rapporteur; l'amendement n^o 31, deuxième rectification, est présenté par M. Juventin.

Ces amendements sont ainsi libellés :

« Rédiger ainsi l'article 8 :

« Dans les cinq jours suivant son élection, le président du gouvernement présente à l'assemblée territoriale la liste des ministres en précisant les attributions de chacun d'entre eux. Il indique le nom du vice-président chargé d'assurer son intérim en cas d'absence ou d'empêchement.

« L'assemblée territoriale se prononce sur cette liste dans les mêmes conditions que celles prévues à l'article 6, alinéa premier. La nomination des ministres prend effet si la liste recueille la majorité des suffrages des membres composant l'assemblée.

« Le président de l'assemblée territoriale proclame les résultats du vote et les transmet sans délai au haut-commissaire. »

La parole est à M. le rapporteur pour soutenir l'amendement n^o 48.

M. Michel Suchod, rapporteur. Nous sommes là au cœur d'une des dispositions fondamentales du texte, au moins sur le plan institutionnel.

Selon le texte du projet, dans les cinq jours suivant son élection, le président du gouvernement du territoire « nomme les ministres, en précisant les attributions de chacun d'eux. Il désigne le vice-président qui est chargé d'assurer son intérim lorsqu'il est absent ou empêché. » Bien entendu cette désignation se fait sous le contrôle, au moins putatif, de l'assemblée par la voie d'une éventuelle motion de censure.

La commission des lois a estimé que de telles dispositions permettraient au président du gouvernement d'exercer des attributions exceptionnelles au regard des pratiques de tous les régimes démocratiques où les nominations des ministres ne résultent pas de la décision d'une seule personnalité mais exigent au minimum un colloque entre deux personnes, par exemple, en France, entre le chef de l'Etat et le Premier ministre et en Grande-Bretagne entre la Reine et son Premier ministre. Dans le territoire de la Polynésie il n'y aurait donc pas débat, puisque sa seule signature suffirait au président du gouvernement pour nommer la totalité des membres de son ministère.

Compte tenu de cette analyse et consciente du fait qu'il n'existe qu'une seule personnalité au sommet des institutions du territoire, la commission vous propose de soumettre la constitution du gouvernement à l'approbation de l'assemblée territoriale afin de garantir un minimum de dialogue.

M. le président. La parole est à M. Juventin, pour défendre l'amendement n^o 31, deuxième rectification.

M. Jean Juventin. Je n'ai rien à ajouter aux arguments du rapporteur.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat. Nous demandons que l'article 8 soit réservé jusqu'à demain.

M. Jacques Toubon. Tous les articles qui sont réservés sont ceux sur lesquels nous avons demandé des scrutins publics. Il y a peut-être une relation de cause à effet entre les deux choses...

M. le président. En tout état de cause, la réserve est de droit, monsieur Toubon, lorsque le Gouvernement la demande.

L'article 8 est réservé.

Article 9.

« Art. 9. — Les ministres du territoire sont choisis parmi les membres de l'assemblée territoriale ou en dehors de celle-ci.

« Les membres du gouvernement du territoire doivent être âgés de vingt et un ans au moins et être domiciliés depuis cinq ans au moins dans le territoire. Ils doivent en outre satisfaire aux conditions, autres que d'âge et de domicile, requises pour l'élection des membres de l'assemblée territoriale.

« Tout membre du gouvernement qui, pour une cause survenue au cours de son mandat, se trouverait dans une situation contraire aux dispositions des articles 10 et 12 ou serait frappé de l'une des incapacités qui font perdre la qualité d'électeur, est déclaré démissionnaire par arrêté du haut-commissaire. »

M. Juventin a présenté un amendement n^o 6 ainsi rédigé :

« Dans la première phrase du deuxième alinéa de l'article 9, substituer aux mots : « vingt et un ans », les mots : « vingt-trois ans ».

La parole est à M. Juventin.

M. Jean Juventin. Le statut en vigueur prévoit que les conseillers de gouvernement doivent être âgés d'au moins vingt-trois ans. Dans le projet de loi du Gouvernement, cet âge minimum est abaissé à vingt et un ans.

Je pense, pour ma part, qu'il est préférable de retenir l'âge minimum de vingt-trois ans comme cela était le cas jusqu'à présent. Il m'apparaît nécessaire qu'un ministre territorial chargé des responsabilités importantes et qui pourra être doté d'attributions individuelles déléguées possédant un minimum d'expérience et connaissances des affaires publiques.

M. le président. Quel est l'avis de la commission sur l'amendement n^o 6 ?

M. Michel Suchod, rapporteur. La commission a adopté cet amendement. Il faut en effet être cohérent en matière de limite d'âge. Je sais bien que ce n'est pas toujours le cas et que, dans la République française, on peut être président à vingt-trois ans et sénateur à trente-cinq ans seulement. Mais ce n'est pas une raison. Et puisque la limite d'âge est fixée à vingt-trois ans pour l'assemblée territoriale, tenons-nous en à cet âge. Il serait peu séant qu'un ministre puisse être plus jeune qu'un membre de l'assemblée territoriale. C'est pourquoi nous avons suivi M. Juventin.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat. Le Gouvernement s'en remet à la sagesse de l'Assemblée.

M. le président. La parole est à M. Toubon.

M. Jacques Toubon. Cet amendement n'est pas si cohérent que cela. Nous pouvons toujours modifier la loi pour abaisser à vingt et un ans l'âge requis pour siéger à l'assemblée territoriale.

Mais le vrai problème est que cet amendement va à l'encontre d'une tendance générale qui s'est notamment traduite par l'abaissement, en 1977, de la majorité de vingt et un à dix-huit ans : on fait confiance à des gens de plus en plus jeunes. J'ajoute qu'en Polynésie, la proportion de jeunes de moins de vingt ans est beaucoup plus importante qu'en métropole, ce qui est d'ailleurs l'une des sources des difficultés de la Polynésie française. Cette situation rend d'autant moins justifiée l'amendement déposé par M. Juventin et adopté par la commission des lois, puisque cet amendement traduit une sorte de méfiance à l'égard des plus jeunes. Des gens de vingt et un ou vingt-deux ans pourraient manifester autant de compétence, et peut-être encore plus d'énergie et d'esprit de décision que d'autres.

A partir du moment où le Gouvernement a écrit dans son projet « vingt et un ans », il n'y a pas de raison de modifier cela. Porter l'âge minimal à vingt-trois ans n'irait pas dans le sens de l'histoire.

M. Pascal Clément. C'est là une approche bien marxiste ! (Sourires.)

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n^o 6.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'article 9, modifié par l'amendement n^o 6.

(L'article 9, ainsi modifié, est adopté.)

Article 10.

« Art. 10. — Les membres du gouvernement du territoire sont soumis aux règles d'incompatibilité applicables aux membres de l'assemblée territoriale.

« Les fonctions de membre du gouvernement sont, en outre, incompatibles avec la qualité de membre du Gouvernement de la République, de député, de sénateur, de conseiller économique et social, de conseiller général, de conseil régional, de membre d'une assemblée d'un territoire d'outre-mer ou de membre d'un conseil de gouvernement d'un territoire d'outre-mer.

« Les fonctions de membre du gouvernement sont également incompatibles avec les fonctions et activités mentionnées à l'article L.O. 146 du code électoral. »

M. Salmon, M. Toubon et les membres du groupe du rassemblement pour la République ont présenté un amendement n^o 117 ainsi rédigé :

« Dans le deuxième alinéa de l'article 10, supprimer les mots : « de membre du gouvernement de la République, de député, de sénateur, de conseiller économique et social, ».

La parole est à M. Toubon.

M. Jacques Toubon. L'article 10 traite des incompatibilités entre les fonctions de membre du gouvernement du territoire et les mandats métropolitains et nationaux. Pour notre part, nous souhaitons qu'on s'en tienne à la rédaction issue de l'accord entre le Gouvernement et les représentants du territoire, accord qui paraissait de bonn. venue. Il vaudrait mieux s'y tenir. C'est pourquoi nous proposons la suppression de ce qui a été ajouté dans le projet de loi définitif par rapport à l'avant-projet élaboré entre l'Etat et le territoire et qui a été soumis à l'assemblée territoriale en septembre 1983.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Michel Suchod, rapporteur. La commission a repoussé cet amendement. Il est en effet incompatible avec les dispositions de l'article L.O. 139 du code électoral qui a été codifié par une loi organique de 1958.

Aux termes de ce texte, le mandat de député, et donc de sénateur est incompatible avec l'exercice des fonctions de membres du conseil de gouvernement d'un territoire d'outre-mer. Autrement dit, la suppression proposée par l'amendement n° 117 est, au moins en ce qui concerne les députés et les sénateurs, incompatible avec l'article L.O. 139 du code électoral. C'est pourquoi la commission des lois a rejeté cet amendement.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat. Après ce que j'ai entendu, je demande que cet article soit également réservé jusqu'à demain.

M. Jacques Toubon. Nous allons demander un scrutin public !

M. le président. L'article 10 est réservé.

M. Jacques Toubon. Jusqu'à quand ? Jusqu'au 18 juin ?

Article 11.

M. le président. « Art. 11. — Le président du gouvernement du territoire, au moment de son élection, les ministres du territoire, au moment de leur désignation, lorsqu'ils se trouvent dans l'un des cas d'incompatibilité prévus à l'article précédent, doivent déclarer leur option au haut-commissaire dans le délai d'un mois qui suit leur entrée en fonction.

« A défaut d'avoir exercé son option dans les délais, le président du gouvernement du territoire ou le ministre est réputé avoir renoncé aux fonctions de membre du gouvernement du territoire.

« L'option exercée par le membre du gouvernement du territoire est constatée par un arrêté du haut-commissaire. Cet arrêté est notifié au président du gouvernement du territoire, au président de l'assemblée territoriale et, le cas échéant, au ministre intéressé. »

Je suis saisi de deux amendements identiques n° 50 et 119. L'amendement n° 50 est présenté par M. Michel Suchod, rapporteur, et M. Toubon ; l'amendement n° 119 est présenté par M. Salmon, M. Toubon et les membres du groupe du rassemblement pour la République.

Ces amendements sont ainsi rédigés :

« Après le premier alinéa de l'article 11, insérer l'alinéa suivant :

« Si la cause d'incompatibilité est postérieure à l'élection ou à la désignation, le droit d'option prévu à l'alinéa précédent est ouvert dans le même délai. »

La parole est à M. le rapporteur, pour soutenir l'amendement n° 50.

M. Michel Suchod, rapporteur. L'article 11 précise que le président du gouvernement du territoire, au moment de son élection, les ministres du territoire, au moment de leur désignation, lorsqu'ils se trouvent dans l'un des cas d'incompatibilité prévus à l'article précédent, doivent déclarer leur option au haut commissaire dans le délai d'un mois qui suit leur entrée en fonction.

L'amendement n° 50 tend à insérer un nouvel alinéa pour ouvrir un nouveau délai d'option d'un mois lorsque l'incompatibilité survient, non au moment de la nomination ou de l'élection, mais postérieurement à celles-ci.

M. le président. La parole est à M. Toubon, pour défendre l'amendement n° 119.

M. Jacques Toubon. La commission des lois a bien voulu accepter l'amendement n° 119 que nous avons proposé au nom du groupe R.P.R. Je me rallie donc à l'amendement n° 50 qui est identique au nôtre. Il s'agit d'une bonne disposition.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat. Nous nous en remettons à la sagesse de l'Assemblée.

M. le président. Je mets aux voix par un seul vote les amendements n° 50 et 119.

(Ces amendements sont adoptés.)

M. le président. M. Salmon, M. Toubon et les membres du groupe du rassemblement pour la République ont présenté un amendement, n° 120, ainsi libellé :

« Rédiger ainsi le dernier alinéa de l'article 11 :

« L'assemblée territoriale ou sa commission permanente constate la décision prise par le membre du gouvernement du territoire frappé par une incompatibilité. »

La parole est à M. Toubon.

M. Jacques Toubon. Cet amendement prévoit que c'est l'assemblée territoriale, ou sa commission permanente par délégation, qui constate la décision prise par le membre du gouvernement du territoire frappé par une incompatibilité, c'est-à-dire qui constate qu'il a choisi de rester membre du gouvernement ou bien d'accomplir le mandat incompatible avec la qualité de membre du Gouvernement. Cette rédaction avait été approuvée par le comité Etat-territoire. Il s'agit de faire en sorte que ce soit l'assemblée territoriale qui constate le choix, et non le haut-commissaire comme c'est le cas dans le projet de loi du Gouvernement. Le gouvernement du territoire n'émane pas du haut-commissaire, mais de l'assemblée territoriale.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Michel Suchod, rapporteur. La commission des lois a été d'un avis contraire. Elle a repoussé cet amendement souhaitant maintenir cette compétence au haut-commissaire. Avis défavorable !

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat. Je dois dire à M. Toubon que si nous avons modifié la rédaction du texte adopté à l'issue du comité Etat-territoire, c'est parce que le Conseil d'Etat a pensé qu'il revenait au haut-commissaire d'être le responsable de la légalité.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 120.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'article 11, modifié par les amendements adoptés.

(L'article 11, ainsi modifié, est adopté.)

Article 12.

M. le président. « Art. 12. — Il est interdit à tout membre du Gouvernement du territoire d'accepter une fonction de membre du conseil d'administration ou de surveillance ou toute fonction de conseil dans l'un des établissements, sociétés ou entreprises mentionnés à l'article L.O. 146 du code électoral. Cette interdiction ne s'applique pas dès lors qu'il siège en qualité de représentant du territoire ou de représentant d'un établissement public territorial et que ces fonctions ne sont pas rémunérées. »

M. Salmon, M. Toubon et les membres du groupe du rassemblement pour la République ont présenté un amendement, n° 189, ainsi rédigé :

« Dans la première phrase de l'article 12, après les mots : « d'accepter », insérer les mots : «, en cours de mandat, ».

La parole est à M. Toubon.

M. Jacques Toubon. Si vous le permettez, monsieur le président, je présenterai ensemble les amendements n° 189 et 190 parce qu'ils sont liés.

Je précise tout de suite que ce n'est pas mon intérêt puisque l'amendement n° 189 a été adopté par la commission des lois, alors que l'amendement n° 190 a été repoussé. Si la commission des lois fait l'amalgame dans un sens, je m'en tire ; si elle fait l'amalgame dans l'autre, je suis sôché. (Sourires.) Mais il vaut mieux, en tout état de cause, que nous discussions honnêtement.

Nous proposons que l'on retienne, en ce qui concerne l'acceptation par un membre du conseil du Gouvernement d'une fonction de membre de conseil d'administration ou de conseil dans une société privée, l'application stricte des interdictions prévues dans le code électoral à l'article L.O. 147 dont l'article 12 du projet ne reprend pas exactement les dispositions, alors qu'il semble bien en être inspiré.

Nous proposons donc, d'une part, que ne soient interdites que les fonctions de conseil exercées de façon permanente et non pas intermittente et, d'autre part, et c'est l'objet de l'amendement n° 189, que soit interdite l'acceptation des fonctions en cours de mandat, précision qui nous ferait retrouver le texte exact des dispositions de l'article L.O. 147 du code électoral qui précise que l'interdiction ne s'applique qu'en cours de mandat et qui, en ce qui concerne les fonctions de conseil, ne vise que celles qui sont exercées de façon permanente.

M. le président. Quel est l'avis de la commission sur l'amendement n° 189 ?

M. Michel Suchod, rapporteur. La commission des lois a accepté l'amendement n° 189 qui apporte une précision fort utile.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Georges Leinoine, secrétaire d'Etat. Favorable !

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 189.
(L'amendement est adopté.)

M. le président. M. Salmon, M. Toubon et les membres du groupe du rassemblement pour la République ont présenté un amendement, n° 190, ainsi rédigé :

« Dans la première phrase de l'article 12, après les mots : « ou toute fonction », insérer les mots : « exercée de façon permanente en qualité. »

Cet amendement vient d'être soutenu par M. Toubon.
Quel est l'avis de la commission ?

M. Michel Suchod, rapporteur. Le problème est différent. M. Toubon propose de ne faire jouer l'interdiction d'accepter des fonctions de conseil dans un établissement, société ou entreprise mentionnés à l'article L.O. 147 du code électoral, que lorsque ces fonctions seraient exercées de façon permanente. Or il est extrêmement difficile de distinguer entre des fonctions de conseil exercées une fois à titre occasionnel — ce qui pourrait être admis — et des fonctions de conseil exercées à titre « occasionnel » pendant trois semaines chaque mois. Cela permettrait de tourner les dispositions du projet de loi.

Il faut maintenir des compétences au Gouvernement et permettre à des experts, à des gens qui ont été conseil, d'accéder à ces fonctions. Malgré tout, il faut éviter que la loi ne soit tournée. C'est pourquoi la commission des lois s'est opposée à cet amendement.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat. Même avis !

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 190.
(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole?...
Je mets aux voix l'article 12, modifié par l'amendement n° 189.
(L'article 12, ainsi modifié, est adopté.)

Articles 13 à 15.

M. le président. « Art. 13. — Lorsqu'un membre du gouvernement du territoire qui, par suite de son élection en qualité de président du gouvernement du territoire ou par suite de sa désignation en qualité de ministre avait renoncé à son mandat de membre de l'assemblée territoriale, quitte ses fonctions au sein du gouvernement du territoire, il retrouve son siège à l'assemblée territoriale au lieu et place du dernier membre de l'assemblée territoriale qui avait été élu sur la même liste et appelé à siéger à sa suite. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 13.

(L'article 13 est adopté.)

« Art. 14. — Le membre du gouvernement du territoire qui a la qualité d'agent public au moment de son élection ou de sa nomination est placé en dehors du cadre de l'administration ou du corps auquel il appartient dans les conditions prévues par le statut qui le régit. Sous réserve des dispositions de l'article 13, il est, à l'expiration de son mandat, réintégré, éventuellement en surnombre, dans le cadre ou le corps auquel il appartient. » — (Adopté.)

« Art. 15. — Le président du gouvernement du territoire reste en fonction jusqu'à l'expiration du mandat de l'assemblée qui l'a élu, sous réserve des dispositions de l'article 9 (troisième alinéa) et des articles 11, 16, 75 et 76. » — (Adopté.)

Article 16.

M. le président. « Art. 16. — La démission du gouvernement du territoire est présentée par son président au président de l'assemblée territoriale. Celui-ci en donne acte et la notifie sans délai au haut-commissaire. »

M. Michel Suchod, rapporteur, a présenté un amendement, n° 51, ainsi rédigé :

« Dans la deuxième phrase de l'article 16, substituer aux mots : « la notifie sans délai au », les mots : « en informe sans délai le ».

La parole est à M. le rapporteur.

M. Michel Suchod, rapporteur. C'est un amendement rédactionnel très proche d'un amendement examiné précédemment.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat. Nous nous en remettons à la sagesse de l'Assemblée.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 51.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole?...
Je mets aux voix l'article 16, modifié par l'amendement n° 51.
(L'article 16, ainsi modifié, est adopté.)

Article 17.

M. le président. « Art. 17. — La démission d'un ministre est présentée au président du gouvernement du territoire, lequel en donne acte et en informe le président de l'assemblée territoriale et le haut-commissaire.

« Le président du gouvernement du territoire peut mettre fin par arrêté aux fonctions d'un ministre. Cet arrêté est notifié au président de l'assemblée territoriale, au haut-commissaire et au ministre intéressé.

« Le remplacement éventuel d'un ministre intervient par arrêté du président du gouvernement du territoire. L'arrêté est notifié au président de l'assemblée territoriale et au haut-commissaire. »

La parole est à M. le secrétaire d'Etat.

M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat. Nous demandons la réserve de cet article car il est lié à l'article 8.

M. le président. L'article 17 est réservé.

Article 18.

M. le président. « Art. 18. — L'élection du président du gouvernement du territoire a lieu dans les quinze jours qui suivent l'ouverture de la première session de l'assemblée territoriale réunie conformément aux dispositions de l'article 46.

« En cas de vacance ou par suite du vote d'une motion de censure, l'assemblée territoriale élit le président du gouvernement du territoire dans les quinze jours qui suivent la constatation de la vacance ou le vote de la motion de censure. Si l'assemblée n'est pas en session, elle se réunit de plein droit en session extraordinaire.

« Jusqu'à l'élection du nouveau président du gouvernement du territoire, les membres du gouvernement du territoire assurent l'expédition des affaires courantes. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 18.

(L'article 18 est adopté.)

Article 19.

M. le président. Je donne lecture de l'article 19.

Section II. — Règles de fonctionnement.

« Art. 19. — Le conseil des ministres du territoire tient séance au chef-lieu du territoire. Il est convoqué au moins trois fois par mois par son président. Le conseil des ministres du territoire peut fixer pour certaines séances un autre lieu de réunion. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 19.

(L'article 19 est adopté.)

Article 20.

M. le président. « Art. 20. — Le président du gouvernement du territoire arrête l'ordre du jour du conseil des ministres. Il en adresse copie au haut-commissaire avant la séance. Sauf urgence, cette copie doit être parvenue au haut-commissaire vingt-quatre heures au moins avant la séance.

« Les questions sur lesquelles l'avis du territoire est demandé par le ministre chargé des territoires d'outre-mer ou les questions de la compétence de l'Etat sur lesquelles l'avis du territoire est demandé par le haut-commissaire sont inscrites à l'ordre du jour du premier conseil des ministres qui suit la demande adressée par le haut-commissaire au président du gouvernement du territoire.

« Le haut-commissaire est entendu par le conseil des ministres du territoire sur demande du ministre chargé des territoires d'outre-mer, ou à sa demande, lorsque le conseil des ministres est saisi de questions visées à l'alinéa précédent.

« Par accord du président du gouvernement du territoire et du haut-commissaire, celui-ci est entendu par le conseil des ministres du territoire.

« Le secrétariat et la conservation des archives du gouvernement du territoire sont assurés par les soins de son président.

« L'assemblée territoriale vote les crédits nécessaires au fonctionnement du gouvernement du territoire. Ces crédits sont à la charge du budget du territoire et constituent une dépense obligatoire. »

M. Salmon, M. Toubon et les membres du groupe du rassemblement pour la République ont présenté un amendement, n° 122, ainsi rédigé :

« Supprimer le deuxième alinéa de l'article 20. »

La parole est à M. Toubon.

M. Jacques Toubon. Cet amendement soulève une question de mécanique, si je puis m'exprimer ainsi.

Je vois une contradiction dans le texte du projet. L'article 31 prévoit que le conseil des ministres dispose d'un mois pour émettre son avis sur toutes les questions qui relèvent de la compétence de l'Etat et pour lesquelles il est consulté. Mais, dans le deuxième alinéa de l'article 20, il est écrit que les questions sur lesquelles l'avis du territoire est demandé « sont inscrites à l'ordre du jour du premier conseil des ministres qui suit la demande adressée par le haut-commissaire au président du gouvernement du territoire ».

Il nous semble qu'il y a une contradiction entre les deux articles, et nous aimerions avoir une explication sur ce point. S'il en ressortait que le conseil des ministres dispose bien d'un mois pour émettre son avis, nous nous déclarerions satisfaits et nous pourrions retirer notre amendement.

En tout cas, nous souhaiterions vivement, monsieur le secrétaire d'Etat, que cette contradiction soit levée.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Michel Suchod, rapporteur. La commission a rejeté l'amendement n° 122. Il lui a semblé, en effet, que la suppression du deuxième alinéa pourrait encourager les avis tacites. Or elle préfère naturellement, les avis exprimés.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat. M. Toubon a apporté lui-même la réponse à sa question. Il faut effectivement bien distinguer entre les deux phrases de la procédure : dans un premier temps, le conseil inscrit la demande, et il dispose d'un mois pour donner son avis.

M. le président. Monsieur Toubon, cette réponse vous incite-t-elle à retirer votre amendement ?

M. Jacques Toubon. Si je comprends bien, monsieur le secrétaire d'Etat — et vous pourriez le confirmer d'un signe de tête — les demandes d'avis devront être inscrites à l'ordre du jour du premier conseil qui suivra, mais le conseil pourra reporter sa délibération jusqu'à l'expiration du délai d'un mois ? C'est cela ?

M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat. Oui.

M. Jacques Toubon. Dans ces conditions, je retire l'amendement n° 122.

M. le président. L'amendement n° 122 est retiré.

MM. Clément, Stasi, Soisson et Francis Geng ont présenté un amendement n° 207 ainsi libellé :

« Rédiger ainsi le deuxième alinéa de l'article 20 :

« Lorsque l'avis du gouvernement du territoire est demandé par le ministre chargé des territoires d'outre-mer ou par le haut-commissaire de la République, les questions dont il s'agit sont inscrites à l'ordre du jour du premier conseil des ministres qui suit la réception de la demande. »

Cet amendement n'est pas soutenu.

M. Salmon, M. Toubon et les membres du groupe du rassemblement pour la République ont présenté un amendement, n° 123, ainsi rédigé :

« A la fin du troisième alinéa de l'article 20, substituer aux mots : « alinéa précédent » les mots : « article 31 ». Cet amendement est devenu sans objet.

M. Jacques Toubon. En effet, monsieur le président.

M. le président. Je suis saisi de deux amendements identiques, n° 53 et 124.

L'amendement n° 53 est présenté par M. Michel Suchod, rapporteur, et M. Toubon ; l'amendement n° 124 est présenté par M. Salmon, M. Toubon et les membres du groupe du rassemblement pour la République.

Ces amendements sont ainsi rédigés :

« Dans la deuxième phrase du dernier alinéa de l'article 20, supprimer les mots : « sont à la charge du budget du territoire et ».

La parole est à M. le rapporteur, pour soutenir l'amendement n° 53.

M. Michel Suchod, rapporteur. Les crédits de fonctionnement du gouvernement du territoire ne peuvent être qu'à la charge du budget du territoire. Dans ces conditions, M. Toubon a estimé possible de supprimer le dernier alinéa de l'article 20 qui le précise. La commission l'a suivi, car cette indication lui a paru en effet, superflète.

M. le président. La parole est à M. Toubon, pour soutenir l'amendement n° 124.

M. Jacques Toubon. Je n'ai rien à ajouter aux explications de M. le rapporteur.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat. D'accord !

M. le président. Je mets aux voix par un seul vote les amendements n° 53 et 124.

(Ces amendements sont adoptés.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?... Je mets aux voix l'article 20, modifié par les amendements adoptés.

(L'article 20, ainsi modifié, est adopté.)

Article 21.

M. le président. « Art. 21. — Les séances du conseil des ministres sont présidées par le président du gouvernement du territoire ou, en son absence, par le vice-président.

« Le conseil des ministres ne peut valablement délibérer que sur les questions inscrites à l'ordre du jour. »

Je suis saisi de deux amendements, n° 54 et 125, pouvant être soumis à une discussion commune.

L'amendement n° 54, présenté par M. Michel Suchod, rapporteur, et M. Forni, est ainsi libellé :

« Après les mots : « gouvernement du territoire ou », rédiger ainsi la fin du premier alinéa de l'article 21 : « par le vice-président, ou, en l'absence de ce dernier, par un ministre désigné à cet effet par le président du gouvernement. »

L'amendement n° 125, présenté par M. Salmon, M. Toubon et les membres du groupe du rassemblement pour la République est ainsi rédigé :

« Compléter le premier alinéa de l'article 21 par la phrase suivante :

« En cas d'absence simultanée du président et du vice-président, le président du gouvernement désigne un ministre pour présider le conseil des ministres durant le temps de leur absence. »

La parole est à M. le rapporteur, pour soutenir l'amendement n° 54.

M. Michel Suchod, rapporteur. Il s'agit de prévoir les cas où, compte tenu de l'étendue du territoire, le président et le vice-président seraient simultanément dans l'impossibilité de présider une séance du conseil des ministres du territoire. Dans ce cas, la présidence serait assurée par un ministre désigné à cet effet par le président du gouvernement.

J'indique tout de suite que la commission a rejeté l'amendement n° 125, qui a le même objet, jugeant son propre texte meilleur.

M. le président. La parole est à M. Toubon pour soutenir l'amendement n° 125.

M. Jacques Toubon. Sur le fond, les deux amendements sont identiques. L'amendement n° 125 nous paraît toutefois meilleur dans la mesure où il précise qu'il s'applique bien en cas d'absence simultanée du président et du vice-président, ce qui est d'ailleurs la situation que M. le rapporteur a décrite en soutenant son propre amendement. Nous pensons qu'il vaut mieux faire figurer cette indication dans le texte, mais l'amendement de la commission, surtout après les explications de M. Suchod, règle bien le problème.

Cela dit, je pense qu'à la page 112 du rapport il y a eu un « mastig » dans l'impression du tableau comparatif, et que le mot « vice-président » a disparu. Je voudrais être sûr que nous discutons bien de l'amendement n° 54 dans la rédaction qui a été distribuée.

M. Michel Suchod, rapporteur. Absolument. Il y a une erreur dans le tableau comparatif.

M. Jacques Toubon. Dans la mesure où M. Suchod, dans ses explications, a fait état de l'absence simultanée du président et du vice-président, je suis prêt à me rallier à l'amendement n° 54.

M. Michel Suchod, rapporteur. Je vous en remercie.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement sur les amendements n° 54 et 125 ?

M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat. Le Gouvernement est favorable à l'amendement n° 54, et il est d'accord avec les explications données par M. Toubon.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 54.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. En conséquence, l'amendement n° 125 devient sans objet.

Personne ne demande plus la parole ...

Je mets aux voix l'article 21, modifié par l'amendement n° 54.

(L'article 21, ainsi modifié, est adopté.)

Article 22.

M. le président. « Art. 22. — Les séances du conseil des ministres ne sont pas publiques.

« Les membres du gouvernement du territoire sont tenus de garder le secret sur les faits dont ils auraient eu connaissance en raison de leurs fonctions.

« Les décisions du conseil des ministres sont portées à la connaissance du public par voie de communiqué. »
 Personne ne demande la parole ?...
 Je mets aux voix l'article 22.
 (L'article 22 est adopté.)

Article 23.

M. le président. « Art. 23. — Les membres du gouvernement du territoire perçoivent mensuellement une indemnité dont le montant est fixé par l'assemblée territoriale par référence au traitement des agents publics servant dans le territoire. L'assemblée territoriale fixe également les conditions de remboursement des frais de transport et de mission des membres du gouvernement, le montant d'une indemnité forfaitaire annuelle pour frais de représentation, ainsi que le régime de prestations sociales. »

« Les ministres du territoire qui n'étaient pas membres de l'assemblée territoriale ou agents publics avant leur nomination perçoivent leur indemnité pendant trois mois après leur cessation de fonction. »

M. Salmon, M. Toubon et les membres du groupe du rassemblement pour la République ont présenté un amendement n° 126 ainsi libellé :

« Rédiger ainsi la deuxième phrase du premier alinéa de l'article 23 :

« L'assemblée territoriale définit également le régime des prestations sociales. Les membres du gouvernement du territoire peuvent obtenir le remboursement de leurs frais de transport et de mission dans les conditions fixées par le conseil des ministres du territoire. »

La parole est à M. Toubon.

M. Jacques Toubon. Cet amendement tend à revenir à la rédaction qui avait été retenue par le comité Etat-territoire en 1983.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Michel Suchod, rapporteur. C'est surtout la deuxième phrase de l'amendement n° 126 qui a retenu l'attention de la commission. Il paraît difficile, en effet, de prévoir que les membres du gouvernement du territoire pourront « obtenir le remboursement de leurs frais de transport et de mission dans des conditions fixées par le conseil des ministres du territoire ». Ce serait de mauvaise politique. C'est à l'assemblée, exerçant ses compétences de droit commun, qu'il revient de fixer ces règles.

Pour ces motifs, la commission des lois a rejeté cet amendement.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat. Nous nous en remettons à la sagesse de l'Assemblée.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 126.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Je suis saisi de deux amendements identiques, n° 55 et 127.

L'amendement n° 55 est présenté par M. Michel Suchod, rapporteur et M. Toubon ; l'amendement n° 127 est présenté par M. Salmon et M. Toubon et les membres du groupe du rassemblement pour la République.

Ces amendements sont ainsi libellés :

« Rédiger ainsi le deuxième alinéa de l'article 23 :

« Lors de la cessation de ses fonctions, le membre du gouvernement du territoire perçoit son indemnité pendant trois mois après la cessation de ses fonctions à moins qu'il ne lui ait été fait application des dispositions de l'article 13 ou qu'il n'ait repris auparavant une activité rémunérée. »

La parole est à M. le rapporteur, pour soutenir l'amendement n° 55.

M. Michel Suchod, rapporteur. Cet amendement, que la commission a adopté à l'initiative de M. Toubon a, pour but d'étendre aux ministres qui ne retrouveraient pas leur siège à l'assemblée territoriale à la suite des élections le même avantage qui est accordé aux ministres qui ne sont pas issus de l'assemblée territoriale.

Toutefois, dans un travail peut-être un peu rapide, la commission a laissé passer une redondance. Je corrige donc l'amendement n° 55 en en supprimant les premiers mots : « Lors de la cessation de ses fonctions ». Le texte se lirait ainsi de la manière suivante :

« Le membre du gouvernement du territoire perçoit son indemnité pendant trois mois après la cessation de ses fonctions à moins qu'il ne lui ait été fait application des dispositions de l'article 13 ou qu'il n'ait repris auparavant une activité rémunérée. »

M. le président. La parole est à M. Toubon, pour soutenir l'amendement n° 127.

M. Jacques Toubon. Je fais miennes les explications de M. le rapporteur et je me rallie à la rectification qu'il a proposée.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° 55 ainsi rectifié ?

M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat. Avis favorable !

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 55 tel qu'il a été rectifié.

(L'amendement, ainsi rectifié, est adopté.)

M. le président. En conséquence, l'amendement n° 127 est satisfait.

Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'article 23, modifié par l'amendement n° 55 rectifié.

(L'article 23, ainsi modifié, est adopté.)

Article 24.

M. le président. Je donne lecture de l'article 24 :
 Section III. — *Attributions du gouvernement du territoire et de ses membres.*

« Art. 24. — Le conseil des ministres du territoire arrête les projets de délibérations à soumettre à l'assemblée territoriale, notamment le projet de budget »

« Il arrête également les mesures d'application qu'appelle la mise en œuvre des délibérations de l'assemblée territoriale. »

M. Salmon, M. Toubon et les membres du groupe du rassemblement pour la République ont présenté un amendement, n° 129, ainsi rédigé :

« Compléter le deuxième alinéa de l'article 24 par les mots : « et de sa commission permanente. »

La parole est à M. Toubon.

M. Jacques Toubon. Il s'agit de prévoir que le conseil des ministres arrête les mesures d'application qu'appelle la mise en œuvre des délibérations non seulement de l'assemblée territoriale, mais aussi de sa commission permanente.

Cela, semble-t-il, va de soi, mais je pense qu'il vaut mieux l'écrire, à moins que le Gouvernement ne puisse m'opposer une interprétation différente.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Michel Suchod, rapporteur. La commission a rejeté cet amendement, l'estimant redondant avec les dispositions de l'article 65 qui fixe les règles générales de fonctionnement de la commission permanente.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat. Rejet.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 129.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'article 24.

(L'article 24 est adopté.)

Article 25.

M. le président. « Art. 25. — Le conseil des ministres du territoire fixe les règles applicables aux matières suivantes :

« 1° Organisation des services et établissements publics territoriaux ;

« 2° Enseignement dans les établissements relevant de la compétence du territoire ;

« 3° Enseignement facultatif des langues locales dans tous les établissements d'enseignement ;

« 4° Régime des bourses, subventions, secours et allocations d'enseignement alloués sur les fonds du budget du territoire ;

« 5° Réglementation des poids et mesures et répression des fraudes ;

« 6° Organisation générale des foires et marchés d'intérêt territorial ;

« 7° Réglementation des prix et tarifs et réglementation du commerce intérieur ;

« 8° Tarifs et règles d'assiette et de recouvrement des taxes pour services rendus ;

« 9° Restrictions quantitatives à l'importation, dans les conditions prévues par la réglementation de la Communauté économique européenne ;

« 10° Mesures d'application des délibérations de l'assemblée territoriale en matière de droit du travail ;

« 11° Réglementation de l'exercice des professions libérales des non-nationaux sous réserve des principes généraux du droit et des codes de déontologie. »

M. Salmon, M. Toubon et les membres du groupe du rassemblement pour la République ont présenté un amendement, n° 130, ainsi rédigé :

« Dans le quatrième alinéa (3°) de l'article 25, supprimer le mot : « facultatif ». »

La parole est à M. Toubon.

M. Jacques Toubon. L'article 25 énumère les règles que fixe le conseil des ministres. Parmi ces règles figurent celles relatives « à l'enseignement facultatif des langues locales dans tous les établissements d'enseignement ». Nous souhaitons supprimer l'adjectif facultatif.

Je rappelle que selon la loi de juillet 1977, le conseil de gouvernement délibère en matière d'enseignement des langues locales. Par ailleurs, l'article 85 du présent projet de loi précise que l'étude et la pédagogie de la langue tahitienne sont enseignées à l'école normale mixte de la Polynésie française, ce qui rend donc cet enseignement obligatoire dans l'établissement en question.

Nous pensons, dans ces conditions, qu'il faudrait revenir à une rédaction analogue à celle de 1977, étant entendu que la suppression de l'adjectif facultatif ne signifie absolument pas que l'enseignement sera obligatoire, tandis que son maintien pourrait entraîner une limitation, ne serait-ce que psychologique, qui ne nous paraît opportune.

M. le président. Quel est l'avis de la commission sur l'amendement n° 130 ?

M. Michel Suchod, rapporteur. La commission a souhaité maintenir le caractère facultatif de l'étude des langues locales dans les établissements d'enseignement, et elle trouve relativement dangereuse sa suppression. C'est pourquoi elle demande à l'Assemblée de rejeter l'amendement n° 130.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat. Rejet !

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 130. (L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. M. Juventin a présenté un amendement, n° 8, ainsi rédigé :

« Dans le dixième alinéa (9°) de l'article 25, supprimer les mots : « dans les conditions prévues par la réglementation de la Communauté économique européenne ».

La parole est à M. Juventin.

M. Jean Juventin. L'association entre la Polynésie française et la Communauté économique européenne est régie par des principes spécifiques. La réglementation de la C. E. E. en matière d'importations ne semble pas devoir être prise en compte globalement.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Michel Suchod, rapporteur. La commission a accepté cet amendement, avec des motivations un peu différentes de celles de l'auteur. En effet, s'il lui paraît tout à fait loisible d'indiquer dans la loi que les décisions du conseil des ministres devront respecter la réglementation de la C. E. E., elle a jugé cette précision superflue.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat. Il est vrai que la réglementation de la C. E. E. s'applique, que cela soit ou non spécifié dans le texte. Il nous a cependant paru préférable de l'inscrire, car l'absence de cette référence pourrait laisser croire que cette réglementation n'est pas applicable.

Cela dit, nous nous en remettons à la sagesse de l'Assemblée.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 8.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. M. Michel Suchod, rapporteur, a présenté un amendement, n° 56, ainsi rédigé :

« Supprimer l'avant-dernier alinéa (10°) de l'article 25. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Michel Suchod, rapporteur. La disposition mentionnée au 10° de l'article 25 fait double emploi avec celle de l'article 24, alinéa 2.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat. D'accord. C'est une amélioration du texte.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 56.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. M. Michel Suchod, rapporteur, a présenté un amendement, n° 57, ainsi rédigé :

« Supprimer le dernier alinéa (11°) de l'article 25. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Michel Suchod, rapporteur. En supprimant le 11° de l'article 25, nous souhaitons laisser à l'assemblée territoriale compétence pour réglementer les professions libérales, qu'elles soient exercées par les nationaux ou par les non-nationaux. Nous pensons qu'il y a lieu de maintenir l'unité de régime et de ne pas permettre des distinctions qui seraient très difficiles à mettre en œuvre dans la pratique.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat. Nous nous rangeons à l'avis de la commission.

M. le président. La parole est à M. Toubon.

M. Jacques Toubon. Je voudrais être sûr que cela signifie bien que l'assemblée territoriale est compétente pour réglementer l'exercice des professions libérales — nous avons eu tout à l'heure une discussion sur l'une de ces professions libérales, les avocats et les auxiliaires de justice, et je n'ai pas l'impression que le résultat de cette discussion ait été aussi clair que nous l'aurions souhaité — auquel cas je lèverais ma réserve. En outre, j'aimerais savoir si les codes de déontologie continuent à relever de la compétence de l'Etat.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. Michel Suchod, rapporteur. Il n'y a aucun doute. En effet l'article 25 donnait une partie des compétences concernant la réglementation de l'exercice des professions libérales des non-nationaux au conseil des ministres du territoire. En retirant cette compétence au conseil des ministres du territoire, la réglementation pour les non-nationaux rejoint l'autre, celle qui concerne les nationaux, dans la compétence de l'assemblée territoriale. Les deux compétences sont donc réunifiées et M. Toubon a toute satisfaction.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 57.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. M. Juventin a présenté un amendement n° 9 ainsi rédigé :

« Compléter l'article 25 par l'alinéa suivant :

« Ses décisions s'appliquent nonobstant toute disposition législative ou réglementaire contraire antérieure à l'entrée en vigueur de la présente loi, les lois et décrets en vigueur ne conservant que la valeur de règlements territoriaux. »

La parole est à M. Juventin.

M. Jean Juventin. Cet amendement se justifie par son texte.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Michel Suchod, rapporteur. Nous avons rejeté cet amendement, car, à notre avis, il n'y a pas de vide juridique. En effet, l'entrée en vigueur de la nouvelle loi n'entraîne pas du tout abrogation des lois existantes, lesquelles continueront à perdurer. Simplement, l'assemblée territoriale prend le relais et de nouveaux textes interviendront au fur et à mesure. Il n'y a là aucun vide juridique. L'amendement n° 9 est donc inutile.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat. Nous partageons l'avis de la commission.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 9.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'article 25, modifié par les amendements adoptés.

(L'article 25, ainsi modifié, est adopté.)

Article 26.

M. le président. « Art. 26. — Le conseil des ministres du territoire :

« 1° fixe le programme annuel d'importation et détermine le montant annuel d'allocation de devises demandé à l'Etat ;

« 2° crée et organise les organismes assurant, dans le territoire, la représentation des intérêts économiques ;

« 3° arrête les programmes d'études et de traitement de données statistiques ;

« 4° arrête les cahiers des charges des concessions de service public territorial ;

« 5° détermine la nature et les tarifs des prestations des services publics territoriaux et des concessions de matières, matériels et matériaux ;

« 6° autorise la conclusion des conventions entre le territoire et ses fermiers, concessionnaires et autres contractants ;

« 7° détermine l'objet et les modalités d'exécution ou d'exploitation des ouvrages publics et des travaux publics territoriaux ;

« 8° fixe l'ordre dans lequel seront exécutés les travaux prévus au budget territorial ;

« 9° prend les mesures d'application de la réglementation relative au soutien à la production ;

« 10° arrête le programme des vols nolisés dans le respect des quotas et tarifs fixés par l'Etat ;

« 11° accorde les autorisations de transfert de propriété immobilière en application du décret du 25 juin 1934. »

M. Michel Suchod, rapporteur, et M. Toubon ont présenté un amendement n° 58 ainsi rédigé :

« Dans le deuxième alinéa (1°) de l'article 26, substituer aux mots : « demandé à l'Etat », les mots : « avec l'accord de l'Etat ». »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Michel Suchod, rapporteur. Il s'agit d'un amendement « de courtoisie ». Il paraît, en effet, difficile de laisser le conseil des ministres du territoire demander des allocations de devises. L'amendement est donc rédactionnel.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat. D'accord !

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 58. (L'amendement est adopté.)

M. le président. M. Michel Suchod, rapporteur, a présenté un amendement n° 59 ainsi rédigé :

« Supprimer le dixième alinéa (9°) de l'article 26. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Michel Suchod, rapporteur. La commission a estimé que cet alinéa faisait double emploi avec le second alinéa de l'article 24. Elle en propose donc la suppression.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat. Favorable !

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 59. (L'amendement est adopté.)

M. le président. M. Michel Suchod, rapporteur, a présenté un amendement, n° 60, ainsi libellé :

« Rédiger ainsi le dernier alinéa de l'article 26 :

« Le Conseil des ministres du territoire autorise, à peine de nullité, les transferts de propriété immobilière lorsque l'acquéreur n'est pas domicilié en Polynésie française ; il en est de même lorsqu'il n'a pas la nationalité française. Le Conseil des ministres du territoire peut en outre, dans ces cas, exercer un droit de préemption au nom du territoire, dans les conditions qui seront fixées par décret en Conseil d'Etat. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Michel Suchod, rapporteur. Plutôt que de renvoyer purement et simplement au décret du 25 juin 1934, auquel le texte du projet de loi fait allusion, il nous a paru meilleur de porter le territoire contre les aliénations d'immeubles.

Ainsi, donc, il y a lieu de cesser de mentionner ce vieux texte, qui, dès lors, pourra tomber en désuétude.

M. le président. Monsieur le rapporteur, ne pourrait-on pas, comme pour les dix autres propositions relatives au Conseil des ministres, commencer celle-ci, qui est la onzième, non par l'expression : « Le Conseil des ministres du territoire autorise », mais par un verbe et donc mettre simplement : « autorise » ?

M. Michel Suchod, rapporteur. Non, monsieur le président. Le texte comportait toute une série de paragraphes. Le dernier était : « Accorde les autorisations de transfert de propriété immobilière en application du décret du 25 juin 1934. » Or, c'est tout ce régime du décret du 25 juin 1934 que nous reprenons.

Comme vous le constatez, les propositions de la commission en font un texte relativement long. Il vaut mieux donc arrêter le texte de l'article 26 au 10° et reprendre, dans un paragraphe 11°, toute la codification du décret du 25 juin 1934.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° 60 ?

M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat. Sur ce point, le Gouvernement préfère maintenir le texte qui était proposé, car la disposition nouvelle ne reprend pas complètement le décret de juin 1934, qui soumet à autorisation tous les transferts de propriété immobilière.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 60. (L'amendement est adopté.)

M. le président. M. Salmon, M. Touhon et les membres du groupe du rassemblement pour la République ont présenté un amendement n° 131 ainsi rédigé :

« Compléter l'article 26 par l'alinéa suivant :

« 12° Prend les mesures relatives à l'exploitation des ressources minérales et des richesses naturelles du domaine public ou privé du territoire ou des eaux territoriales de la Polynésie française. »

La parole est à M. Touhon.

M. Jacques Touhon. C'est une disposition qui est liée au débat que nous avons eu sur la zone économique.

Le paragraphe 21 de l'article 20 de l'avant-projet approuvé par le comité Etat-territoire définissait les pouvoirs réglementaires du Gouvernement dans le domaine de l'exploitation des richesses naturelles hors de la zone économique. L'amendement proposé a pour but de rétablir cette rédaction.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Michel Suchod, rapporteur. La commission estime que les dispositions de ce qui deviendrait un nouveau 12° sont non pas, comme les auteurs de l'amendement le souhaitent, de la compétence du conseil des ministres, mais bien de la compétence de l'Etat. Je renvoie au débat que nous avons eu sur la zone économique exclusive.

C'est pourquoi nous avons proposé de repousser cet amendement n° 131.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat. Rejet !

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 131. (L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?... Je mets aux voix l'article 26, modifié par les amendements adoptés.

(L'article 26, ainsi modifié, est adopté.)

Article 27.

M. le président. « Art. 27. — Le conseil des ministres du territoire nomme les chefs de services territoriaux, les directeurs d'office ou d'établissements publics territoriaux, les commissaires du gouvernement auprès desdits offices et établissements publics et les représentants du territoire au conseil de surveillance de l'institut d'émission d'outre-mer. »

M. Michel Suchod, rapporteur, a présenté un amendement n° 61 ainsi rédigé :

« Dans l'article 27, après les mots : « commissaire du gouvernement », insérer les mots : « du territoire ».

La parole est à M. le rapporteur.

M. Michel Suchod, rapporteur. Il s'agit d'un amendement rédactionnel qui tend à éviter toute confusion avec des représentants de l'Etat.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat. Favorable !

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 61. (L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'article 27, modifié par l'amendement n° 61. (L'article 27, ainsi modifié, est adopté.)

Article 28.

M. le président. « Art. 28. — Le conseil des ministres du territoire instruit tous les projets d'investissements directs étrangers en Polynésie française.

« Le conseil des ministres, dans le cadre des dispositions de l'article 3, examine les déclarations préalables ou délivre les autorisations préalables relatives aux projets d'investissements directs étrangers en Polynésie française d'un montant inférieur à 55 millions de francs concernant des activités industrielles, agricoles, commerciales ou immobilières exercées sur le seul territoire de la Polynésie française et destinées à mettre en valeur les ressources locales, à développer l'activité économique et à améliorer la situation de l'emploi. Sont exclues les opérations relatives à des sociétés ou entreprises financières ou de portefeuille, ou dont l'objet social ou l'activité serait de nature à menacer l'ordre public, à faire échec à l'application des lois et réglementations françaises ou à affecter l'activité économique des autres départements et territoires français ; le seuil fixé ci-dessus peut être révisé par une loi de finances. »

M. Michel Suchod, rapporteur, a présenté un amendement n° 62 ainsi rédigé :

« Après les mots « des lois et réglementations françaises » supprimer la fin de la deuxième phrase et la dernière phrase du deuxième alinéa de l'article 28. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Michel Suchod, rapporteur. La commission des lois a souhaité supprimer la fin de cet article. En effet, l'expression « affecter l'activité économique des autres départements et territoires français » est beaucoup trop imprécise, confuse, et risquerait de conduire à l'arbitraire, car, en réalité, quelle mesure pourrait ne pas affecter l'activité économique des autres départements et territoires français, fût-ce une affectation limitée ?

Par ailleurs, le dernier membre de phrase, « le seuil fixé ci-dessus peut être révisé par une loi de finances », crée un procédé contraire à l'esprit de toutes les ordonnances qui régissent l'adoption d'une loi de finances, où le Parlement est au contraire engagé à ne pas disposer par la loi de finances sur des aspects concernant d'autres secteurs de la législation. Ce n'est donc pas à une loi de finances qu'il conviendrait de renvoyer la modification du seuil de 55 millions de francs prévu par cet article.

Pour ces deux raisons, l'amendement n° 62 propose de supprimer la fin du deuxième alinéa de cet article.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat. Favorable !

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 62. (L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'article 28, modifié par l'amendement n° 62. (L'article 28, ainsi modifié, est adopté.)

Article 29.

M. le président. « Art. 29. — En cas de circonstances exceptionnelles, le conseil des ministres peut décider de suspendre ou de réduire, à titre provisoire, tous droits fiscaux d'entrée et de sortie et tous droits indirects frappant les articles à la production, à la circulation ou à la consommation.

« Ces décisions sont immédiatement soumises à la ratification de l'assemblée territoriale lorsque celle-ci est en session. Dans le cas contraire, la commission permanente en est saisie et fait rapport à l'assemblée territoriale dès la session suivante. La délibération de l'assemblée territoriale prend effet à compter de la date à laquelle a été prise la décision du conseil des ministres du territoire.

« Si la décision de suspension ou de réduction n'est pas ratifiée par l'assemblée territoriale, son application cesse à compter de la décision de l'assemblée. »

Personne ne demande la parole?...

Je mets aux voix l'article 29.

(L'article 29 est adopté.)

Article 30.

M. le président. « Art. 30. — Le conseil des ministres du territoire peut assortir les infractions aux réglementations qu'il édicte de peines d'emprisonnement et d'amende n'excédant pas le maximum prévu par les articles 465 et 466 du code pénal ou de l'une de ces deux peines seulement et respectant la classification des contraventions prévue par la deuxième partie de ce code. Le produit de ces amendes est versé au budget du territoire. »

M. Salmon, M. Toubon et les membres du groupe du rassemblement pour la République ont présenté un amendement n° 134 ainsi rédigé :

« A la fin de la première phrase de l'article 30, supprimer les mots : « et respectant la classification des contraventions prévues par la deuxième partie de ce code ».

La parole est à M. Toubon.

M. Jacques Toubon. Il s'agit du problème de la sanction des infractions aux réglementations purement territoriales.

En réalité, monsieur le président, les deux amendements n° 134 et 135 sont liés, car l'amendement n° 135 est la conséquence de l'amendement n° 134.

Par ces amendements, nous voulons maintenir la loi actuelle, qui prévoit que le territoire fixe les peines applicables aux infractions aux réglementations territoriales.

Il ne nous paraît pas nécessaire que l'extension du code pénal aux territoires d'outre-mer — que les autorités territoriales ont voulu et qui a été réalisée l'année dernière — implique que les autorités territoriales ne puissent plus fixer les peines applicables aux infractions aux réglementations territoriales.

Comme les deux choses ne nous paraissent pas liées, nous souhaitons le préciser.

J'ajoute que, dans l'extension du code pénal, de très nombreuses modifications, adaptations et exceptions ont été prévues pour permettre une adaptation aux compétences et aux réglementations territoriales. Certains de ces articles, d'ailleurs, indiquent bien qu'il ne s'agit de légiférer que pour les matières relevant de la compétence de l'Etat, ce qui signifie très clairement que, par ailleurs, la compétence territoriale s'applique.

Il faut donc, à mon avis, s'en tenir à ce qui existe actuellement, étant entendu que cela ne remet nullement en cause l'extension du code pénal aux territoires d'outre-mer, que nous avons souhaitée et que nous avons votée.

M. le président. Quel est l'avis de la commission sur l'amendement ?

M. Michel Suchod, rapporteur. La commission a rejeté l'amendement n° 134. En effet, la classification des contraventions en cinq classes a été étendue aux territoires d'outre-mer par une loi de 1983, applicable, du reste, depuis le 1^{er} janvier de cette année. Or la loi étendant l'application du code pénal aux départements d'outre-mer indique très clairement que la classification en cinq classes doit être appliquée. La suppression proposée par l'amendement n° 134 est donc impossible. C'est pourquoi la commission des lois a repoussé cet amendement.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat. Même avis que la commission !

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 134. (L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. M. Salmon, M. Toubon et les membres du groupe du rassemblement pour la République ont présenté un amendement n° 135 ainsi rédigé :

« Après la première phrase de l'article 30, insérer la phrase suivante :

« Il fixe les échelles de peine applicables aux diverses catégories d'infractions qui sont des contraventions de police. »

La parole est à M. Toubon.

M. Jacques Toubon. J'ai déjà défendu cet amendement, monsieur le président.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Michel Suchod, rapporteur. Rejet !

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat. Même avis que pour l'amendement précédent.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 135. (L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'article 30.

(L'article 30 est adopté.)

Article 31.

M. le président. « Art. 31. — Les projets d'extension de la législation métropolitaine et les projets de loi de ratification de conventions internationales traitant de matières ressortissant à la compétence territoriale sont soumis pour avis du conseil des ministres territoriaux.

« Le conseil des ministres du territoire est, en outre, obligatoirement consulté par le ministre chargé des territoires d'outre-mer sur les questions ou dans les matières suivantes :

« 1° Modifications des tarifs postaux et des taxes téléphoniques, télégraphiques et radio-électriques du régime international ;

« 2° Définition du réseau des établissements d'enseignement qui relèvent de l'Etat et adaptation de leurs programmes pédagogiques ;

« 3° Sécurité civile ;

« 4° Décisions relatives aux projets d'investissements directs étrangers en Polynésie française ne relevant pas de la compétence du territoire en vertu de l'article 28 ;

« 5° Accords de pêche, conditions de la desserte aérienne internationale et de cabotage avec le territoire ;

« 6° Contrôle de l'immigration et des étrangers y compris la délivrance de visas pour un séjour supérieur à trois mois ;

« 7° Règles concernant l'état civil ;

« 8° Nomination par le gouvernement de la République des chefs de subdivisions.

« Le conseil des ministres dispose d'un délai d'un mois pour émettre son avis. »

M. Juventin a présenté un amendement, n° 11, ainsi libellé :

« Rédiger ainsi le premier alinéa de l'article 31 :

« Les projets de loi de ratification de conventions internationales traitant de matières ressortissant à la compétence territoriale et les projets d'extension de la législation métropolitaine sont soumis pour avis au conseil des ministres territoriaux. »

La parole est à M. Juventin.

M. Jean Juventin. Cet amendement se justifie par son texte même.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Michel Suchod, rapporteur. La commission a rejeté cet amendement.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat. Le Gouvernement n'est pas favorable à cet amendement.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 11.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Je suis saisi de deux amendements identiques, n° 63 et 136.

L'amendement n° 63 est présenté par M. Michel Suchod, rapporteur, et M. Toubon ; l'amendement n° 136 est présenté par M. Salmon, M. Toubon et les membres du groupe du rassemblement pour la République.

Ces amendements sont ainsi rédigés :

« A la fin du premier alinéa de l'article 31, substituer au mot : « territoriaux », les mots : « du territoire ».

La parole est à M. le rapporteur, pour soutenir l'amendement n° 63.

M. Michel Suchod, rapporteur. Ces deux amendements sont purement rédactionnels.

M. le président. La parole est à M. Toubon, pour défendre l'amendement n° 136.

M. Jacques Toubon. Le principe de cet amendement a déjà été défendu par M. le rapporteur.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat. D'accord !

M. le président. Je mets aux voix par un seul vote les amendements n^{os} 63 et 136.

(Ces amendements sont adoptés.)

M. le président. M. Michel Suchod, rapporteur, et M. Toubon ont présenté un amendement, n^o 64, ainsi libellé :

« Rédiger ainsi l'avant-dernier alinéa de l'article 31 :

« 8^e. Création, suppression, modification des subdivisions administratives territoriales, et nomination par le Gouvernement de la République des chefs de subdivision. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Michel Suchod, rapporteur. Il s'agit de prévoir la consultation du conseil des ministres du territoire non seulement sur la nomination des chefs de subdivision, mais aussi sur la création, la suppression ou la modification de celle-ci.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat. Favorable !

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n^o 64.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'article 31, modifié par les amendements adoptés.

(L'article 31, ainsi modifié, est adopté.)

Après l'article 31.

M. le président. Après l'article 31, je suis saisi de deux amendements tendant à insérer des articles additionnels.

M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat. Je demande la réserve des amendements après l'article 31.

M. le président. Les amendements n^{os} 16 rectifié et 65 tendant à introduire des articles additionnels après l'article 31 sont réservés.

Article 32.

M. le président. « Art. 32. — Le conseil des ministres du territoire est informé des décisions prises par les autorités de la République en matière monétaire.

« Il reçoit communication des budgets des communes du territoire après leur adoption par les conseils municipaux.

« Il peut émettre des vœux sur les questions relevant de la compétence de l'Etat. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 32.

(L'article 32 est adopté.)

Article 33.

M. le président. « Art. 33. — Le conseil des ministres du territoire est assisté par un comité consultatif du crédit composé par parts égales de représentants de l'Etat, du territoire et d'organisations professionnelles et syndicales intéressées. Un décret en Conseil d'Etat en détermine les règles d'organisation et de fonctionnement. »

M. Salmon, M. Toubon et les membres du groupe du rassemblement pour la République ont présenté un amendement n^o 137 ainsi libellé :

« Rédiger ainsi l'article 33 :

« Pour l'examen des modalités d'application des décisions relatives au crédit, le conseil des ministres du territoire saisit pour avis le comité territorial du crédit.

« Ce comité est composé par parts égales de :

« — représentants de l'Etat ;

« — représentants du Gouvernement du territoire ;

« — représentants des établissements bancaires et financiers exerçant une activité dans le territoire.

« Un décret en Conseil d'Etat détermine les règles d'organisation et de fonctionnement de ce comité. »

La parole est à M. Toubon.

M. Jacques Toubon. L'amendement n^o 137 présente, par rapport à la rédaction de l'article 33 du projet de loi, deux différences.

Premièrement, le comité territorial du crédit, comme nous le nommons dans notre amendement, ne serait plus seulement consultatif.

Deuxièmement, sa composition ne comporterait plus un tiers des représentants syndicaux et professionnels, mais un tiers de représentants des établissements bancaires et financiers exerçant une activité dans le territoire.

En réalité, notre idée est de faire de ce comité territorial du crédit un véritable organe, non pas de gestion, mais d'appréciation — et de délibération — de la situation du crédit dans

le territoire et c'est d'ailleurs pour cela que nous souhaitons qu'y soient représentés des professionnels, banquiers et financiers.

Tel est l'objet de cet amendement n^o 137 qui nous paraît important pour la vie économique et financière du territoire.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Michel Suchod, rapporteur. La commission a rejeté cet amendement car il lui a semblé que la composition prévue pour le comité était complètement bouleversée et ne correspondait pas du tout au projet de loi initial. Inutile de préciser que cette proposition est très éloignée de ce que souhaitent les syndicats.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat. Avis défavorable.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n^o 137.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'article 33.

(L'article 33 est adopté.)

Article 34.

M. le président. « Art. 34. — Le président du gouvernement du territoire est le chef de l'exécutif territorial et, à ce titre, représente le territoire.

« Dans les conditions prévues au premier alinéa de l'article 8, le président du gouvernement définit les attributions de chaque ministre et délègue à chacun d'eux les pouvoirs correspondants. Il dirige et coordonne l'action des ministres. Ses actes sont contresignés, le cas échéant, par les mirisires chargés de leur exécution. »

Personne ne demande la parole ?...

Je vais mettre aux voix l'article 34...

M. Raymond Forni, président de la commission. Je demande la parole, monsieur le président.

M. le président. La parole est à M. le président de la commission des lois.

M. Raymond Forni, président de la commission. Monsieur le président, vous allez un peu vite pour nous. Nous avons réservé l'article 8. Or l'article 34 fait référence expresse à l'article 8. Comment donc voter des dispositions à l'article 34 se référant à l'article 8 que nous n'avons pas encore adopté ? Cela me paraît d'autant plus difficile que ces dispositions-là touchent à quelque chose d'essentiel puisqu'il s'agit de la composition du gouvernement local, de son mode d'élection et d'un certain nombre d'attributions de chacun des ministres.

M. le président. Si l'Assemblée n'y voit aucun inconvénient, dès lors qu'il y a référence, effectivement, à un article réservé, je pense qu'elle pourrait également réserver l'article 34.

L'article 34 est réservé.

Article 35.

M. le président. « Art. 35. — Le président du gouvernement du territoire assure l'exécution des décisions du conseil des ministres et veille à l'exécution des délibérations de l'assemblée territoriale et de sa commission permanente.

« Il notifie sans délai au haut-commissaire les décisions du gouvernement du territoire. »

M. Michel Suchod, rapporteur, a présenté un amendement n^o 66 ainsi libellé :

« Rédiger ainsi l'article 35 :

« Le président du gouvernement du territoire transmet sans délai au haut-commissaire les décisions du gouvernement du territoire.

« Il en assure l'exécution dès leur publication, ou leur notification aux intéressés.

« Il veille à l'exécution des délibérations de l'assemblée territoriale et de sa commission permanente. »

Sur cet amendement, M. Salmon, M. Toubon et les membres du groupe du rassemblement pour la République ont présenté un sous-amendement n^o 191 ainsi libellé :

« Rédiger ainsi le deuxième alinéa de l'amendement n^o 66 :

« Il en assure l'exécution dès qu'il a procédé à leur publication ou à leur notification aux intéressés. »

La parole est à M. le rapporteur, pour soutenir l'amendement n^o 66.

M. Michel Suchod, rapporteur. Cet amendement a pour but de préciser que les décisions du gouvernement du territoire doivent être transmises au représentant du territoire qui a la charge du contrôle de légalité dans le territoire, et que l'exécution des décisions est subordonnée à leur notification aux intéressés, lorsqu'il s'agit de décisions individuelles, et à leur publication lorsqu'il s'agit de décisions de caractère général.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat. Nous nous en remettons à la sagesse de l'Assemblée.

M. le président. La parole est à M. Toubon, pour soutenir le sous-amendement n° 191.

M. Jacques Toubon. Il s'agit d'appliquer une règle très importante du droit commun de la décentralisation.

Il appartient en effet aux autorités locales — c'est-à-dire à l'exécutif départemental dans un département en métropole et ici aux autorités territoriales — d'assurer la publication de leurs propres actes. C'est ce qui est prévu dans la loi de décentralisation.

Nous pensons qu'il doit en être de même pour les autorités de Polynésie française et c'est pourquoi que nous proposons d'indiquer dans le deuxième alinéa de l'amendement n° 66 que le président du gouvernement du territoire « assure l'exécution des délibérations dès qu'il a procédé à leur publication ou à leur notification aux intéressés ».

J'ajoute que l'on ne peut pas retenir l'argument du contrôle de légalité pour maintenir au haut-commissaire les décisions de publication. En effet, comme l'a d'ailleurs très bien dit le Gouvernement dans l'exposé des motifs de la loi, la tutelle est remplacée en Polynésie, comme dans les autres collectivités territoriales, par un contrôle de légalité *a posteriori*. Il n'est donc pas question que le haut-commissaire puisse contrôler avant publication la légalité des délibérations du territoire. Il convient donc tout simplement de rendre au président du gouvernement, comme cela se pratique pour l'exécutif des collectivités locales de métropole, les moyens d'exercer sa responsabilité pour l'exécution des actes des autorités territoriales.

Nous proposons donc, par ce sous-amendement n° 191, que le président du gouvernement du territoire assure la publication de ces actes, ce qui me paraît tout à fait conforme à l'esprit de la décentralisation.

M. le président. Quel est l'avis de la commission sur le sous-amendement n° 191 ?

M. Michel Suchod, rapporteur. La commission a rejeté ce sous-amendement n° 191.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat. L'amendement proposé par la commission répond déjà à un certain nombre de questions. Quant aux autres, qui ont été tout à l'heure soulevées par M. Toubon, elles trouveront également leur réponse dans un amendement qui sera proposé par le Gouvernement à l'article 88.

M. le président. Je mets aux voix le sous-amendement n° 191. (Le sous-amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 66. (L'amendement est adopté.)

M. le président. En conséquence, ce texte devient l'article 35.

Article 36.

M. le président. « Art. 36. — Sous réserve des engagements internationaux et des dispositions législatives d'application, le président du gouvernement du territoire peut proposer au gouvernement de la République l'ouverture de négociations tendant à la conclusion d'accords avec un ou plusieurs Etats ou territoires de la région du Pacifique dans les domaines économiques, techniques et culturels intéressant le territoire. Un représentant du gouvernement du territoire participe à ces négociations.

« Il peut également être autorisé à représenter conjointement avec le haut-commissaire le gouvernement de la République au sein d'organismes régionaux du Pacifique Sud.

« En matière de relations aériennes et maritimes internationales, le gouvernement du territoire participe à la négociation des accords intéressant la desserte de la Polynésie française.

« Dans le Pacifique Sud, les autorités de la République peuvent déléguer au gouvernement du territoire les pouvoirs lui permettant de négocier des accords traitant de matières ressortissant à la compétence du territoire dans les domaines économiques, techniques et culturels à l'exclusion des accords mentionnés à l'alinéa précédent. Les accords ainsi négociés par le territoire sont soumis à ratification ou approbation dans les conditions prévues aux articles 52 et 53 de la Constitution. »

M. Michel Suchod, rapporteur, a présenté un amendement, n° 67, ainsi rédigé :

« I. Dans la première phrase du premier alinéa de l'article 36, substituer aux mots : « économiques, techniques et culturels » les mots : « économique, scientifique, technique et culturel. »

« II. En conséquence, procéder à la même modification dans la première phrase du dernier alinéa de cet article. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Michel Suchod, rapporteur. Le premier objectif de cet amendement est d'apporter une correction grammaticale, la chasse aux fautes d'orthographe étant ouverte toute l'année. Il s'agit aussi d'ajouter le mot « scientifique » aux mots « économique, technique et culturel », afin d'harmoniser le texte avec la loi du 31 décembre 1982 créant les régions dans les départements d'outre-mer.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat. Favorable.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 67. (L'amendement est adopté.)

M. le président. M. Salmon, M. Toubon et les membres du groupe du rassemblement pour la République ont présenté un amendement, n° 140, ainsi rédigé :

« Compléter l'avant-dernier alinéa de l'article 36 par les mots : « et les tarifs y afférents ».

La parole est à M. Toubon.

M. Jacques Toubon. L'article 36, relatif à la conclusion d'accords internationaux que le président du gouvernement du territoire peut proposer au gouvernement de la République de négocier, puis de conclure, est très important.

A propos de cet amendement n° 140, qui tend à compléter le troisième alinéa concernant la desserte aérienne et maritime, je voudrais également m'exprimer sur le deuxième alinéa, c'est-à-dire sur la représentation « conjointe » de l'Etat par le haut-commissaire et le président du gouvernement du territoire.

Je crois que la formule : le président du gouvernement du territoire « peut également être autorisé à représenter conjointement avec le haut-commissaire le gouvernement de la République au sein d'organismes régionaux du Pacifique Sud » n'est pas très bonne.

Je ne vois pas très bien ce que signifie ici le mot « conjointement ». Il serait meilleur, à mon avis, de retenir une autre formule — je vous la suggère afin que vous puissiez l'étudier avant la deuxième lecture — du genre : « Il peut également être autorisé à représenter, au même titre que le haut-commissaire, le gouvernement de la République au sein d'organismes régionaux du Pacifique Sud. »

Votre texte, monsieur le secrétaire d'Etat, veut-il dire que, comme les gendarmes, le haut-commissaire et le président du gouvernement du territoire iront toujours par deux dans les réunions du Pacifique Sud ? Quelle sera sa signification politique et même psychologique à l'égard des puissances installées autour du territoire de la Polynésie française, l'Australie, le Japon, la Nouvelle-Zélande, sans parler des Etats-Unis ?

A partir du moment où c'est le Président de la République qui donne sa délégation, ne serait-il pas préférable que l'un ou l'autre puisse, au même titre, représenter le gouvernement, étant entendu que, dans tous les cas, c'est le gouvernement de la République qui est représenté ?

M. Michel Suchod, rapporteur. M. Toubon parle-t-il sur l'article ou sur son amendement, monsieur le président ?

M. Jacques Toubon. J'interviens sur l'amendement, monsieur le rapporteur.

M. le président. Monsieur le rapporteur, seul M. Toubon a la parole !

Poursuivez, monsieur Toubon !

M. Jacques Toubon. Dans ces conditions, monsieur le secrétaire d'Etat, s'ils pouvaient, l'un ou l'autre, au même titre, c'est-à-dire comme représentant du gouvernement de la République, représenter le Gouvernement par délégation du Président, nous aurions là une disposition tout à fait positive et, je le crois, bien meilleure non pas pour le gouvernement du territoire, mais pour la représentation du gouvernement de la République dans le Pacifique Sud. Après tout, dans cette affaire, que recherchons-nous ? Nous voulons qu'à travers le territoire de la Polynésie française — et je ne parle pas ici de la Nouvelle-Calédonie — la République française soit représentée du mieux qu'il est possible dans le Pacifique Sud, vis-à-vis des autres puissances qui s'y trouvent.

C'est pourquoi nous souhaitons qu'à la possibilité de participer aux négociations concernant la desserte soit ajoutée la possibilité de participer aux négociations concernant les tarifs de cette desserte maritime et aérienne.

S'agissant de la procédure de représentation, si vous ne souhaitez pas supprimer le mot « conjointement » et adopter les propositions que je vous fais verbalement, au moins que la négociation puisse porter, non seulement sur des accords intéressant la desserte mais aussi sur des accords concernant les tarifs correspondant à cette desserte, à moins que vous ne m'indiquiez que ces accords intéressant la desserte porteront également sur les tarifs, auquel cas notre amendement n° 140 serait satisfait.

M. le président. Quel est l'avis de la commission sur l'amendement ?

M. Michel Suchod, rapporteur. La commission a repoussé cet amendement car elle n'a pas jugé utile, dans cet alinéa qui traite de la possibilité pour le gouvernement du territoire de participer à la négociation des accords intéressant la desserte aérienne et maritime de la Polynésie française, de distinguer au sein de ces accords, qui peuvent être généraux ou particuliers, la question des tarifs.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

Georges Lemoine, secrétaire d'Etat. Défavorable !

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 140.
(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. M. Michel Suchod, rapporteur, a présenté un amendement n° 68 ainsi rédigé :

« Dans la première phrase du dernier alinéa de l'article 36, substituer aux mots : « les autorités de la République peuvent », les mots : « le Président de la République peut ».

La parole est à M. le rapporteur.

M. Michel Suchod, rapporteur. Dans le texte du projet de loi, l'expression « des autorités de la République » nous a paru un peu vague. C'est pourquoi nous avons voulu la préciser en faisant référence au Président de la République, rédaction plus conforme à l'article 52 de la Constitution.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat. Nous nous en remettons à la sagesse de l'Assemblée.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 68.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Le Gouvernement a présenté un amendement n° 210 ainsi rédigé :

« Dans la première phrase du dernier alinéa de l'article 36, substituer au mot : « déléguer », le mot : « délivrer. »

La parole est à M. le secrétaire d'Etat.

M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat. La substitution du mot « délivrer » au mot « déléguer » permet d'éviter que les autorités de la République ne soient dépouillées des pouvoirs qu'elles détiennent en vertu de la Constitution puisque la délégation législative signifie que l'autorité délégante est dépossédée de son pouvoir ; au contraire, la notion de « délivrance » permet à l'autorité qui délègue le pouvoir de le conserver tout en confiant cet exercice, dans un cas précis, à une tierce autorité.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Michel Suchod, rapporteur. Réunie en application de l'article 88 du règlement, la commission a surtout vu dans l'expression proposée par le Gouvernement un anglicisme. C'est pourquoi elle a repoussé cet amendement.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 210.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. M. Salmon, M. Toubon et les membres du groupe du rassemblement pour la République ont présenté un amendement n° 199 ainsi rédigé :

« Dans la première phrase du dernier alinéa de l'article 36, substituer aux mots : « ressortissant à la compétence du », les mots : « intéressant le ».

La parole est à M. Toubon.

M. Jacques Toubon. En vertu de cet amendement, le gouvernement du territoire pourrait, sur autorisation du Président de la République, négocier des accords traitant de matières intéressant le territoire mais ressortissant de la compétence de l'Etat. C'est là un élargissement de la possibilité de délégation accordée au gouvernement du territoire, sans que les matières en question deviennent pour autant de la compétence propre du territoire. Simplement, le Président de la République décide que le président du gouvernement du territoire négociera dans un domaine donné intéressant le territoire.

Au demeurant, la rédaction que je propose est celle retenue par le Gouvernement dans le premier alinéa de l'article 36.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Michel Suchod, rapporteur. Quoique la commission des lois n'ait pas à vérifier si cet amendement est bien présenté au nom des membres du groupe du rassemblement pour la République, je dois avouer que je suis très étonné par son contenu. Me fondant sur les débats en commission, je crois être en mesure d'affirmer que certains membres du groupe auquel appartient M. Toubon n'auraient certainement pas accepté le petit tour de passe-passe qui lui permet d'affirmer que la délégation de pouvoirs par le Président de la République — ou plutôt, comme dit le texte, par les « autorités de la République » — permettrait au gouvernement du territoire de négocier non seulement les accords traitant de matières ressortissant à la compétence du territoire, mais ceux traitant de toute matière « intéressant le territoire ».

Quelle matière n'intéresse pas le territoire ? L'élargissement auquel procède, par une simple modification de mots M. Toubon

est tout à fait considérable, et donc inacceptable. La procédure de l'article 36 est suffisamment originale, novatrice et — il faut le souligner — exceptionnelle pour qu'elle soit parfaitement encastrée dans les dispositions adoptées par le Gouvernement, au terme de toute une série de marches et de démarques ponctuées par l'activité du comité Etat-territoire, et chapeautées, comme chacun sait, par les arbitrages du Président de la République.

Autant j'accepte l'adage : « Donner et retenir ne vaut », autant j'estime qu'il ne faut pas exagérer et avancer à des fins que je dois bien qualifier d'électorales, voire de démagogiques, des propositions tout à fait inacceptables par la majorité.

M. le président. La parole est à M. le président de la commission.

M. Raymond Forni, président de la commission. J'ajouterai quelques mots à ce que vient de dire M. le rapporteur.

Je salue, monsieur Toubon, que vous ayez une conception très présidentielle de la Constitution de la V^e République, mais je ne pensais pas que cela pouvait aller jusque-là.

M. Jacques Toubon. Eh si !

M. Raymond Forni, président de la commission. En fait, vous renoncez aux prérogatives du Parlement et vous voulez accorder un blanc-seing à ceux qui rêvent depuis longtemps de traiter d'égal à égal avec le Président de la République et de passer des accords sans que nous ayons à intervenir à quelque moment que ce soit.

M. Jacques Toubon. C'est au Président de la République de décider !

M. Raymond Forni, président de la commission. L'article 36 fixe clairement les règles du jeu. Les compétences du territoire sont précisées et il est permis au Président de la République de déléguer certains pouvoirs au gouvernement du territoire pour négocier des accords sur le plan international.

Les compétences du territoire s'arrêtent là et j'aimerais qu'on cesse de croire que parce qu'on préside un conseil de gouvernement, on peut quasiment se considérer comme l'égal du responsable de la République tout entière !

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° 199 ?

M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat. Je m'en tiens au texte du projet.

M. le président. La parole est à M. Toubon.

M. Jacques Toubon. Puisque j'ai été mis en cause et qu'on en a appelé au Président de la République, je me permets d'indiquer que la rédaction de l'article 36 n'est pas conforme à l'arbitrage rendu en novembre 1983 par le Président de la République ; celui-ci avait en effet récusé l'adverbe : « conjointement ». Maintenant, tout le monde le sait.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 199.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'article 36, modifié par les amendements adoptés.

(L'article 36, ainsi modifié, est adopté.)

Article 37.

M. le président. « Art. 37. — Le gouvernement du territoire peut déléguer à son président le pouvoir de prendre, avec le contreseing du ministre chargé de l'exécution, des décisions dans les domaines suivants :

« 1° dans les conditions et limites fixées par l'assemblée territoriale, administration des intérêts patrimoniaux et domaniaux du territoire : acquisitions, ventes, échanges ou baux et locations ;

« 2° acceptation ou refus des dons et legs au profit du territoire ;

« 3° actions à intenter ou à soutenir au nom du territoire et transactions sur les litiges ;

« 4° agrément des aérodrômes privés ;

« 5° codifications des réglementations territoriales et mise à jour annuelle des codes. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 37.

(L'article 37 est adopté.)

Article 38.

M. le président. « Art. 38. — Le président du gouvernement du territoire est le chef de l'administration territoriale et l'ordonnateur du budget du territoire.

« Dans les matières de la compétence du territoire, il dispose des agents de l'Etat dans les conditions prévues à l'article suivant.

« Pour la préparation et l'exécution des délibérations de l'assemblée territoriale et du conseil des ministres du territoire, il dispose des services de l'Etat dans les mêmes conditions. »

Je suis saisi de deux amendements identiques, n° 69 et 144.

L'amendement n° 69 est présenté par M. Michel Suchod, rapporteur, et M. Toubon; l'amendement n° 144 est présenté par M. Salmon, M. Toubon et les membres du groupe du rassemblement pour la République.

Ces amendements sont ainsi rédigés :

« Compléter le premier alinéa de l'article 38 par la phrase suivante : « Il peut déléguer ses pouvoirs d'ordonnateur à l'exception de ceux prévus au dernier alinéa de l'article 91. »

La parole est à M. le rapporteur, pour soutenir l'amendement n° 69.

M. Michel Suchod, rapporteur. Cet amendement propose une mesure de bonne administration suggérée par M. Toubon.

M. le président. La parole est à M. Toubon, pour défendre l'amendement n° 144.

M. Jacques Toubon. Je m'en remets aux explications du rapporteur.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement sur les amendements n° 69 et 144 ?

M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat. Favorable.

M. le président. Je mets aux voix par un seul vote les amendements n° 69 et 144.

(Ces amendements sont adoptés.)

M. le président. M. Salmon, M. Toubon et les membres du groupe du rassemblement pour la République ont présenté un amendement n° 146 ainsi rédigé :

« Après le deuxième alinéa de l'article 38, insérer l'alinéa suivant :

« Les fonctionnaires appartenant à des corps de l'Etat et affectés à des services territoriaux sont détachés ou mis à la disposition du président du gouvernement du territoire et sont placés, pour l'exercice de leurs fonctions, sous l'autorité de celui-ci. »

La parole est à M. Toubon.

M. Jacques Toubon. Cet amendement tend à préciser les pouvoirs administratifs du président du gouvernement du territoire. En effet, l'article 38 ne définit pas de façon suffisamment claire l'autorité que le président du gouvernement du territoire peut exercer sur les agents de l'Etat qui sont affectés à des tâches d'intérêt territorial et dans des services territoriaux.

Nous proposons cet amendement par analogie avec les dispositions de l'article 28 de la loi de décentralisation du 2 mars 1982. Au demeurant, cette rédaction avait été approuvée par le comité Etat-territoire.

Si l'amendement n° 146 était repoussé, le président du gouvernement du territoire de la Polynésie française se trouverait dans une situation inférieure à celle des présidents de département qui, en métropole, en vertu de la loi de décentralisation, ont autorité sur les agents de l'Etat affectés dans les services départementaux.

Il s'agit de mettre au même niveau la décentralisation en Polynésie française et la décentralisation en métropole.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Michel Suchod, rapporteur. La commission a repoussé cet amendement, estimant que le problème était réglé par le deuxième alinéa de l'article 39, qui dispose : « Des conventions entre l'Etat et le territoire, signées par le haut-commissaire et le président du gouvernement du territoire, fixent les modalités de mise à la disposition du territoire, en tant que de besoin, des agents et des services de l'Etat. »

L'amendement n° 146 est donc superfluet.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat. Les références à la loi de décentralisation et le parallélisme avec les présidents de conseil général, voire de conseil régional, ne tiennent pas à la lecture de l'article 39.

De même que des conventions règlent ce type de problème entre le commissaire de la République et le président de l'exécutif local en métropole, de même, en Polynésie française, le haut-commissaire pourra procéder par voie de convention avec le responsable du gouvernement du territoire.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 146.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. M. Salmon, M. Toubon et les membres du groupe du rassemblement pour la République ont présenté un amendement n° 147 ainsi rédigé :

« Compléter l'article 38 par l'alinéa suivant :

« Le président du gouvernement du territoire recrute, nomme et administre les agents relevant d'un autre statut et qui exercent leurs fonctions dans les services territoriaux. »

La parole est à M. Toubon.

M. Jacques Toubon. Cet amendement procède du même esprit que l'amendement n° 146. Je tiens à souligner que l'argumentation de M. le secrétaire d'Etat se détruit elle-même. Il nous explique qu'en métropole des conventions ont été négociées entre le commissaire de la République et l'exécutif départemental; mais il ne nie pas que l'article 28 de la loi de 1982 dispose que les agents de l'Etat sont placés sous l'autorité de l'exécutif départemental, ce qui prouve bien que la convention ne peut régler à elle seule les problèmes!

Je demande simplement que la Polynésie française bénéficie du même traitement que la métropole, d'une disposition de *plano*. En effet, il serait pour le moins curieux que la liberté dont jouit l'exécutif départemental ou régional en métropole soit plus large que celle dont bénéficierait l'exécutif d'un territoire situé à dix-huit mille kilomètres de la métropole, alors même que ce territoire se verrait reconnaître une certaine autonomie. La contradiction serait éclatante.

Puisque, en métropole, existent la possibilité de conventions et les dispositions de l'article 28 de la loi de 1982, qu'on prévoit pour la Polynésie française des conventions au titre de l'article 39 de ce projet et, par ailleurs, une disposition analogue à celle de l'article 28, prévoyant que l'exécutif territorial a autorité sur les agents de l'Etat mis à la disposition des services territoriaux. Nous aurions ainsi une véritable mise à niveau, que vous semblez souhaiter mais que ne permet pas ce texte.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Michel Suchod, rapporteur. La commission a repoussé cet amendement, estimant que le premier alinéa de l'article 38 était suffisant : « Le président du gouvernement du territoire est le chef de l'administration territoriale et l'ordonnateur du budget du territoire. » Il a donc le pouvoir de recruter, de nommer et d'administrer les agents et fonctionnaires de tous ordres.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat. Il convient de ne laisser subsister aucune ambiguïté sur le point évoqué à l'instant par M. Toubon.

Il faut distinguer le personnel relevant de l'Etat, et dépendant du haut-commissaire, et la fonction publique territoriale. Des conventions régleront le problème des agents de l'Etat mis à la disposition du territoire. Il est évident qu'à partir du moment où ils travailleront pour le compte du territoire, ils relèveront de l'autorité territoriale.

M. le président. La parole est à M. Toubon.

M. Jacques Toubon. Les précisions fournies par le rapporteur quant au recrutement et à l'administration des agents de l'Etat dans les services territoriaux me satisfont. Je retire donc l'amendement n° 147.

Mais, s'agissant de l'amendement n° 146, pourquoi M. le secrétaire d'Etat n'a-t-il pas voulu que soit écrit ce qu'il vient de dire ?

M. le président. L'amendement n° 147 est retiré.

Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'article 38, modifié par les amendements adoptés.

(L'article 38, ainsi modifié, est adopté.)

Article 39.

M. le président. « Art. 39. — La coordination entre l'action des services de l'Etat et ceux du territoire est assurée conjointement par le haut-commissaire et le président du gouvernement du territoire.

« Des conventions entre l'Etat et le territoire, signées par le haut-commissaire et le président du gouvernement du territoire, fixent les modalités de mise à la disposition du territoire, en tant que de besoin, des agents et des services de l'Etat.

« Des conventions entre l'Etat et le territoire fixent les modalités des concours financiers et techniques que l'Etat peut apporter aux investissements économiques et sociaux ou aux programmes éducatifs du territoire.

« Au cas où les besoins des services publics territoriaux rendent nécessaires les concours d'organismes ou d'établissements publics métropolitains, les modalités de ces concours sont fixées par des conventions passées entre eux et le territoire.

« Le président du gouvernement du territoire signe, au nom du territoire, les conventions mentionnées aux trois alinéas précédents. »

M. Salmon, M. Toubon et les membres du groupe du rassemblement pour la République ont présenté un amendement, n° 148, ainsi rédigé :

« Après le premier alinéa de l'article 39, insérer l'alinéa suivant :

« Il devra notamment en être ainsi lors de la préparation et de la mise en œuvre des plans d'organisation des secours. »

La parole est à M. Toubon.

M. Jacques Toubon. Cet amendement ouvre le débat que nous avons eu, lors de l'examen de l'article 3, à propos de la compétence de l'Etat en matière de protection civile. Nous proposons de prévoir une compétence conjointe de l'Etat et du territoire pour la mise en œuvre du plan Orsec.

A l'article 3, la majorité n'a pas souhaité retenir notre proposition ; sans doute ne souhaiterait-elle pas retenir sa traduction à l'article 39. L'article 3 constituait en quelque sorte la coquille et l'article 39 représente le contenu de la disposition. J'ai déjà indiqué les raisons pour lesquelles il me paraissait nécessaire que le territoire soit associé à l'Etat pour la mise en œuvre du plan Orsec.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Michel Suchad, rapporteur. Pour les raisons que vient d'indiquer M. Toubon, la commission a repoussé cet amendement.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat. Nous nous sommes déjà longuement expliqués sur ce point.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 148.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'article 39.

(L'article 39 est adopté.)

Article 40.

M. le président. « Art. 40. — Les membres du gouvernement du territoire adressent aux chefs des services territoriaux et, en application des conventions mentionnées à l'article précédent, aux chefs des services de l'Etat toutes instructions nécessaires pour l'exécution des tâches de la compétence du territoire. Ils sont autorisés, dans les mêmes conditions, à leur donner délégation de signature. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 40.

(L'article 40 est adopté.)

Après l'article 40.

M. le président. M. Salmon et les membres du groupe du rassemblement pour la République ont présenté un amendement, n° 149, ainsi rédigé :

« Après l'article 40, insérer l'article suivant :

« Les attributions du gouvernement du territoire sont collégiales quant à la gestion générale des affaires de compétences territoriale et individuelles quant à la gestion particulière et au fonctionnement des services publics territoriaux dont chaque ministre du territoire a la charge. Les attributions individuelles des ministres du territoire s'exercent par délégation du président du gouvernement du territoire et dans le cadre des décisions prises par le conseil des ministres du territoire.

« Chaque ministre du territoire est responsable devant le conseil des ministres du territoire du fonctionnement des services et de la gestion des affaires relevant du secteur administratif dont il est chargé ; il l'en tient régulièrement informé. »

La parole est à M. Toubon.

M. Jacques Toubon. Cet amendement, en fait, doit se lire en référence avec l'article 34 du statut du projet de loi dont nous discutons et qui dispose :

« Le président du gouvernement du territoire est le chef de l'exécutif territorial et, à ce titre, représente le territoire.

« Dans les conditions prévues au premier alinéa de l'article 8 — qui a d'ailleurs été réservé — le président du gouvernement définit les attributions de chaque ministre et délègue à chacun d'entre eux les pouvoirs correspondants. Il dirige et coordonne l'action des ministres. Ses actes sont contresignés, le cas échéant, par les ministres chargés de leur exécution. »

Dans cette perspective, nous souhaiterions fixer les choses et préciser que, d'une part, « Les attributions du gouvernement du territoire sont collégiales quant à la gestion générale des affaires de compétence territoriale, et individuelles quant à la gestion particulière et au fonctionnement des services publics territoriaux dont chaque ministre du territoire a la charge. »

D'autre part, nous souhaitons adjoindre les mots : « Les attributions individuelles des ministres du territoire s'exercent par délégation du président du gouvernement du territoire et dans le cadre des décisions prises par le conseil des ministres du territoire. »

Enfin, nous entendons affirmer : « Chaque ministre du territoire est responsable devant le conseil des ministres du territoire du fonctionnement des services et de la gestion des affaires relevant du secteur administratif dont il est chargé ; il l'en tient régulièrement informé. »

En réalité, cet amendement n'introduit aucune innovation juridique. Il ne tend pas à ajouter au texte, mais à bien définir les responsabilités et le rôle des uns et des autres.

Il contient un point important, le fait que les ministres tiendraient leurs attributions d'une délégation du président du gouvernement. Il serait intéressant, en effet, qu'on reconnaisse aux ministres une certaine autorité sur les services placés sous leur contrôle et, au-dessus d'eux, qu'on proclame la responsabilité collégiale du conseil des ministres.

Peut-être, monsieur le secrétaire d'Etat, pourriez-vous, sur ce point, m'indiquer que telle est bien votre conception.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Michel Suchad, rapporteur. La commission a repoussé cet amendement dont le dispositif relève davantage du commentaire de la loi que de la loi elle-même. Au surplus, les explications qui l'ont accompagné présentent une version présidentialiste assez éloignée du système que nous avons souhaité établir.

M. Jacques Toubon. Je n'ai pas fait de commentaire, je me suis presque borné à lire le texte de l'amendement !

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat. J'ai un peu le sentiment qu'il s'agit d'une glose, car cet amendement n'apporte rien de neuf à l'ensemble du texte.

Nous avons affirmé, mesdames, messieurs, tout au long de cette discussion, que le pouvoir devait être assumé d'une manière collégiale. Que faites-vous, monsieur Toubon, sinon rappeler que le président du gouvernement est tout puissant, et qu'il délègue ses pouvoirs ? Mais cette forme d'exercice du pouvoir, vous le retrouvez dans un certain nombre d'articles, y compris les articles 8, 9 et 10 ! Nous ne voyons donc pas l'intérêt de votre proposition.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 149.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. La suite de la discussion est renvoyée à la prochaine séance.

— 3 —

DEPOT DE RAPPORTS

M. le président. J'ai reçu de M. Lucien Couqueberg un rapport, fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux droits des familles dans leurs rapports avec les services chargés de la protection de la famille et de l'enfance et au statut des pupilles de l'Etat (n° 2013).

Le rapport sera imprimé sous le numéro 2098 et distribué.

J'ai reçu de Mme Eliane Provost un rapport, fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la vaccination antivariolique (n° 2093).

Le rapport sera imprimé sous le numéro 2100 et distribué.

J'ai reçu de M. André Lotte un rapport, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964, relatif au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution (n° 2043).

Le rapport sera imprimé sous le numéro 2099 et distribué.

— 4 —

DEPOT D'UN PROJET DE LOI ADOPTE PAR LE SENAT

M. le président. J'ai reçu, transmis par M. le Premier ministre, un projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant la loi n° 75-628 du 11 juillet 1975 relative au Crédit maritime mutuel.

Le projet de loi sera imprimé sous le numéro 2097, distribué et renvoyé à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, à défaut de constitution d'une commission spéciale dans les délais prévus par les articles 30 et 31 du règlement.

— 5 —

DEPOT D'UN RAPPORT SUR LA TAXE D'HABITATION

M. le président. J'ai reçu de M. le Premier ministre, en application de l'article 22 de la loi de finances rectificative pour 1982, n° 82-540 du 28 juin 1982, un rapport sur la taxe d'habitation.

Ce rapport sera distribué.

— 6 —

DEPOT D'UN RAPPORT SUR L'EXECUTION DE LA LOI N° 80-1102 DU 31 DECEMBRE 1980 COMPLETANT LA LOI N° 79-15 DU 3 JANVIER 1979 INSTITUANT UNE DOTATION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT VERSEE PAR L'ETAT AUX COLLECTIVITES LOCALES ET A CERTAINS DE LEURS GROUPEMENTS

M. le président. J'ai reçu de M. le Premier ministre, en application de l'article 22 de la loi n° 80-1102 du 31 décembre 1980 complétant la loi n° 79-15 du 3 janvier 1979 instituant une dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales et à certains de leurs groupements, un rapport sur l'exécution de cette loi en 1983.

Le rapport sera distribué.

— 7 —

TRANSMISSION DE DOCUMENTS DE L'ASSEMBLEE TERRITORIALE DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

M. le président. J'ai reçu de M. le Premier ministre une lettre, en date du 9 mai 1984, me transmettant, pour compléter l'information du Parlement, copie du procès-verbal de la séance du 12 avril 1984, au cours de laquelle l'assemblée territoriale de la Polynésie française a examiné le projet de loi portant statut du territoire de la Polynésie française (n° 1871).

Cette communication a été transmise à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

— 8 —

ORDRE DU JOUR

M. le président. Aujourd'hui, à quinze heures, première séance publique :

Vote sans débat du projet de loi n° 1264 autorisant la ratification d'un accord instituant une Fondation européenne (ensemble un acte final et un arrangement) (rapport n° 2065 de M. Paul Dhaille au nom de la commission des affaires étrangères) ;

Vote sans débat du projet de loi n° 1992 autorisant l'approbation d'une convention de coopération judiciaire entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République portugaise, relative à la protection des mineurs (rapport n° 2066 de M. Théo Vial-Massat au nom de la commission des affaires étrangères) ;

Vote sans débat du projet de loi n° 1995 autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et l'Organisation de l'aviation civile internationale relatif au statut de l'Organisation en France (ensemble deux annexes et deux échanges de lettres interprétatives) (rapport n° 2067 de M. Xavier Deniau au nom de la commission des affaires étrangères) ;

Vote sans débat du projet de loi n° 1999 autorisant l'approbation d'un protocole entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République tunisienne relatif à la formation professionnelle et à la promotion de l'emploi (rapport n° 2064 de M. Robert Montdargent au nom de la commission des affaires étrangères) ;

Suite de la discussion, après déclaration d'urgence, du projet de loi n° 1871 portant statut du territoire de la Polynésie française (rapport n° 2082 de M. Michel Suchod, au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République).

A vingt et une heures trente, deuxième séance publique :

Suite de l'ordre du jour de la première séance.

La séance est levée.

(La séance est levée le jeudi 10 mai 1984, à une heure cinquante-cinq.)

Le Directeur du service du compte rendu sténographique de l'Assemblée nationale,

LOUIS JEAN.

Ordre du jour établi par la conférence des présidents

(Réunion du mercredi 9 mai 1984)

La conférence des présidents a établi comme suit l'ordre du jour des séances que l'Assemblée tiendra jusqu'au mardi 22 mai 1984, inclus.

Mercredi 9 mai 1984, soir (vingt et une heures trente) :

— Suite de la discussion du projet de loi portant statut du territoire de la Polynésie française (n° 1871-2082).

Judi 10 mai 1984, après-midi (quinze heures) et soir (vingt et une heures trente) :

Vote sans débat :

Du projet de loi autorisant la ratification d'un accord instituant une fondation européenne (ensemble un acte final et un arrangement) (n° 1264-2065) ;

Du projet de loi autorisant l'approbation d'une convention de coopération judiciaire entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République portugaise, relative à la protection des mineurs (n° 1992-2066) ;

Du projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et l'Organisation de l'aviation civile internationale relatif au statut de l'Organisation en France (ensemble deux annexes et deux échanges de lettres interprétatives) (n° 1995-2067) ;

Du projet de loi autorisant l'approbation d'un protocole entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République tunisienne relatif à la formation professionnelle et à la promotion de l'emploi (n° 1999-2064) ;

Suite de la discussion du projet de loi portant statut du territoire de la Polynésie française (n° 1871-2082).

Vendredi 11 mai 1984, matin (neuf heures trente) :

Questions orales sans débat.

Le texte de ces questions est reproduit ci-après en annexe.

Vendredi 11 mai 1984, après-midi (quinze heures) :

Discussion du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'usage vétérinaire de substances anabolisantes et à l'interdiction de diverses autres substances (n° 2036-2081) ;

Discussion, en deuxième lecture, du projet de loi tendant à faciliter l'accès à la propriété immobilière avec occupation anticipée (n° 2039-2083) ;

Discussion du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la révision du prix des contrats de construction de maison individuelle et de vente d'immeuble à construire (n° 2054).

Lundi 14 mai 1984, après-midi (quinze heures) et soir (vingt et une heures trente) :

Discussion du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux droits des familles dans leurs rapports avec les services chargés de la protection de la famille et de l'enfant et au statut des pupilles de l'Etat (n° 2013).

Mardi 15 mai 1984, matin (neuf heures trente) :

Discussion du projet de loi, adopté par le Sénat, abrogeant la loi n° 263 du 17 mai 1943 et modifiant certaines dispositions du code de la santé publique relatives aux professions médicales et aux auxiliaires médicaux et l'article L. 283 du code de la sécurité sociale (n° 2053) ;

Discussion du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la vaccination antivariolique (n° 2093) ;

Discussion des conclusions du rapport sur les propositions de loi :

1° De M. Jacques Barrot tendant à compléter l'article L. 512 du code de la santé publique pour réserver aux pharmaciens la délivrance au public de certaines essences végétales ;

2° De M. Théo Vial-Massat et plusieurs de ses collègues tendant à compléter l'article L. 512 du code de la santé publique pour réserver aux pharmaciens la délivrance au public de certaines essences végétales (n° 422, 1191, 2045).

Mardi 15 mai 1984, après-midi (seize heures) et soir (vingt et une heures trente) :

Discussion du projet de loi tendant à renforcer les droits des personnes en matière de placement en détention provisoire et d'exécution d'un mandat de justice (n° 2070).

Mercredi 16 mai 1984, matin (neuf heures trente) :

Discussion des conclusions du rapport des propositions de résolution :

1^o De M. André Lajoinie et plusieurs de ses collègues tendant à la création d'une commission d'enquête parlementaire chargée d'examiner les conditions dans lesquelles l'opération dite « avions renifleurs » a pu être menée par la Société nationale ERAP ;

2^o De M. Pierre Joxe et plusieurs de ses collègues tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'examiner les conditions dans lesquelles des fonds ont pu être affectés depuis 1976 à une invention scientifique susceptible de bouleverser la recherche pétrolière (n^o 1946, 1964, 1987).

Mercredi 16 mai 1984, après-midi (quinze heures), après les questions au Gouvernement, et soir (vingt et une heures trente) :

Discussion du projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant la loi n^o 64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution (n^o 2043) ;

Discussion, en deuxième lecture, du projet de loi relatif à la pêche en eau douce et à la gestion des ressources piscicoles (n^o 2056).

Judi 17 mai 1984, après-midi (quinze heures) et soir (vingt et une heures trente) :

Discussion du projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Espagne concernant la modification de la frontière le long de la route transpyrénéenne d'Arette à Isaba (n^o 1993, 2015) ;

Discussion du projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République italienne relatif à l'entretien des bornes et de la frontière (n^o 1994, 2016) ;

Discussion du projet de loi autorisant l'adhésion de la République française à une convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines, et sur leur destruction (n^o 1996) ;

Discussion du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la création du carrefour international de la communication (n^o 276).

Vendredi 18 mai 1984, matin (neuf heures trente) :

Questions orales sans débat.

Vendredi 18 mai 1984, après-midi (quinze heures) :

Eventuellement, suite de l'ordre du jour du jeudi 18 mai.

Lundi 21 mai 1984, après-midi (quinze heures) et soir (vingt et une heures trente), et mardi 22 mai 1984, matin (neuf heures trente), après-midi (seize heures) et soir (vingt et une heures trente) :

Discussion du projet de loi relatif aux rapports entre l'Etat, les communes, les départements, les régions et les établissements d'enseignement privés (n^o 2051).

ANNEXE

QUESTIONS ORALES INSCRITES A L'ORDRE DU JOUR DU VENDREDI 11 MAI 1984

Questions orales sans débat :

Question n^o 615. — M. Guy Béche appelle l'attention de M. le ministre de l'économie, des finances et du budget sur l'application de la directive du conseil des communautés européennes adoptée le 17 mai 1977, qui assujettit au régime de la T.V.A. les subventions versées par les communes aux concessionnaires ou exploitants de services publics. L'Assemblée nationale française a adopté cette directive par la loi du 29 décembre 1978. Ainsi, les collectivités locales organisatrices de transports en commun de voyageurs sont soumises à cette obligation. Or un différend sur le champ d'application existe aujourd'hui entre elles, regroupées au sein du groupement des autorités responsables de transports, et le ministère de l'économie et des finances. Des discussions sont en cours afin d'apurer ce contentieux. Il lui demande quelles dispositions compte prendre le ministère de l'économie et des finances pour régler cette importante question en tenant compte de la volonté des élus eu égard au budget de leurs collectivités.

Question n^o 605. — M. Pierre Gascher expose à M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé du budget, que l'aveuglement de l'administration fiscale peut conduire un industriel de bonne foi, entreprenant et compétitif à envisager de fermer son entreprise et de licencier son personnel sans autre raison particulière. L'en-

treprise Sotapharm de la Ferté-Saint-Bernard (Sarthe) utilise des techniques de pointe, fabrique 600 millions d'ampoules pharmaceutiques par an, couvre 25 p. 100 du marché national et exporte dans la plupart des pays d'Europe. Elle emploie 130 personnes qui participent aux bénéfices. Cette société a fait l'objet d'un contrôle fiscal voici sept ans environ, sans résultat, sans amende. Un nouveau contrôle fiscal a eu lieu en 1983 dans la société filiale, située à Paris, qui commercialise le produit. Il n'a donné lieu à aucune poursuite ni redressement. Or, pour des raisons non précisées, le patron de Sotapharm a été avisé qu'il serait contrôlé à nouveau au cours de ce mois. Le chef d'entreprise ne comprend pas cette mesure arbitraire et ne peut admettre le climat de suspicion dont il est la victime. En conséquence, âgé de soixante ans, il envisage de fermer son usine pour prendre sa retraite. Une démarche auprès de la direction départementale des services fiscaux, puis de la direction régionale, effectuée par l'auteur de la présente question, est restée sans résultat. Il lui demande de bien vouloir intervenir dans cette affaire en rendant son arbitrage. L'industriel concerné ne conteste pas la légitimité des contrôles fiscaux, mais il ne comprend pas l'acharnement dont il est l'objet et, s'il s'agit d'une erreur, demande qu'on la répare. Il est incompréhensible, compte tenu du chômage galopant qui frappe l'économie française, de privilégier un instant la pratique administrative aux dépens de l'emploi. Le sort de 130 salariés, disposant d'un poste hautement productif est suspendu à la décision qui va être prise...

Question n^o 610. — M. Bruno Bourg-Broc attire l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur l'aggravation de la situation de l'éducation artistique dans les lycées, collèges et lycées d'enseignement professionnel qui ont connu, pour plusieurs centaines d'entre eux, des suppressions d'horaires en arts plastiques et en éducation musicale, lors de la dernière rentrée ; il lui a demandé quelles dispositions il comptait prendre pour rétablir ces enseignements assurés les années précédentes. Force lui est de constater qu'il ne lui a pas été répondu sur cette question, de même qu'aucune disposition n'a été prise pour interdire toute suppression d'heures à la rentrée prochaine dans ces disciplines particulièrement menacées dans le contexte budgétaire actuel. Par le biais de la dotation globale, de nombreux collèges verront une fois de plus leurs horaires amputés dans ces disciplines. Il attire par ailleurs son attention — et il n'est pas le seul à le faire s'il en juge par le nombre et la qualité des signataires prestigieux qui se sont exprimés à ce sujet dans une lettre ouverte au Président de la République le 14 février 1984 — sur la titularisation de plusieurs centaines de maîtres auxiliaires d'éducation musicale et d'arts plastiques qui devront enseigner en bivalence les mathématiques ou les lettres. Il a été répondu à cette question par un communiqué de presse qui précisait que des dispositions seraient prises pour que les intéressés enseignent « quasi exclusivement dans leur discipline d'origine ». Ce « quasi » n'a rien de rassurant pour tous ceux qui sont attachés à l'enseignement des disciplines de la sensibilité, comme d'ailleurs à l'enseignement des mathématiques et des lettres. C'est pourquoi il lui demande quelles dispositions il compte prendre pour veiller à ce que ces enseignants, au moment où près de sept cent mille élèves des collèges, lycées et lycées d'enseignement professionnel français sont totalement privés des cours d'éducation musicale ou d'arts plastiques, voient leur service assuré, non pas quasi-exclusivement mais intégralement. La troisième question portera sur la décision, parue au *Bulletin officiel* du 12 janvier 1984 — c'est-à-dire le lendemain d'un conseil des ministres qui avait, entre autres questions, à son ordre du jour le développement de l'éducation artistique — de « l'optionnalisation » des disciplines artistiques dans les collèges aux niveaux quatrième et troisième, c'est-à-dire le choix entre musique ou dessin et ce, dès la rentrée prochaine. Pourquoi alors ne pas avoir à envisager un choix entre la physique et la chimie ou entre l'histoire et la géographie. Chacun a conscience du caractère antidémocratique de cette mesure qui remet en question le droit de chaque enfant de ce pays à l'accès à ces deux disciplines fondamentales ; il lui demande donc d'abroger la circulaire du 12 janvier.

Question n^o 612. — M. Bernard Derossier attire l'attention de M. le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale sur le problème suivant : un courrier récent du directeur de la caisse régionale d'assurance maladie Nord-Picardie, adressé aux présidents d'association soins et aide à domicile aux personnes âgées, les informait des difficultés financières rencontrées par la caisse régionale en matière d'aide ménagère et des mesures prises par son conseil d'administration afin que cet organisme ne soit pas en cessation de paiement. Ainsi, la caisse régionale prévoit déjà l'impossibilité de rembourser, pour l'année 1984, un nombre d'heures équivalent à celui de 1983. De plus, elle

conseille de ne pas dispenser, au cours du premier semestre 1984, plus de trois quarts des heures réalisées durant le même semestre 1983. Par exemple, une personne âgée qui bénéficiait en 1983 de vingt-huit heures par mois, ne pourra plus bénéficier que de vingt et une heures. Cette baisse supprime pratiquement le bénéfice de l'aide ménagère pour le sixième mois. Aussi, alors qu'il encourage la politique du maintien à domicile des personnes âgées handicapées et d'autres personnes dépendantes permettant de limiter le coût des dépenses de la sécurité sociale, un financement moindre des services d'aide ménagère par les organismes compétents paraît être un signe inquiétant pour l'ensemble de ce secteur. C'est pourquoi il lui demande s'il peut lui indiquer les mesures qu'il compte prendre en ce domaine, remédiant ainsi à cette situation préoccupante pour un nombre important de nos concitoyens.

Question n° 611. — Mme Florence d'Harcourt appelle l'attention de Mme le secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la famille, de la population et des travailleurs immigrés, sur le caractère inquiétant du bilan démographique de l'année 1983, publié récemment par l'I. N. S. E. E. 750 000 naissances l'an dernier, cela porte à 1,8 enfant par femme l'indice de fécondité qui continue donc de baisser. Elle lui fait observer que la chute de la natalité, loin d'avoir été enravée, s'accélère. En effet, chaque année, les femmes vivantes ont moins d'enfants, et, en même temps, chaque année, il y a moins de femmes vivantes. Aussi la chute s'accélère, et plus le temps va, plus il sera difficile d'inverser la tendance. Elle s'inquiète du décalage, voire des contradictions entre les déclarations d'intention du Gouvernement en matière de politique familiale, et la réalité des faits. Elle relève les propos du secrétaire d'Etat, dont elle approuve la teneur : « pour remonter le taux de la natalité, il faut que le Gouvernement ait une bonne politique familiale, mais aussi et surtout, une parfaite compréhension de ces problèmes par l'ensemble de la nation », mais s'inquiète de constater par ailleurs que la chute brutale de la natalité intervient environ neuf mois après la banalisation de l'avortement, remboursé comme un vulgaire acte médical ; neuf mois également après l'annonce de la réduction de l'allocation post-natale pour le troisième enfant. En conséquence, elle lui demande quelles mesures concrètes et quantifiables elle entend prendre pour aider les familles nombreuses, notamment en ce qui concerne l'évolution du pouvoir d'achat des allocations familiales pour les familles de plus de deux enfants. Elle lui demande quelles mesures (notamment fiscales) à prévues le Gouvernement pour encourager le mariage au détriment du concubinage, la corrélation entre l'affaiblissement du mariage et la diminution du nombre d'enfants n'étant plus à démontrer. Elle lui demande enfin la teneur des projets de loi qui seront déposés au Parlement dans le cadre du programme prioritaire d'exécution n° 8 du 9^e Plan.

Question n° 614. — M. Jean-Claude Dessein appelle l'attention de M. le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale sur le développement du travail clandestin. Ce phénomène, outre qu'il constitue une concurrence déloyale à l'égard des professionnels déclarés, représente une atteinte inacceptable au code du travail et met en danger l'emploi dans les entreprises subissant des pertes de commande du fait de cette activité illégale. De plus, il entre en contradiction totale avec la notion même de solidarité nationale défendue par le Gouvernement. En conséquence il lui demande quelles mesures il compte prendre pour éviter que ceux dont l'activité professionnelle est légalement déclarée ne soient pénalisés.

Question n° 613. — M. François Massot appelle l'attention de M. le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale sur la question des travailleurs en contact avec des produits chimiques nocifs, et notamment le chlorure de vinyle. Les personnels concernés demandent depuis plusieurs années leur mise à la retraite anticipée, amplement justifiée par les dangers encourus et les maladies contractées. Actuellement, ces dangers n'ont été pris en compte, comme en témoignent les améliorations apportées aux procédés de fabrication, notamment du C. V. M. et du P. V. C., à la suite du décret du 12 mars 1980 réglementant la protection des travailleurs dans les ateliers de chlorure de vinyle. Le fait est donc reconnu, l'exposition au chlorure de vinyle entraîne des maladies et des lésions graves, répertoriées au tableau des cinquante-deux maladies professionnelles. Il lui demande donc, si les pouvoirs publics sont prêts à procéder aux aménagements réglementaires nécessaires pour assurer le départ en retraite anticipé des travailleurs exposés au chlorure de vinyle.

Question n° 617. — Mme Muguette Jacquaint attire l'attention de M. le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale sur l'émotion que soulève l'escroquerie au détriment de la sécurité sociale faite par des cliniques privées. A travers un montage financier permettant à des cliniques privées d'obte-

nir l'agrément des autorités de tutelle en matière de santé, plus de 425 millions de centimes ont été détournés du budget de la sécurité sociale. Elle lui demande les mesures qu'il compte prendre pour que les responsables de cette escroquerie soient poursuivis et pour que des faits similaires ne puissent se reproduire.

Question n° 620. — M. Emile Kœhl demande à M. le ministre des relations extérieures où en est le dossier « Indemnisation des survivants des 130 000 Alsaciens et Mosellans incorporés de force dans l'armée allemande durant la Seconde Guerre mondiale ». Le crime de guerre, en violation de la convention de La Haye du 18 octobre 1907, que fut l'incorporation de force dans l'armée allemande de 130 000 Français originaires des départements de l'Alsace et de la Moselle, avec son bilan tragique de 40 000 tués et disparus, 30 000 rentrés diminués physiquement et des milliers de rapatriés décédés prématurément, n'a rien à voir avec la forêt du Mundat et les biens sous séquestre. L'indemnisation des « malgré-nous » est et doit rester en dehors du règlement d'un différend territorial. Le paiement de l'indemnisation prévue par l'accord franco-allemand du 31 mars 1981 représente, pour les incorporés de force, d'une part, la reconnaissance du crime de guerre dont ils ont été victimes, d'autre part, la réparation par la République fédérale d'Allemagne du préjudice qu'ils ont subi.

Question n° 619. — M. Emmanuel Hamel signale à l'attention de M. le ministre de l'industrie et de la recherche les résultats positifs de la convention nationale de solidarité appliquée depuis 1982 entre le Gouvernement et l'industrie textile : progression de 25 p. 100 par an des investissements ; augmentation de 3 milliards de francs en 1983 des exportations textiles, qui atteignent 44 p. 100 de la production ; sensible amélioration de la situation de l'emploi, dont la diminution a pu être ramenée en deux ans de 7 p. 100 à 2 p. 100 par an. Il lui rappelle que les contrats d'allègement de charges souscrits par environ 60 p. 100 des 2 500 entreprises textiles arrivent à échéance. Aussi, lui demande-t-il, dans la perspective des efforts à réaliser et des moyens à promouvoir pour maintenir puis augmenter l'emploi dans les industries du textile et de l'habillement, s'il n'estime pas devoir prolonger au-delà de 1982 l'allègement des charges sociales des entreprises textiles décidé par la convention nationale de solidarité conclue en mars 1982.

Question n° 616. — M. Yves Tavernier appelle l'attention de M. le ministre de l'industrie et de la recherche sur la mise en application du décret n° 83-1260 du 30 décembre 1983, qui fixe les dispositions statutaires communes aux corps de fonctionnaires des établissements publics, scientifiques et technologiques. Il se félicite du fait que, depuis la sortie du décret, un certain nombre d'établissements, dont le C.N.R.S., aient été transformés en établissements publics, scientifiques et technologiques. Il rappelle que ce statut, élaboré après consultation des instances scientifiques et des organisations syndicales représentatives, devait concrétiser, à partir du 1^{er} janvier 1984, le principe de la titularisation dans la fonction publique qui avait été fixé par la loi d'orientation et de programmation de la recherche du 15 juillet 1982. Des mesures d'accompagnement se négocient actuellement au ministère de l'industrie et de la recherche avec les organisations syndicales depuis février 1984. Le but de ces négociations est d'avoir abordé l'ensemble des problèmes et obtenu l'arbitrage des trois ministères concernés (ministère de l'industrie et de la recherche, secrétariat d'Etat à la fonction publique, secrétariat d'Etat au budget) avant le début de l'été. Il rappelle que le calendrier proposé par le ministère de l'industrie et de la recherche est le suivant : entre janvier et juin 1984, les négociations doivent porter sur les décrets d'application à chaque organisme. En juin 1984, les décrets d'application doivent paraître. Entre juin 1984 et décembre 1984, les propositions de titularisation devraient être faites à chaque agent. En janvier 1984, la titularisation devait être effective et ce, à compter du 1^{er} janvier 1984. Il demande au ministère si ce délai pourra être tenu. Il aimerait connaître, en outre, sa position sur le rachat des points de retraite, les primes, les problèmes liés à la carrière des chercheurs, ainsi que sur le reclassement des personnels actuellement sous-classés.

Question n° 618. — M. Jean Jarosz interroge M. le ministre de l'industrie et de la recherche sur la situation de l'Institut Pasteur Production. Regroupant actuellement 1 040 salariés, l'Institut Pasteur Production fait l'objet d'un projet de restructuration qui entraînerait la suppression de 99 postes, dont 85 à Marnes-la-Coquette, 10 à Vaudreuil, 4 à Steenvoorde et Ville-neuve-d'Ascq. C'est pourquoi il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que l'Institut Pasteur Production ne soit pas victime d'un démantèlement à plus ou moins long terme mais, bien au contraire, participe au mouvement national de reconquête de notre économie.

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

Enseignement secondaire (fonctionnement)

610. — 10 mai 1984. — **M. Bruno Bourg-Broc** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur l'aggravation de la situation de l'éducation artistique dans les lycées, collèges et lycées d'enseignement professionnel qui ont connu, pour plusieurs centaines d'entre eux, des suppressions d'horaires en arts plastiques et en éducation musicale, lors de la dernière rentrée; il lui a demandé quelles dispositions il comptait prendre pour rétablir ces enseignements assurés les années précédentes. Force lui est de constater qu'il ne lui a pas été répondu sur cette question, de même qu'aucune disposition n'a été prise pour interdire toute suppression d'heures à la rentrée prochaine dans ces disciplines particulièrement menacées dans le contexte budgétaire actuel. Par le biais de la dotation globale, de nombreux collèges verront une fois de plus leurs horaires amputés dans ces disciplines. Il attire par ailleurs son attention — et il n'est pas le seul à le faire s'il en juge par le nombre et la qualité des signataires prestigieux qui se sont exprimés à ce sujet dans une lettre ouverte au Président de la République le 14 février 1984 — sur la titularisation de plusieurs centaines de maîtres auxiliaires d'éducation musicale et d'arts plastiques qui devront enseigner en bivalence les mathématiques ou les lettres. Il a été répondu à cette question par un communiqué de presse qui précisait que des dispositions seraient prises pour que les intéressés enseignent « quasi-exclusivement dans leur discipline d'origine ». Ce « quasi » n'a rien de rassurant pour tous ceux qui sont attachés à l'enseignement des disciplines de la sensibilité, comme d'ailleurs à l'enseignement des mathématiques et des lettres. C'est pourquoi il lui demande quelles dispositions il compte prendre pour veiller à ce que ces enseignants, au moment où près de sept cent mille élèves des collèges, lycées et L.E.P. français sont totalement privés des cours d'éducation musicale ou d'arts plastiques, voient leur service assuré, non pas quasi-exclusivement mais intégralement. La troisième question portera sur la décision, parue au *Bulletin officiel* du 12 janvier 1984 — c'est-à-dire le lendemain d'un conseil des ministres qui avait, entre autres questions, à son ordre du jour le développement de l'éducation artistique — de l'« optionalisation » des disciplines artistiques dans les collèges aux niveaux quatrième et troisième, c'est-à-dire le choix entre musique ou dessin et ce, dès la rentrée prochaine. Pourquoi alors ne pas avoir à envisager un choix entre la physique et la chimie ou entre l'histoire et la géographie? Chacun a conscience du caractère antidémocratique de cette mesure qui remet en question le droit de chaque enfant de ce pays à l'accès à ces deux disciplines fondamentales; il lui demande donc d'abroger la circulaire du 12 janvier.

Famille (politique familiale).

611. — 10 mai 1984. — **Mme Florence d'Harcourt** appelle l'attention de **Mme le secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la famille, de la population et des travailleurs immigrés**, sur le caractère inquiétant du bilan démographique de l'année 1983, publié récemment par l'I.N.S.E.E. 750 000 naissances l'an dernier, cela porte à 1,8 enfant par femme l'indice de fécondité qui continue donc de baisser. Elle lui fait observer que la chute de la natalité, loin d'avoir été enrayée, s'accélère. En effet, chaque année, les femmes vivantes ont moins d'enfants, et, en même temps, chaque année, il y a moins de femmes vivantes. Aussi la chute s'accélère, et plus le temps va, plus il sera difficile d'inverser la tendance. Elle s'inquiète du décalage, voire des contradictions entre les déclarations d'intention du Gouvernement en matière de politique familiale, et la réalité des faits. Elle relève les propos du secrétaire d'Etat, dont elle approuve la teneur: « pour remonter le taux de la natalité, il faut que le Gouvernement ait une bonne politique familiale, mais aussi et surtout, une parfaite compréhension de ces problèmes par l'ensemble de la nation », mais s'inquiète de constater par ailleurs que la chute brutale de la natalité intervient environ neuf mois après la banalisation de l'avortement, remboursé comme un vulgaire acte médical; neuf mois également après l'annonce de la réduction de l'allocation postnatale pour le troisième enfant. En conséquence, elle lui demande quelles mesures concrètes et quantifiables elle entend prendre pour aider les familles nombreuses, notamment en ce qui concerne l'évolution du pouvoir d'achat des allocations familiales pour les familles de plus de deux enfants. Elle lui demande quelles mesures (notamment fiscales) a prévues le Gouvernement pour encourager le mariage au détriment du concubinage, la corrélation entre l'affaisse-

ment du mariage et la diminution du nombre d'enfants n'étant plus à démontrer. Elle lui demande enfin la teneur des projets de loi qui seront déposés au Parlement dans le cadre du programme prioritaire d'exécution n° 8 du 9^e Plan.

Professions et activités sociales (aides ménagères).

Sans débat.

612. — 10 mai 1984. — **M. Bernard Derosier** attire l'attention de **M. le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale** sur le problème suivant: un courrier récent du directeur de la caisse régionale d'assurance maladie Nord-Picardie, adressé aux présidents d'association soins et aide à domicile aux personnes âgées, les informait des difficultés financières rencontrées par la caisse régionale en matière d'aide ménagère et des mesures prises par son conseil d'administration afin que cet organisme ne soit pas en cessation de paiement. Ainsi, la caisse régionale prévoit déjà l'impossibilité de rembourser, pour l'année 1984, un nombre d'heures équivalent à celui de 1983. De plus, elle conseille de ne pas dispenser, au cours du premier semestre 1984, plus de trois quarts des heures réalisées durant le même semestre 1983. Par exemple, une personne âgée qui bénéficiait en 1983 de vingt-huit heures par mois ne pourra plus bénéficier que de vingt et une heures. Cette baisse supprime pratiquement le bénéfice de l'aide ménagère pour le sixième mois. Aussi, alors qu'il encourage la politique de maintien à domicile des personnes âgées, handicapées et autres personnes dépendantes permettant de limiter le coût des dépenses de la sécurité sociale, un financement moindre des services d'aide ménagère par les organismes compétents paraît être un signe inquiétant pour l'ensemble de ce secteur. C'est pourquoi il lui demande s'il peut lui indiquer les mesures qu'il compte prendre en ce domaine, remédiant ainsi à cette situation préoccupante pour un nombre important de nos concitoyens.

Assurance vieillesse: régime général (calcul des pensions).

613. — 10 mai 1984. — **M. François Massot** appelle l'attention de **M. le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale** sur la question des travailleurs en contact avec des produits chimiques nocifs, et notamment le chlorure de vinyle. Les personnels concernés demandent depuis plusieurs années leur mise à la retraite anticipée — amplement justifiée par les dangers encourus et les maladies contractées. Actuellement, ces dangers ont été pris en compte, comme en témoignent les améliorations apportées aux précédents de fabrication, notamment du C.V.M. et du P.V.C., à la suite du décret du 12 mars 1980 réglementant la protection des travailleurs dans les ateliers de chlorure de vinyle. Le fait est donc reconnu, l'exposition au chlorure de vinyle entraîne des maladies et des lésions graves, répertoriées au tableau des cinquante-deux maladies professionnelles. Il lui demande donc si les pouvoirs publics sont prêts à procéder aux aménagements réglementaires nécessaires pour assurer le départ en retraite anticipé des travailleurs exposés au chlorure de vinyle.

Travail (travail noir).

614. — 10 mai 1984. — **M. Jean-Claude Dessen** appelle l'attention de **M. le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale** sur le développement du travail clandestin. Ce phénomène, outre qu'il constitue une concurrence déloyale à l'égard des professionnels déclarés, représente une atteinte inacceptable au code du travail et met en danger l'emploi dans les entreprises subissant des pertes de commandes du fait de cette activité illégale. De plus, il entre en contradiction totale avec la notion même de solidarité nationale défendue par le Gouvernement. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour éviter que ceux dont l'activité professionnelle est légalement déclarée ne soient pénalisés.

Taxe sur la valeur ajoutée (champ d'application).

615. — 10 mai 1984. — **M. Guy Bèche** appelle l'attention de **M. le ministre de l'économie, des finances et du budget** sur l'application de la directive du conseil des Communautés européennes adoptée le 17 mai 1977, qui assujettit au régime de la T.V.A. les subventions versées par les communes aux concessionnaires ou exploitants de services publics. L'Assemblée nationale française a adopté cette directive par la loi du 29 décembre 1978. Ainsi, les collectivités locales organisatrices de transports en commun de voyageurs sont soumises à cette obligation. Or, un différend sur le champ d'application existe aujourd'hui entre elles, regroupées au sein du groupement des autorités responsables de transports, et le ministère de l'économie et des finances. Des discussions sont

en cours afin d'apurer ce contentieux. Il lui demande quelles dispositions compte prendre le ministère de l'économie et des finances pour régler cette importante question en tenant compte de la volonté des élus en regard au budget de leurs collectivités.

Recherche scientifique et technique (personnel).

616. — 10 mai 1984. — **M. Yves Tavernier** appelle l'attention de **M. le ministre de l'industrie et de la recherche** sur la mise en application du décret n° 83-1260 du 30 décembre 1983, qui fixe les dispositions statutaires communes aux corps de fonctionnaires des établissements publics, scientifiques et technologiques. Il se félicite du fait que depuis la sortie du décret, un certain nombre d'établissements, dont le C.N.R.S., ont été transformés en établissements publics, scientifiques et technologiques. Il rappelle que ce statut, élaboré après consultation des instances scientifiques et des organisations syndicales représentatives, devait concrétiser, à partir du 1^{er} janvier 1984, le principe de la titularisation dans la fonction publique qui avait été fixé par la loi d'orientation et de programmation de la recherche du 15 juillet 1982. Des mesures d'accompagnement se négocient actuellement au ministère de l'industrie et de la recherche avec les organisations syndicales depuis février 1984. Le but de ces négociations est d'avoir abordé l'ensemble des problèmes et obtenu l'arbitrage des trois ministères concernés (ministère de l'industrie et de la recherche, secrétariat d'Etat à la fonction publique, secrétariat d'Etat au budget), avant le début de l'été. Il rappelle que le calendrier proposé par le ministère de l'industrie et de la recherche est le suivant : entre janvier et juin 1984, les négociations doivent porter sur les décrets d'application à chaque organisme. En juin 1984, les décrets d'application doivent paraître. Entre juin 1984 et décembre 1984, les propositions de titularisation devaient être faites à chaque agent. En janvier 1984, la titularisation devait être effective et ce, à compter du 1^{er} janvier 1984. Il demande au ministre si ce délai pourra être tenu. Il aimerait connaître, en outre, sa position sur le rachat des points de retraite, les primes, les problèmes liés à la carrière des chercheurs, ainsi que sur le reclassement des personnels actuellement sous-classés.

Crimes, délits et contraventions (escroquerie).

617. — 10 mai 1984. — **Mme Muguette Jacquaint** attire l'attention de **M. le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale** sur l'émotion que soulève l'escroquerie au détriment de la sécurité sociale faite par des cliniques privées. A travers un montage financier permettant à des cliniques privées d'obtenir l'agrément des autorités de tutelle en matière de santé, plus de 425 millions de centimes ont été détournés au budget de la sécurité sociale. Elle lui demande les mesures qu'il compte prendre pour que les responsables de cette escroquerie soient poursuivis et pour que des faits similaires ne puissent se reproduire.

Recherche scientifique et technique (Institut Pasteur).

618. — 10 mai 1984. — **M. Jean Jarosz** interroge **M. le ministre de l'industrie et de la recherche** sur la situation de l'Institut Pasteur Production Regroupant actuellement 1040 salariés. L'Institut Pasteur Production fait l'objet d'un projet de restructuration qui

entraînerait la suppression de quatre-vingt-dix-neuf postes, dont quatre-vingt-cinq à Marne-la-Coquette, dix à Vaudreuil, quatre à Steenvoorde et Villeneuve-d'Ascq. C'est pourquoi il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que l'Institut Pasteur Production ne soit pas victime d'un démantèlement à plus ou moins long terme mais, bien au contraire, participe au mouvement national de reconquête de notre économie.

Habillement, cuirs et textiles (emploi et activité).

619. — 10 mai 1984. — **M. Emmanuel Hame!** signale à l'attention de **M. le ministre de l'industrie et de la recherche** les résultats positifs de la convention nationale de solidarité appliquée depuis 1932 entre le Gouvernement et l'industrie textile : progression de 25 p. 100 par an des investissements, augmentation de 3 milliards de francs en 1983 des exportations textiles qui atteignent 44 p. 100 de la production, sensible amélioration de la situation de l'emploi dont la diminution a pu être ramenée en deux ans de 7 p. 100 à 2 p. 100 par an. Il lui rappelle que les contrats d'allègement de charges souscrits par environ 60 p. 100 des 2500 entreprises textiles arrivent à échéance. Aussi lui demande-t-il, dans la perspective des efforts à réaliser et des moyens à promouvoir pour maintenir puis augmenter l'emploi dans les industries du textile et de l'habillement, s'il n'estime pas devoir prolonger au-delà de 1982 l'allègement des charges sociales des entreprises textiles décidé par la convention nationale de solidarité conclue en mars 1982.

Anciens combattants et victimes de guerre (malgré nous).

620. — 10 mai 1984. — **M. Emile Koehl** demande à **M. le ministre des relations extérieures** où en est le dossier « indemnisation des survivants des 130 000 Alsaciens et Mosellans incorporés de force dans l'armée allemande durant la seconde guerre mondiale ». Le crime de guerre, en violation de la convention de La Haye du 18 octobre 1907, que fut l'incorporation de force dans l'armée allemande de 130 000 Français originaires des départements de l'Alsace et de la Moselle, avec son bilan tragique de 40 000 tués et disparus, 30 000 rentrés diminués physiquement et des milliers de rapatriés décédés prématurément, n'a rien à voir avec la forêt du Mundat et les biens sous séquestre. L'indemnisation des « malgré-nous » est et doit rester en dehors du règlement d'un différend territorial. Le paiement de l'indemnisation prévue par l'accord franco-allemand du 31 mars 1981 représente pour les incorporés de force, d'une part, la reconnaissance du crime de guerre dont ils ont été victimes, d'autre part, la réparation par la République fédérale d'Allemagne du préjudice qu'ils ont subi.

Solidarité : ministère (personnel).

621. — 10 mai 1984. — **M. René André** expose à **M. le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale** que des éducateurs de la D. A. S. S. en milieu ouvert, relevant du statut général du livre IX du code de la santé publique au titre d'agents départementaux, souhaiteraient relever désormais non plus du statut général de la fonction publique mais d'un statut particulier concernant les seuls éducateurs de la D. A. S. S. La reconnaissance d'un tel statut marquerait mieux leur identité professionnelle. Il lui demande quelle est sa position à l'égard de cette suggestion.

Le présent numéro comporte le compte rendu intégral
des deux séances du mercredi 9 mai 1984.

1^{re} séance, page 2139 ; 2^e séance, page 2163.

Prix du numéro : 2,15 F. (Fascicule de un ou plusieurs cahiers pour chaque journée de débats ; celle-ci pouvant comporter une ou plusieurs séances.)